

COI Focus

BURKINA FASO

Situation sécuritaire

7 avril 2021 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Principaux sigles utilisés	3
Introduction	4
1. Bref historique	6
2. Etat actuel du conflit	10
3. Parties combattantes	13
3.1. Forces armées burkinabè	13
3.2. Police et Gendarmerie	16
3.3. Structures communautaires	17
3.4. Groupes djihadistes	21
3.4.1. Généralités	21
3.4.2. Ansarul Islam.....	23
3.4.3. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)	24
3.4.4. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)	25
3.4.5. Cohabitation entre groupes djihadistes.....	26
3.4. Troupes internationales	28
3.4.1. Force conjointe du Groupe des cinq pays du Sahel (FC-G5S).....	28
3.4.2. Opération Barkhane	30
3.4.3. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)	31
3.4.4. Coalition pour le Sahel	32
4. Typologie de la violence	32
4.1. Nombre d'incidents	32
4.2. Violences djihadistes	34
4.3. Violences étatiques	36
4.4. Violences communautaires.....	39
5. Cibles de la violence	42
5.1. Données	42
5.2. En fonction du rôle auprès des autorités	42
5.3. En fonction de l'ethnie	44
5.4. En fonction de la religion	47
6. Répartition géographique	48
6.1. Au Sahel.....	48
6.2. Au Burkina Faso	49
6.3. A Ouagadougou	53
7. Déplacements de population	54
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	58
8.1. Situation humanitaire	58
8.2. Infrastructures scolaires	60
8.3. Infrastructures sanitaires	61
8.4. Elections.....	63
Résumé	64
Annexes	66
Bibliographie	69

Liste des sigles utilisés

ACAPS	Assessment Capacities Project
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AFP	Agence France presse
AI	Amnesty International
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
BSIAT	Brigade spéciale des investigations antiterroristes
CENOZO	Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CFR	Council on Foreign Relations
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIVIC	Center for Civilians in Conflict
CPJ	Committee to Protect Journalists
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers
CNCD	Centre national de coopération au développement
CONASUR	Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation
CTC	Combating Terrorism Center
DCAF	Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces
DW	Deutsche Welle
ECFR	European Council on Foreign Relations
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
FC-G5S	Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel
FLM	Front de libération de Macina
FRS	Fondation pour la recherche stratégique
GFAT	Groupement des forces antiterroristes
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
ICT	International Institute For Counter-Terrorism
ISPI	Italian Institute for International Political Studies
ISSAT	International Security Sector Advisory Team
JA	Jeune Afrique
JNIM	Jamaat Nusrat al-Islam wal-Muslimin
MBDHP	Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
NORIA	Network of Researchers in International Affairs
NRC	Norwegian Refugee Council
NYT	The New-York Times
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de la coordination des affaires humanitaires)
ODDH	Observatoire pour la démocratie et les droits de l'homme
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
RFI	Radio France internationale
RSP	Régiment de sécurité présidentiel
TI	Transparency International
TNH	The New Humanitarian
UA	Union africaine
UNFPA	United Nations Population Fund (Fonds des Nations unies pour la population)
UNODC	United Nations Office on Drugs and Crime (Office des Nations unies contre la drogue et le crime)
USDOS	United States Department of State
USHMM	United States Holocaust Memorial Museum
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie
WANEP	West African Network for Peacebuilding

Introduction

Ce rapport dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Burkina Faso. Il s'intéresse particulièrement à la période allant du 8 juillet 2020 au 31 mars 2021, mettant à jour un rapport portant le même titre, publié le 24 août 2020.

Ce rapport se compose de huit parties. La première constitue un bref rappel historique du contexte général et des événements qui se sont déroulés au Sahel depuis 2012 et au Burkina Faso à partir de 2015. La situation sécuritaire depuis juillet 2020 est abordée dans la deuxième partie. Les acteurs en présence – forces armées nationales et internationales, structures communautaires et groupes armés – sont passés en revue dans le troisième chapitre. Le quatrième propose une description de la violence tandis que le cinquième chapitre décrit les cibles de cette violence. La répartition géographique des incidents, les déplacements de population consécutifs à la violence et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des trois derniers chapitres.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du Secrétaire général au Conseil de sécurité ou d'autres organismes de l'Organisation des Nations unies (ONU), ceux d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales actives dans la défense des droits de l'homme ainsi que ceux publiés par des instituts de recherches orientant certains de leurs travaux sur la région du Sahel. La presse burkinabè et internationale a également été consultée. Les recherches ont été clôturées le 31 mars 2021.

Ce COI Focus utilise notamment des données chiffrées en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Burkina Faso, il s'agit notamment des sources suivantes : Actu Burkina, Agence d'Information du Burkina (AIB), Agence France presse (AFP), Al Nabaa, Amaq, aOuaga, Aujourd8, Bafuji Infos, Berger sahelien infos, Burkina24, Deutsche Welle, Facebook, Faszine, Gulmu Info, Infowakat, Intercept, International Crisis Group (ICG), Jeune Afrique (JA), Le Faso, Le Pays, Libre Info, L'Observateur Paalga, Mali Jet, Menastream, MinuteBf, Mouvement pour la Résistance Populaire, Netafrique, Observatoire de la dignité humaine (ODH), Ouaga Flash Info, Ouaga FM, Ouaga24, PANAPRESS, Pinal, Radio France internationale (RFI), Radio Omega, Sahel Security Alerts, Twitter, Wakat Sera, WAT FM, Whatsapp et Xinhua. La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour et complétée dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles¹. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 26 juin 2020. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts². L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue³. Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données⁴. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

¹ ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

² ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

³ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

⁴ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

Les conditions de sécurité au Burkina Faso font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus sera mis à jour le plus rapidement possible.

1. Bref historique

Le Sahel est une région généralement délimitée au nord par le Sahara et au sud par la bande de savane. La situation sécuritaire qui y règne est de plus en plus préoccupante depuis l'effondrement de la Libye en 2011, puis le début du conflit au nord du Mali en 2012, pays dans lequel s'étaient réfugiés des djihadistes algériens au début des années 2000⁵. La croissance démographique rapide, la pauvreté (notamment l'aggravation du chômage des jeunes), l'insécurité alimentaire, le crime organisé (notamment le trafic illicite d'êtres humains, d'armes et de drogues), l'extrémisme violent, le changement climatique, la sécheresse (qui accentue la dégradation des terres et la désertification)⁶, la faiblesse des institutions et les carences de la gouvernance confèrent à cette région un climat croissant d'insécurité, d'instabilité et de conflit⁷.

Le Burkina Faso a longtemps été réputé pour sa stabilité⁸. Le pays a, jusqu'en 2015, été épargné des conséquences de la chute du régime libyen en 2011⁹. Ces dernières années, la situation sécuritaire s'y est pourtant progressivement détériorée à une vitesse inédite selon de nombreux observateurs¹⁰.

L'insécurité latente au Mali¹¹ constitue un facteur d'instabilité majeur au plan régional¹². L'expansion des groupes djihadistes présents dans ce pays a été préparée dès le début des années 2010¹³. Les premières attaques au Burkina Faso ont commencé en 2015¹⁴. Ensuite, des attaques sporadiques ont touché les forces de sécurité dans le nord du Burkina Faso au cours de l'année 2016. Les groupes islamistes ont commencé à accroître leur présence et ont créé un climat de peur dans tout le pays¹⁵. La situation s'est fortement dégradée dans les provinces de Soum et de l'Oudalan (dans la région administrative du Sahel) au cours du premier semestre 2017, et ce, malgré des initiatives internationales pour lutter contre l'expansion de la menace terroriste. Dans le courant du second semestre 2017, progressivement, la menace s'est étendue sur l'ensemble de la frontière avec le Mali en direction des provinces du sud (Kéné Dougou, Kossi, Yatenga)¹⁶. Une carte administrative du Burkina Faso (avec ses régions et ses provinces) est disponible à l'annexe 1.

La composition des groupes insurrectionnels est hétéroclite. On y retrouve des agriculteurs ou éleveurs qui se sentent victimes d'injustices foncières ou de racket, des populations stigmatisées, des bandits ou des orpailleurs en quête de protection. Jusqu'en 2018, les autorités préfèrent parler de tentatives de déstabilisation, plutôt que d'attaques terroristes¹⁷. Le Burkina Faso fait pourtant face à des violences diverses. Il peut s'agir d'attaques de djihadistes ou de terroristes, d'affrontements ethniques

⁵ The Conversation (Guichaoua Y., Nsaibia H.), 24/02/2019, [url](#)

⁶ Selon un expert du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Burkina Faso est le 20^{ème} pays le plus vulnérable au changement climatique et le 35^{ème} le moins prêt au monde. Plus d'un tiers des terres du pays sont dégradées, la dégradation s'étendant à un rythme de 360.000 hectares par an : Al Jazeera (AJ) (Mednick S.), 27/07/2020, [url](#)

⁷ Ministère des Affaires étrangères de Norvège, 10/2018, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 06/05/2019, [url](#) ; Le Monde (Caramel L.), 11/04/2019, [url](#) ; ICT, 02/2020, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#) ; FES, 2020, [url](#)

⁸ Reuters, 28/03/2019, [url](#)

⁹ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

¹⁰ Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 22/02/2019, [url](#) ; ACLED, 28/03/2019, [url](#) ; France Culture, 13/05/2019, [url](#)

¹¹ Pour rappel, en 2012, des groupes armés touaregs séparatistes et liés à Al-Qaïda se sont emparés de régions du nord malien. Suite à une intervention militaire de la France en 2013 et un accord de paix en 2015, ces différents groupes se sont déplacés au centre du Mali à partir de 2015, puis au Burkina Faso à partir de 2016 (HRW, 05/2018, [url](#))

¹² ISSAT, DCAF, 13/08/2018

¹³ CTC (Nsaibia H., Weiss C.), 03/2018, [url](#)

¹⁴ Institut Thomas More (Tisseron A.), 03/2019, [url](#) ; JA, 23/10/2018, [url](#)

¹⁵ HRW, 05/2018, [url](#)

¹⁶ Portail de l'Intelligence Économique (Renault W.), 12/03/2019, [url](#)

¹⁷ ODDH, 22/06/2020, [url](#) ; (AFP) (Baily A., Fort P.) via TV5 Monde, 27/06/2020, [url](#)

ou de banditisme¹⁸. Ces différents conflits peuvent se superposer, fusionner lorsque des alliances de circonstances permettent des bénéfices mutuels – l'ACLED utilise dans ce cas l'expression « jihadisation du banditisme »¹⁹ – et changer, ce qui empêche d'avoir une vue claire de la situation des différents groupes, de leur composition, de leurs collaborations, de leurs zones d'action et de leurs objectifs²⁰. Qui plus est, « des groupes d'autodéfense villageois créés dès 2014 pour restaurer la sécurité ont aggravé les violences locales à base communautaire, notamment depuis 2019 au Centre-Nord et dans le Soum », selon l'International Crisis Group (ICG)²¹.

Même si l'insécurité au Burkina Faso est souvent présentée comme le résultat d'une extension du conflit malien, de nombreuses sources soulignent que cette insécurité révèle également une dynamique sociale endogène, notamment via des mouvements de contestation de l'ordre social²². A cela s'ajoute, selon un chercheur à l'Université du Québec à Montréal :

« le manque de politiques, de ressources et de personnel de sécurité efficace, une variété de griefs sociaux et de questions politiques locales dans les régions périphériques les plus touchées par l'insécurité, et la persistance de groupes criminels et insurgés qui cherchent à exploiter cette dynamique »²³.

Ainsi, selon l'Italian Institute for International Political Studies (ISPI), si le niveau de violence atteint dans la province du Sahel, par exemple, est sans précédent, le dysfonctionnement des relations entre l'Etat burkinabè et les populations locales ne l'est pas. Cet Etat, tout comme les autres Etats sahéliens, n'a jamais été absent de ses périphéries territoriales, mais il a plutôt exercé son autorité et son pouvoir par le biais de systèmes de gouvernance néo-patrimoniaux, fondés sur des chaînes de commandement clientélistes qui ont favorisé la propagation de la corruption et la mauvaise gestion des ressources locales et des services publics. Dans la plupart des provinces et des régions actuellement sous le contrôle des groupes d'insurgés dans la région du Sahel, le contrat social entre les habitants locaux et leurs États respectifs était déjà rompu, et des litiges locaux de différentes natures – qu'ils soient liés à la classe, à la gestion des terres²⁴ ou à l'appartenance ethnique – affectaient déjà les relations sociales. Cela ne veut pas dire que les groupes d'insurgés djihadistes ont pu imposer leur présence dans ces régions sans recourir à la violence²⁵.

Depuis 2018, la situation s'est rapidement dégradée²⁶ et un nombre croissant d'incidents se sont déroulés dans les régions de l'Est et du Centre-Est (provinces de Gourma, Komondjari, Koulpélogo, Kimpinga et Tapoa). Une partie des groupes terroristes s'est repliée à l'est du pays, zone forestière difficile d'accès et peu contrôlée par l'armée²⁷. Selon des observations d'experts reprises par le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), cette zone de l'est « constitue une zone de repli pour les djihadistes de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) qui cherchent à étendre les zones d'insécurité vers d'autres pays de la sous-région en cassant 'le verrou burkinabé' »²⁸. Cette menace terroriste pourrait donc contaminer des pays voisins comme le Ghana, le Bénin et le Togo ou

¹⁸ Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

¹⁹ ACLED, 17/01/2019, [url](#)

²⁰ ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; HRW, 26/05/2020, [url](#)

²¹ ICG, 24/02/2020, [url](#)

²² ICG, 12/10/2017, [url](#) ; Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

²³ Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

²⁴ La compétition pour l'accès aux terres et aux autres ressources naturelles a atteint un niveau sans précédent dans le pays : FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

²⁵ ISPI (Baldaro E.), 03/03/2021, [url](#)

²⁶ ACAPS, 10/2020, [url](#)

²⁷ Portail de l'Intelligence Économique (Renault W.), 12/03/2019, [url](#)

²⁸ GRIP (Nsimba J.), 15/01/2019, [url](#)

même la Côte d'Ivoire²⁹. L'ACLED estime que le Bénin et la Côte d'Ivoire sont particulièrement exposés aux risques de violence des militants djihadistes en raison de l'instabilité politique, des vulnérabilités internes et de la dynamique sociale des communautés frontalières. Des activités militantes clandestines, y compris des mouvements transfrontaliers, sont plus fréquemment enregistrées sur le territoire de ces États et dans les régions limitrophes³⁰.

A la fin de l'année 2018, l'état d'urgence a été décrété dans 14 des 45 provinces du pays et prolongé à plusieurs reprises³¹. Ces provinces se trouvent dans les régions des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Est, de l'Est, du Nord et du Sahel³², principalement situées le long des frontières avec le Mali et le Niger³³. L'état d'urgence accorde des pouvoirs supplémentaires aux forces de sécurité, dont celui de procéder à des perquisitions à domicile, de jour et de nuit³⁴. Il a également permis aux autorités d'adopter des mesures spéciales « telles que les restrictions de déplacement, l'interdiction de circulation des motos ou pick-up ou encore la fermeture de certains lieux comme les marchés ou les foires hebdomadaires dans les zones touchées »³⁵. Les gouverneurs des régions de l'Est, du Sahel, du Nord et du Centre-nord (pourtant pas concernée par cet état d'urgence) ont alors institué des couvre-feux ou interdit les déplacements de certains types de moyens de déplacement à certains moments de la journée³⁶. Par exemple, le gouvernorat de la Région du Sahel a établi un programme de couvre-feux différents pour ses différentes provinces ou communes³⁷ ou a interdit la circulation des engins motorisés à deux ou trois roues sur une partie de son ressort territorial du 8 février au 8 mars 2021³⁸. Aussi, un communiqué administratif de Gouvernorat de Fada N'Gourma prolonge le couvre-feu du 31 mars au 29 mai de minuit à 4 heures dans la ville de Fada n'Gourma et de 22h à 4h dans les autres localités de la région de l'Est³⁹.

Diverses sources constatent que ce type de mesures n'apporte pas une amélioration de la sécurité mais impacte négativement les ressources économiques des populations ainsi que la cohésion sociale⁴⁰. Un rapport de la FES sur les droits humains en Afrique de l'Ouest affirme qu'au Burkina Faso, « l'état d'urgence a été marqué par des violations des droits humains de la part des FDS [forces de défense et de sécurité] qui, au nom de la lutte contre le terrorisme, ont commis des exécutions extra-judiciaires et des massacres de populations »⁴¹.

Un autre rapport de l'ICG, consacré au Sahel et publié en avril 2020, insiste sur le fait que le changement climatique a très certainement un impact sur les conflits dans cette région mais que ce facteur s'intègre dans un ensemble plus large de causalités, dont les choix politiques régissant l'accès aux ressources. A titre illustratif, l'ICG décrit la dynamique politique suivante :

« Au Burkina Faso, dans la province du Soum, le projet de développement Riz Pluvial a permis l'augmentation des volumes de production rizicole dans la commune de Béléhédé. Mais ce projet a simultanément affecté les équilibres démographiques et politiques locaux : l'installation de populations de paysans allochtones, surtout issus des groupes fulsé et mossi, a été facilitée par ce

²⁹ Foreign Policy via Courrier international, 04/04/2019, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 06/05/2019, [url](#) ; Lefaso.net, 15/02/2021, [url](#) ; Timbuktu Institute (Sambe B.), 07/01/2021, [url](#)

³⁰ ACLED, 02/2021, [url](#)

³¹ Reuters via Mediapart, 11/01/2019, [url](#) ; Lefaso.net, 11/07/2019, [url](#) ; Service d'Information du Gouvernement du Burkina Faso, 27/12/2019, [url](#) ; Koaci.com, 28/02/2021, [url](#)

³² Le Monde, 31/12/2018, [url](#) ; OCHA, 07/2020, [url](#)

³³ Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

³⁴ BBC (Gongo S.), 14/03/2019, [url](#) ; Assemblée nationale du Burkina Faso, 14/05/2019, [url](#)

³⁵ ISS (Maïga I.), 21/02/2019, [url](#)

³⁶ OCHA, 07/2020, [url](#)

³⁷ Témoin oculaire alerte (@AlerteTemoin), 13/01/2021, [url](#)

³⁸ Témoin oculaire alerte (@AlerteTemoin), 07/02/2021, [url](#)

³⁹ Témoin oculaire alerte (@AlerteTemoin), 31/03/2021, [url](#)

⁴⁰ ISS (Maïga I.), 21/02/2019, [url](#) ; Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

⁴¹ FES, 2020, [url](#)

projet. A l'inverse, les propriétaires peul, souvent éleveurs nomades, estiment avoir été évincés de ces terres sans compensation satisfaisante. Les populations allochtones ont également cherché à contourner l'autorité traditionnelle autochtone, en l'occurrence l'Emir de Tongomayel, en nommant leurs propres chefs de village. Dans ce contexte de tensions locales, des éleveurs peul se sont rapprochés des groupes jihadistes, connus par ailleurs pour rejeter les décisions de l'Etat et faciliter l'accès à la terre des populations qui les soutiennent »⁴².

Human Rights Watch (HRW) constate en mars 2019 que les violences – qu'elles soient commises par des groupes islamistes ou par les forces de sécurité burkinabè lors d'opérations antiterroristes – ont « considérablement augmenté depuis la mi-2018, faisant de nombreux morts et obligeant des dizaines de milliers de villageois à prendre la fuite »⁴³. L'auteur de ce rapport de HRW sur la violence au Burkina Faso a affirmé à l'Agence France presse (AFP) qu'il est difficile de suivre et de recenser les attaques tellement elles sont nombreuses⁴⁴.

Le Burkina Faso est devenu, selon l'AFP en mai 2019, « un grand carrefour des groupes djihadistes qui y opèrent avec une facilité déconcertante et avec des objectifs de plus en plus ambitieux »⁴⁵.

HRW estime qu'« [e]n vertu du droit de la guerre, la lutte qui oppose le gouvernement du Burkina Faso aux groupes armés constitue un conflit armé non international »⁴⁶. Amnesty International (AI) y voit aussi un conflit armé non international et ajoute que plusieurs homicides délibérés de civils sont potentiellement des crimes de guerre⁴⁷. Le Comité international de la Croix-Rouge se dit alarmé, dans un communiqué de juillet 2020, par l'érosion du respect du droit international humanitaire⁴⁸.

Selon le chercheur Adib Bencherif (université de Floride et université du Québec à Montréal) :

« Toutes ces attaques armées ne sont pas que le fruit des groupes djihadistes. Certaines relèvent plus du banditisme et du mercenariat. Il est à noter que ceux-ci peuvent d'ailleurs joindre les groupes djihadistes et continuer leurs activités criminelles. De nombreux avant-postes stratégiques des forces de sécurité sont aussi touchés dans le Liptako-Gourma ; nous pouvons supposer que ces derniers gênent les activités de certains de ces groupes. Par ailleurs, divers acteurs peuvent se mettre sous la coupe des groupes djihadistes mais continuent à négocier, dans une arène particulièrement fluide, leur pouvoir relatif individuel ou communautaire et à éventuellement s'affronter, en mobilisant ou instrumentalisant la cause djihadiste »⁴⁹.

Au Burkina Faso, les violences s'étaient dans un premier temps concentrées dans la région du Sahel. L'activité islamiste armée s'est ensuite étendue à d'autres régions administratives telles que celles du Nord, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord, qui ont ensemble subi la majorité des attaques, ainsi que vers les régions du Centre-Est et du Centre-Sud. D'autres attaques se sont également produites dans des régions différentes⁵⁰. L'International Security Sector Advisory Team (ISSAT) constate dans une note de février 2020 que les attaques des groupes djihadistes menacent également la capitale, Ouagadougou, et les zones frontalières avec le Bénin et la Côte d'Ivoire⁵¹. Cette progression des djihadistes semble se faire « par essaimage » selon l'ICG. La multiplication des foyers insurrectionnels nourrit le sentiment d'un encerclement de la capitale⁵².

⁴² ICG, 24/04/2020, [url](#)

⁴³ HRW, 22/03/2019, [url](#)

⁴⁴ AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#)

⁴⁵ AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#)

⁴⁶ HRW, 06/01/2020, [url](#)

⁴⁷ AI, 10/06/2020, [url](#)

⁴⁸ CICR via Burkina 24, 02/07/2020, [url](#)

⁴⁹ Areion Group (Bencherif A.), 26/02/2021, [url](#)

⁵⁰ HRW, 26/05/2020, [url](#) ; ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

⁵¹ ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

⁵² ICG, 24/02/2020, [url](#)

L'année 2019 a été, en termes de pertes humaines au Sahel, la plus cruelle depuis 2012⁵³. Le nombre de morts causés par ce conflit au Burkina Faso a spectaculairement augmenté, en comparaison avec les chiffres relatifs au Mali et au Niger⁵⁴. En effet, le nombre de victimes au Burkina Faso a, entre 2018 et 2019, septuplé, dépassant les chiffres du Mali⁵⁵, comme le montre le graphique ci-dessous (voir point 2.). En 2019, le Burkina Faso est le pays le plus ciblé par les attaques des groupes djihadistes⁵⁶. Il n'est donc plus un acteur secondaire de la crise au Sahel, mais bien une partie intégrante de cette crise⁵⁷, voire l'épicentre de la guerre plus large contre les groupes armés dans l'ouest du Sahel⁵⁸.

Fin 2019, il est évident, selon l'International Institute For Counter-Terrorism (ICT), que des changements majeurs sont intervenus dans la violence au Burkina Faso. De 2018 à 2019, outre l'augmentation spectaculaire du nombre de victimes, le profil de celles-ci a également changé. Alors que la plupart des décès en 2018 étaient dus à des attaques sur des cibles militaires, la plupart des décès en 2019 étaient des civils. Cette augmentation des attaques et des décès ainsi que le glissement important vers des cibles civiles indique que l'insurrection au Burkina Faso est maintenant fermement établie⁵⁹.

L'United States Holocaust Memorial Museum (USHMM) a défini le Burkina Faso, en février 2020, comme pays du monde où les risques de massacres à grande échelle sont les plus importants⁶⁰.

Pour la période allant du 1^{er} janvier au 22 juin 2020, le Conseil de sécurité des Nations unies décrit la situation suivante :

« Le Burkina Faso a continué d'être durement frappé par des attaques terroristes touchant principalement les régions du Sahel et du Centre-Nord. Les militants affiliés à Ansar al-Islam, au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et à l'État islamique du Grand Sahara ont multiplié les attaques. En retour, les forces de défense et de sécurité ont intensifié leurs opérations antiterroristes »⁶¹.

Cette situation provoque, toujours selon le Conseil de sécurité, une forte détérioration de la situation humanitaire⁶².

2. Etat actuel du conflit

José Luengo-Cabrera, chercheur à la Banque mondiale, a compilé les données de l'ACLED. Pour la période de 2010 à fin 2020, le nombre de décès (de combattants étatiques et non étatiques ainsi que de civils) suite à de la violence à caractère politique augmente fortement en 2019 avant de diminuer depuis mars 2020 :

⁵³ BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#)

⁵⁴ BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#)

⁵⁵ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 14/01/2020, [url](#)

⁵⁶ ICG, 24/02/2020, [url](#)

⁵⁷ Le Monde (Châtelot C.), 05/11/2019, [url](#)

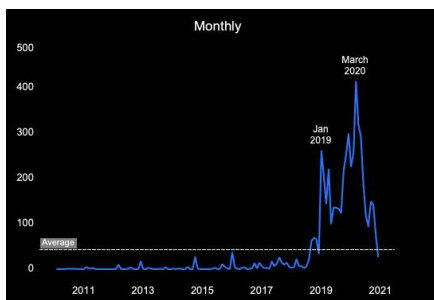
⁵⁸ AJ (Wilkins H.), 16/12/2020, [url](#)

⁵⁹ ICT, 02/2020, [url](#)

⁶⁰ USHMM, 06/02/2020, [url](#)

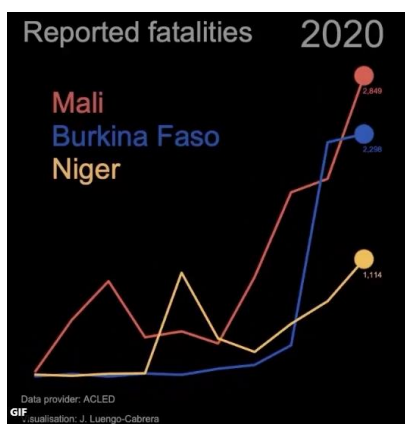
⁶¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

⁶² Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)



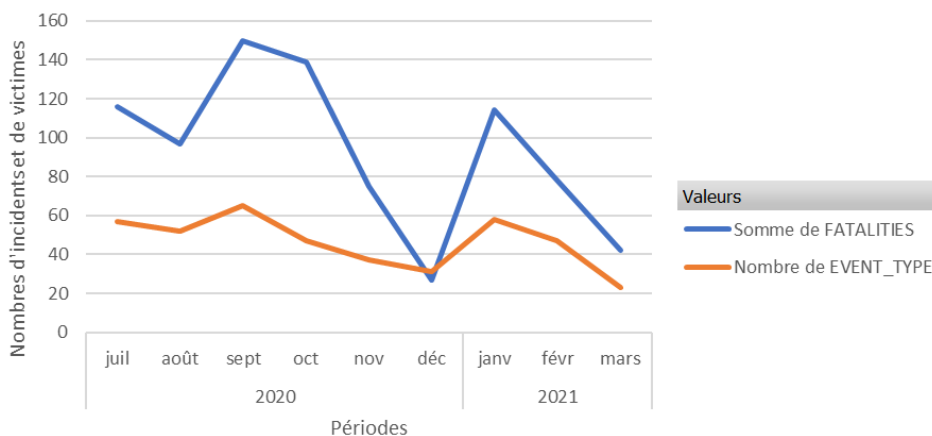
Décès (de combattants étatiques et non étatiques ainsi que de civils) dans le cadre de violence à caractère politique⁶³

En 2020, le Mali redevient le pays le plus mortellement touché par la violence armée :



Nombre annuel de décès dus à la violence armée au Mali, Burkina Faso et Niger de 2011 à 2020⁶⁴

Du 1^{er} juillet 2020 au 19 mars 2021, l'ACLED a comptabilisé 417 incidents (*violence against civilians, explosions/remote violence, battles*) et 838 victimes causés par ceux-ci. Ces incidents et victimes se sont succédé de la manière suivante :



Nombre d'incidents et de victimes au Burkina Faso du 1^{er} juillet 2020 au 19 mars 2021, selon l'ACLED⁶⁵

⁶³ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 19/01/2021, [url](#)

⁶⁴ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 13/03/2021, [url](#)

⁶⁵ ACLED, 19/03/2021, [url](#)

Dans son dernier rapport sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel, le Secrétaire général des Nations unies constate que, pour la période du 23 juin au 14 décembre 2020, les attaques se sont poursuivies, principalement dans les régions de l’Est, du Sahel et du Centre-Nord. Ces attaques ont entraîné « une flambée des violences contre les civils, une multiplication des déplacements et l’extension des territoires contrôlés par les groupes terroristes, extrémistes violents et criminels »⁶⁶.

En comparant les schémas de violence des conflits au cours des deux dernières années, l’ACLED constate un changement significatif. En effet, l’insurrection sahélienne a atteint son point culminant en 2019 lorsque deux groupes djihadistes (le GSIM et l’EIGS, voir infra) ont simultanément envahi la zone du Liptako-Gourma, dite la zone des trois frontières (point de rencontre des frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger). Les forces gouvernementales des trois pays ont été forcées de se retirer des zones frontalières et de laisser les territoires précédemment contestés sous le contrôle de ces militants. Cela a laissé les forces gouvernementales dans une position hautement défensive, et l’offensive des militants a souligné le manque de coordination et d’interopérabilité efficaces entre les États membres concernés de la Force du Sahel du G5⁶⁷.

Un changement progressif a commencé lorsque la France, au début de 2020, a modifié sa position en augmentant ses troupes et en intensifiant les opérations aux côtés des forces locales. Alors que des violations généralisées des droits de l’homme accompagnaient les opérations des forces locales, les forces internationales et locales ont progressivement repris leur élan. L’évolution vers une véritable guerre de territoire entre les deux principaux groupes djihadistes a encore affaibli l’insurrection. Les combats entre ces deux organisations et les opérations de contre-militantisme sont à l’origine d’une augmentation substantielle du nombre de morts et de conflits signalés au Mali et au Burkina Faso⁶⁸. Cette année 2020 s’est avérée « la plus meurtrière en matière de violence commise par les militants islamistes au Sahel »⁶⁹. Le Burkina Faso n’a jamais connu de guerre civile, mais selon un analyste de l’ACLED, le conflit actuel en présente plusieurs caractéristiques essentielles⁷⁰.

Une accalmie a été observée pendant les élections présidentielle et législatives, suite à une trêve négociée dans ce cadre. Selon les données de l’ACLED traitées par THN, près de cinq fois moins d’affrontements entre djihadistes et forces de sécurité de novembre 2020 à janvier 2021 ont été observés par rapport à la même période un an plus tôt⁷¹. Ces attaques, localisées dans la région du Nord, aux alentours de Ouahigouya, dans le Yagha, dans le Soum et à l’Est, connaissent une nette reprise depuis le début de l’année 2021⁷².

Selon Mahamoudou Savadogo, chercheur sur les questions de l’extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel, les dynamiques de l’insécurité varient d’une région à une autre :

« Dans certaines régions, comme le Sahel (nord du pays), le pays est confronté à une forme de terrorisme insurrectionnel, combiné au terrorisme djihadiste. Dans l’est et dans le centre-nord, on observe des foyers insurrectionnels armés sur fond de conflits communautaires (pour le Centre-Nord), de mauvaise répartition des richesses naturelles et de criminalité transnationale (pour l’Est). Dans la boucle du Mouhoun, nous nous retrouvons face à un type d’insécurité hybride né des conflits fonciers et communautaires qui ont dégénéré en crise terroriste soutenue et alimentée par les groupes armés djihadistes »⁷³.

⁶⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#)

⁶⁷ ACLED, 02/2021, [url](#)

⁶⁸ ACLED, 02/2021, [url](#)

⁶⁹ CESA, 12/2020, [url](#)

⁷⁰ AJ (Wilkins H.), 21/11/2020, [url](#)

⁷¹ TNH (Mednick S.), 11/03/2021, [url](#)

⁷² JA (Diallo A.), 02/02/2021, [url](#)

⁷³ The Conversation (Savadogo M.), 16/03/2021, [url](#)

Dans son dernier rapport sur la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (FC-G5S), le Secrétaire général des Nations unies mentionne qu'une diminution des activités terroristes lui a été signalée dans la zone du Liptako-Gourma, mais que « des terroristes semblent avoir concentré leur action plus à l'ouest, vers la Côte d'Ivoire et les zones frontalières du Burkina Faso et du Niger »⁷⁴.

Le Council on Foreign Relations (CFR) affirme également que les éléments djihadistes et criminels semblent converger, ce qui rend encore plus difficile pour les forces anti-insurrectionnelles de rétablir la sécurité dans la région⁷⁵.

3. Parties combattantes

3.1. Forces armées burkinabè

L'armée burkinabè a été purgée après le renversement de Blaise Compaoré dans le contexte d'une insurrection populaire en octobre 2014, puis après la tentative de putsch de septembre 2015. Ce coup d'Etat raté a entraîné la dissolution du Régiment de sécurité présidentiel (RSP). Ce dernier était la garde prétorienne de l'ex-président mais aussi un véritable service de renseignements et une unité d'élite de l'armée⁷⁶. Il représentait 10 % des forces armées⁷⁷. C'est donc tout un système sécuritaire qui s'est effondré⁷⁸, et les effets structurels de ces événements se font toujours ressentir aujourd'hui⁷⁹.

D'autre part, la diplomatie de l'ancien président faisait preuve de bienveillance à l'égard de certains groupes djihadistes, ce qui les empêchait de s'en prendre au Burkina Faso. Tout en tardant à admettre la nature endogène et l'ampleur de la crise, les autorités en place accusent cette ancienne classe dirigeante « d'être à la manœuvre », selon une analyse de l'ICG⁸⁰.

Actuellement, cette trêve semble terminée car le gouvernement actuel de Roch Marc Christian Kaboré est moins enclin à collaborer avec les groupes radicaux. Qui plus est, ces derniers sont « plus dispersés, moins hiérarchisés et, pour certains, endogènes ». Maintenir des contacts avec de telles structures et avec un appareil sécuritaire fragilisé et divisé est dès lors plus compliqué⁸¹.

Aussi, selon Foreign Policy, « le système de renseignement reposait davantage sur des hommes et leurs réseaux que sur des institutions »⁸². L'appareil sécuritaire burkinabè tente désormais de se reconstruire. Selon un rapport de l'ISSAT de juillet 2018 :

« [u]ne Agence nationale de renseignement, rattachée à la présidence de la République, a été fondée en 2015. Cette agence récente s'intéresse notamment à la montée du fondamentalisme au plan national. Sur la base de son travail, les autorités procèdent ainsi à un encadrement des activités des prédicateurs au travers d'un suivi des prêches, pouvant mener jusqu'à l'arrestation de certains individus jugés coupables de tenir des propos extrémistes. Ces mesures de contrôle se

⁷⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 02/11/2020, [url](#)

⁷⁵ CFR (Campbell J., Quinn N.), 23/03/2021, [url](#)

⁷⁶ JA, 23/10/2018, [url](#)

⁷⁷ ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

⁷⁸ Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

⁷⁹ NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#) ; Foreign Policy via Courrier international, 04/04/2019, [url](#) ; ISSAT, DCAF, 13/08/2018

⁸⁰ ICG, 24/02/2020, [url](#)

⁸¹ Le Monde (Douce S.), 22/02/2019, [url](#) ; Foreign Policy via Courrier international, 04/04/2019, [url](#) , DCAF, 13/08/2018

sont également manifestées par des expulsions du territoire. Entre 2013 et 2017, plus de 400 prédicateurs étrangers auraient ainsi été répertoriés »⁸³.

Au niveau des ressources et de la coordination en matière de détection des actes terroristes, une loi portant création, organisation et fonctionnement d'un pôle judiciaire spécialisé dans la répression des actes de terrorisme a été adoptée en 2017⁸⁴. Selon l'ISSAT, « [c]e pôle, hébergé au tribunal de grande instance de la capitale, a pour objectif de permettre un traitement plus efficace et plus rapide des cas relatifs au terrorisme et à son financement »⁸⁵. De plus, un amendement de 2017 du Code de procédure criminelle permet des perquisitions, dans certaines circonstances, à toute heure et sans le consentement de la personne concernée⁸⁶. Par ailleurs, une nouvelle loi régissant la justice militaire autorise celle-ci à juger des civils, et ce hors du contrôle du Conseil supérieur de la magistrature⁸⁷. En mai 2019, l'Assemblée nationale a voté un nouveau code de procédure pénale, qui vise à abrégé les procédures pénales pour les affaires de terrorisme⁸⁸.

L'ICG mentionne en février 2020 de nombreuses lacunes de l'appareil sécuritaire du Burkina Faso : un manque de capacités humaines et matérielles, illustré par de très faibles moyens aériens ou des unités spéciales peu formées aux conflits asymétriques ; un très faible maillage sécuritaire puisque les forces burkinabè sont complètement absentes sur 30 % du territoire⁸⁹ ; la concentration de moyens vers le RSP sous le régime de Compaoré, dissous en 2015 ; des fractures internes et rivalités entre gendarmes et militaires engendrées par la transition de 2014-2015 qui fragilisent également ces services⁹⁰.

D'après l'ISSAT, la corruption, l'absence de responsabilité et la faible légitimité sapent le rôle des forces de sécurité⁹¹. Le détournement des ressources affectées à la défense et à la sécurité est en effet récurrent au Burkina Faso⁹², alors que les budgets alloués au secteur de la défense et sécurité sont en nette augmentation depuis 2016⁹³. Une étude de Transparency International (TI), publiée en février 2021 et traitant la corruption au sein du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest, démontre comment la corruption dans ce secteur a un impact négatif à la fois sur l'appareil de sécurité lui-même et sur la paix et la sécurité au sens large, en alimentant les tensions et en aggravant les conflits et l'instabilité. Ce rapport soutient que les études quantitatives ont souligné la corrélation entre la corruption et l'instabilité de l'Etat, les États dominés par des systèmes basés sur le favoritisme (*narrow patronage-based systems*) étant plus susceptibles d'être instables⁹⁴.

Une autre difficulté pour les forces burkinabè est le fait que les habitants de la province du Soum perçoivent les fonctionnaires et forces de sécurité comme des « corps étrangers cherchant à s'enrichir », et non à fournir des services. Ils sont donc réticents à collaborer avec ces représentants des autorités venus d'autres provinces et au comportement parfois brutal⁹⁵. De plus, les forces de sécurité envoyées dans les zones reculées du nord ne maîtrisent pas forcément la langue peule (le fulfulde) ou ne comprennent pas les coutumes⁹⁶.

⁸³ ISSAT, DCAF, 13/08/2018

⁸⁴ UNODC, 01/2017, [url](#)

⁸⁵ ISSAT, DCAF, 13/08/2018

⁸⁶ AI, 08/12/2017, [url](#)

⁸⁷ AI, 08/12/2017, [url](#)

⁸⁸ USDOS, 24/06/2020, [url](#)

⁸⁹ ICG, 24/02/2020, [url](#)

⁹⁰ ICG, 24/02/2020, [url](#)

⁹¹ ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

⁹² ID4D (Padonou O.) [blog], 05/10/2021, [url](#)

⁹³ UNFPA, 13/11/2020, [url](#)

⁹⁴ TI, 25/02/2021, [url](#)

⁹⁵ ICG, 12/10/2017, [url](#) ; The Guardian (Safi M.), 16/03/2020, [url](#)

⁹⁶ Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

Les forces armées mènent de nombreux raids en représailles des attaques terroristes, neutralisent des assaillants et en tuent d'autres également⁹⁷. L'opération Otapuanu s'est par exemple concentrée en mars 2019 sur le centre-est et l'est du pays. Différentes actions terrestres et aériennes ont été entreprises pour neutraliser les groupes terroristes présents dans la zone proche de la frontière avec le Niger, le Bénin et le Togo⁹⁸. Bien qu'elle ait été saluée comme un grand succès, l'opération précitée n'a, selon l'ACLED, abouti qu'à un retrait temporaire des militants djihadistes dans cette région et à une augmentation correspondante des attaques ailleurs dans le pays⁹⁹. Mahamadou Savadogo, qui s'exprime en mars 2021, explique que « les 320 incidents recensés en 2020 en lien avec les groupes radicaux sont la preuve que ces groupes ont conservé toute leur force de frappe dans la région » et que « les axes routiers entre Fada-Pama, Gayéri-Tankoalou, Nadiagou-Koalou et les communes de Botou, Ougarou, Foutouri sont des zones à haut risque d'explosion d'engins explosifs improvisés (IED) et échappent au contrôle du pouvoir central »¹⁰⁰. Après cette opération Otapuanu, l'armée burkinabè a installé huit détachements à l'est du pays. Néanmoins, ceux-ci ne sont pas mobiles et les militaires restent dans leurs casernes. Mahamadou Savadogo constate que « ni l'armée, ni l'administration n'osent emprunter l'axe Fada-Pama, qui s'étend sur une centaine de kilomètres. À chaque relève du détachement de Pama, les hommes ont été attaqués sur la route »¹⁰¹. Il ajoute que « les militaires sont donc 'bunkerisés' dans leurs casernes et ces changements se font par les airs »¹⁰². Une autre opération, appelée Nodofu, s'est concentrée en mai 2019 sur le nord du pays¹⁰³. L'ICG estime en février 2020 que ces opérations ont produit peu de résultats¹⁰⁴.

Yvan Guichaoua, spécialiste du Sahel à la Brussels School of International Studies, relève également que la multiplication des fronts djihadistes est problématique pour ces forces contreterroristes. En effet, du point de vue des groupes djihadistes, un déplacement des zones d'opérations augmente les coûts de manière linéaire tandis que du point de vue des forces contreterroristes (qu'elles soient nationales ou internationales), ce coût augmente de façon exponentielle (en raison notamment des dispositifs de surveillance et d'évacuation qui sont très coûteux)¹⁰⁵.

Enfin, les forces de sécurité du Burkina Faso ont parfois été accusées de recourir de manière disproportionnée à la violence, aux exécutions extrajudiciaires et aux violations des droits de l'homme, y compris à l'égard des civils¹⁰⁶. L'ICG constate à ce titre en février 2020 que :

« Les opérations antiterroristes ont souvent donné lieu à l'élimination des suspects plutôt qu'à leur arrestation et généré de multiples abus contre des civils. Loin d'enrayer la menace – en dépit de plusieurs attaques déjouées depuis décembre 2019 – elles poussent ceux qui se sentent injustement victimes de la violence de l'Etat, en particulier au sein des communautés peul, à rejoindre les jihadistes »¹⁰⁷.

Il arrive que des membres du personnel de la sécurité nationale appartiennent également à des forces non étatiques (voir chapitre 3.3.)¹⁰⁸. Ce recours à des civils armés, sur lesquels le gouvernement n'exerce qu'un contrôle limité, combiné à une réponse essentiellement militaire a « conduit à des abus favorisant les recrutements jihadistes et leur basculement dans une violence aveugle », selon l'ICG¹⁰⁹.

⁹⁷ Sahel Intelligence (Benshimon S.), 23/06/2020, [url](#) ; Sahel Intelligence (Biedermann K.), 01/07/2020, [url](#)

⁹⁸ GRIP (Ledure N.), 17/04/2019, [url](#)

⁹⁹ ACLED (Nsaibia H.), 31/05/2019, [url](#)

¹⁰⁰ The Conversation (Savadogo M.), 16/03/2021, [url](#)

¹⁰¹ JA (Diallo A.), 02/02/2021, [url](#)

¹⁰² JA (Diallo A.), 02/02/2021, [url](#)

¹⁰³ Le Pays via Courrier international, 14/05/2019, [url](#)

¹⁰⁴ ICG, 24/02/2020, [url](#)

¹⁰⁵ France Culture, 13/05/2019, [url](#) ; Timbuktu Institute, 23/03/2019, [url](#)

¹⁰⁶ ISSAT, 15/02/2020, [url](#) ; FES, 2020, [url](#)

¹⁰⁷ ICG, 24/02/2020, [url](#)

¹⁰⁸ ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

¹⁰⁹ ICG, 24/02/2020, [url](#)

Mahamadou Savadogo confirme en février 2021 que la réponse des autorités burkinabè est toujours essentiellement militaire et que « la seule chose qui a changé, c'est que l'on a compris qu'il fallait compter avec la population » mais qu' « aucune stratégie n'a encore été mise en place pour la mettre en confiance et la 'récupérer' »¹¹⁰.

Le gouvernement burkinabè a donc longtemps privilégié la stratégie militaire et refusé de dialoguer avec les groupes armés¹¹¹. Lors de la campagne pour l'élection présidentielle de novembre 2020, de nombreux candidats ont toutefois prôné un dialogue avec ces groupes¹¹². En février 2021, de très nombreuses sources remarquent des signes de plus en plus manifestes d'une inflexion de ce refus, voire affirment que des négociations sont en cours dans la province du Soum¹¹³. Une enquête menée pendant plusieurs mois par The New Humanitarian (TNH) révèle par exemple une série de réunions secrètes entre de hauts fonctionnaires et des djihadistes. Elles ont débuté avant les élections présidentielles de novembre 2020, notamment dans la commune de Djibo (province du Soum)¹¹⁴.

Ce sujet reste cependant très sensible¹¹⁵ et, contrairement à son voisin malien qui assume officiellement un dialogue avec certains groupes djihadistes, les autorités burkinabè démentent négocier¹¹⁶, quoique ce sujet devienne de moins en moins tabou selon un reportage de Libération de mars 2020¹¹⁷. A titre d'exemple, le mensuel burkinabè L'Évènement affirme que, en 2020, dans le cadre de négociation pour la paix avec le GSIM, plus d'une vingtaine de présumés terroristes ont été libérés¹¹⁸. Ceci a rapidement été démenti par le gouvernement¹¹⁹. Libération explique un peu plus en détail les concessions mutuelles envisagées dans la commune de Thiou (région du Nord)¹²⁰.

3.2. Police et Gendarmerie¹²¹

Une évaluation menée en partenariat avec l'ISSAT en 2018 a montré que les forces de sécurité étaient absentes dans 36 % des communes. Le ratio des effectifs de sécurité de 1/758 est bien en dessous de la norme internationale de 1/400. Avec un effectif total de 5.219 gendarmes, le ratio de gendarmerie est de 1/2685. Le pays compte 350 départements territoriaux au total, dont 85 disposent d'au moins un poste de police et une unité de gendarmerie ; 109 disposent d'une unité de gendarmerie ou d'un poste de police ; et 156 n'ont aucune unité de la force de sécurité intérieure¹²².

La Brigade spéciale des investigations antiterroristes (BSIAT), nouvelle brigade policière créée en 2018¹²³, a atteint sa capacité opérationnelle en août 2019 et a clôturé 18 des 31 dossiers ouverts depuis lors, conduisant à l'arrestation de 78 suspects terroristes. Cette brigade ne disposait toujours pas, en juin 2020, de budget pour le carburant, les services téléphoniques et d'autres besoins logistiques de base, comme la nourriture pour les détenus¹²⁴.

¹¹⁰ JA (Diallo A.), 02/02/2021, [url](#)

¹¹¹ ISS (Sigsworth R.), 04/2019, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#)

¹¹² Le Monde (Douce S.), 20/11/2020, [url](#)

¹¹³ RFI, 05/02/2021, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 10/02/2021, [url](#) ; The Defense Post, 05/02/2021, [url](#) ; ACAPS, 02/2021, [url](#) ; The Economist, 20/02/2021, [url](#) ; L'Expression, 06/03/2021, [url](#) ; Modern Ghana (Baily A., Hauchard A.), 10/03/2021, [url](#)

¹¹⁴ TNH (Mednick S.), 11/03/2021, [url](#)

¹¹⁵ RFI, 05/02/2021, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 10/02/2021, [url](#) ; The Defense Post, 05/02/2021, [url](#)

¹¹⁶ Sophie Douce (@Sophie_Douce), 03/03/2021, [url](#) ; Lefaso.net, 03/03/2021, [url](#)

¹¹⁷ Libération (Gouvy C.), 25/03/2021, [url](#)

¹¹⁸ Omega Medias, 26/02/2021, [url](#)

¹¹⁹ RFI (Boudani Y.), 04/03/2021, [url](#)

¹²⁰ Libération (Gouvy C.), 25/03/2021, [url](#)

¹²¹ Le COI Focus Burkina Faso. Recours aux autorités rédigé par le Cedoca en novembre 2018 décrit le rôle des services de police et de gendarmerie.

¹²² ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

¹²³ IBurkina, 01/05/2020, [url](#)

¹²⁴ USDOS, 24/06/2020, [url](#)

En mars 2020, environ 700 terroristes présumés étaient détenus dans les prisons mais la justice n'a jugé aucun terroriste détenu depuis 2015¹²⁵. Le département d'Etat des Etats-Unis (United States Department of State, USDOS) indiquait toutefois en juin 2020 qu'à la fin de l'année 2019, trois affaires étaient prêtes à être jugées et que le ministère de la Justice avait mis en place un comité présidé par son chef de cabinet pour accélérer le traitement des affaires de terrorisme en cours¹²⁶.

3.3. Structures communautaires

A côté des services étatiques se sont développées des structures communautaires dont le but est de lutter contre l'insécurité. La description de ces structures figure dans le *COI Focus Burkina Faso. Recours aux autorités* rédigé par le Cedoca en novembre 2018 ou dans un rapport publié par la Friedrich Ebert Stiftung (FES) en février 2021¹²⁷. Ces groupes de veille et d'autodéfense sont essentiellement constitués des miliciens *koglweogo* de *Da Nan Ambassagou*, d'associations de chasseurs traditionnels *dozos*, d'associations *wend panga* ainsi que, plus récemment, de « volontaires pour la défense de la patrie »¹²⁸.

Les *koglweogo*, le plus important de ces groupes, prennent en main l'administration de la justice, occupent une place importante dans le paysage politique et social burkinabè et cherchent à s'étendre à l'ensemble du pays¹²⁹. Ils organisent eux-mêmes le procès des personnes interpellées (qui n'ont pas droit à un avocat) en tant que juges et procureurs. Il est fréquent que les prévenus soient frappés ou enchaînés afin d'obtenir des informations, ce qui a déjà entraîné la mort de suspects¹³⁰. Ce groupe vise à combler le vide laissé par l'État en matière de protection des personnes, des animaux et des ressources naturelles des communautés locales. Ils assument de plus en plus de pouvoirs auparavant sous le contrôle de l'État, comme la fiscalité, le maintien de l'ordre et la justice, sapant ainsi l'État et les autorités traditionnelles¹³¹.

Du point de vue financier, les *koglweogo* profitent de contrôles routiers pour prélever des taxes ou imposer le paiement de fortes sommes aux familles de prévenus en échange de leur libération. D'autres groupes effectuent des activités qui relèvent « avant tout de pratiques commerciales de maintien de l'ordre plus proche d'activité de sécurité privée que d'une autodéfense citoyenne », selon deux universitaires spécialisés dans ce sujet¹³². Ces groupes et les bandits sont « les deux faces d'une même crise de la sécurité dans bien des espaces ruraux du pays », selon l'ICG, qui précise que « nombre de Koglweogo sont d'anciens bandits reconvertis »¹³³.

Ces *koglweogo* ne représentent pas une entité homogène et ne sont pas acceptés de manière uniforme dans l'ensemble du pays. Ils se constituent autour d'initiatives locales menées par des entrepreneurs politiques locaux. Ils recrutent principalement dans les communautés mossi et fulsé mais, à l'est, ils recrutent surtout parmi le groupe majoritaire, les Gourmantché. A l'ouest du pays, l'expansion de certains d'entre eux suscite des tensions, tant avec des populations qui refusent de leur reconnaître

¹²⁵ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

¹²⁶ USDOS, 24/06/2020, [url](#)

¹²⁷ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹²⁸ CGVS / CGRA - Cedoca, 07/11/2018. Ce COI Focus décrit l'historique, les localisations, les compositions, les modes de fonctionnements, les relations avec les autorités officielles ainsi que les éventuelles poursuites judiciaires envers ces groupes.

¹²⁹ NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#) ; TV5 Monde, 16/11/2020, [url](#) ; ARTE, 12/03/2021, [url](#)

¹³⁰ LLB (Van Vyve V.), 05/05/2018, [url](#)

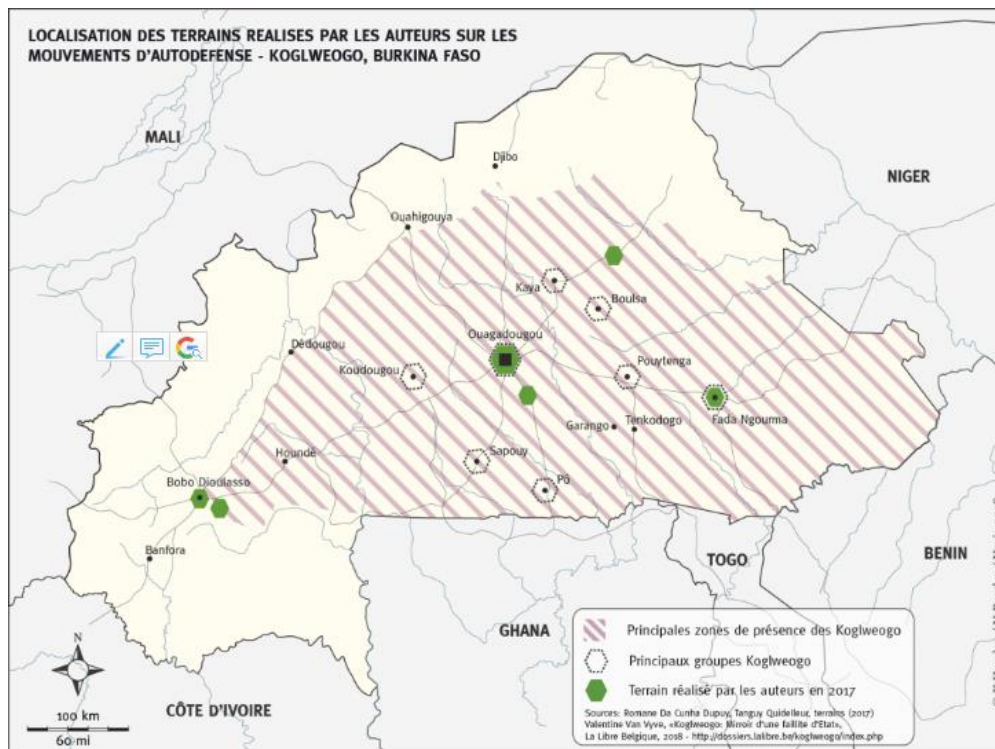
¹³¹ Clingendael (Bisson L., et al.), 02/2021, [url](#)

¹³² NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#)

¹³³ ICG, 24/02/2020, [url](#)

une légitimité qu'avec des groupes *dozos* (associés au pays mandingue) qui assurent déjà des activités de maintien de l'ordre dans cette région du pays¹³⁴.

La carte ci-dessous illustre les principales zones de présence des *koglweogo* ainsi que la localisation des principaux groupes.



Principales zones de présence des *koglweogo* et localisation des principaux groupes¹³⁵

Le système des « volontaires pour la défense de la patrie » (VDP) a été mis en place par une loi votée en janvier 2020¹³⁶. Des supplétifs, dont la mission première est le renseignement, sont recrutés sur base volontaire. Ils reçoivent une formation d'une quinzaine de jours au cours de laquelle ils apprennent le maniement des armes légères et les tactiques militaires de base. Ils sont amenés à patrouiller armés, encadrés par des militaires. Chaque groupe reçoit un appui financier mensuel de l'Etat¹³⁷. Les avantages financiers et en nature accordés à ces volontaires ont été fixés par un arrêté ministériel en avril 2020¹³⁸. La justice est exclue du dispositif des VDP¹³⁹. Cependant, l'efficacité de ces VDP suite à une formation aussi courte, leur encadrements sanitaires et administratifs, leurs équipements et leur coordination avec les forces armées sont sources de préoccupations. L'armée a positivement accueilli la création de ces VDP, contrairement à la police avec laquelle la collaboration est très mauvaise¹⁴⁰.

¹³⁴ NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#) ; FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹³⁵ NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#)

¹³⁶ Journal Officiel du Burkina Faso, 12/03/2020, [url](#)

¹³⁷ Franceinfo, 20/05/2020, [url](#) ; Burkina24, 24/02/2021, [url](#)

¹³⁸ Lefaso.net, 09/04/2020, [url](#)

¹³⁹ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹⁴⁰ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

Le recrutement de ces volontaires a pris un peu de temps à démarrer¹⁴¹. C'est vers les *koglweogo* que se dirigent les autorités afin de recruter ces nouveaux combattants¹⁴². Le rapport de la FES indique qu'au début du mois de juin 2020, seuls un peu plus de 2.000 VDP avaient été recrutés, alors que l'objectif est d'en recruter 13.000¹⁴³. La plupart ont été recrutés dans le nord car l'opérationnalisation des VDP a été plus lente dans l'est et l'ouest du pays, même si une accélération semble avoir lieu depuis le mois de juillet 2020. Ce dispositif très jeune diffère selon les localités, la FES estimant que « [c]ette mise en œuvre de la loi sur les VDP, sous une double pression politique et sécuritaire, donne un sentiment d'improvisation avec des variations selon les régions militaires, une très faible coordination avec la police et un manque de moyens »¹⁴⁴.

L'International Institute For Counter-Terrorism (ICT) explique dans un rapport publié en février 2020 que le fait de mettre des armes entre les mains de civils peut inciter les militants islamistes à commettre des raids dans ces villages, sources d'armes et de munitions¹⁴⁵. L'ICG voit, quant à lui, dans cet appel à la mobilisation, « un aveu de l'incapacité des forces de défense et de sécurité à assurer seules la sécurité du territoire »¹⁴⁶.

Dans certaines localités, les VDP refusent de recruter des Peuls afin d'éviter les infiltrations. Qui plus est, nombre de Peuls « sont réticents à rejoindre un dispositif perçu comme une menace en raison de la stigmatisation dont ils font l'objet par les forces de l'ordre et les *koglweogo*, préférant continuer de demander la création de milices peules », selon la FES¹⁴⁷.

Un reportage de la chaîne privée de télévision BF1 et du journal Sidwaya montrent que la présence de ces VDP, et notamment leur rôle de riposte en attendant l'arrivée des FDS, permet à des villageois de revenir dans leurs villages et de reprendre leurs activités. Toutefois, contrairement à ce qui a été prévu dans la loi, ces nouveaux combattants n'ont pas de moyens de déplacement ou des équipements adéquats. L'appui financier prévu se fait aussi attendre et très peu de VDP ont reçu une formation¹⁴⁸, même si plusieurs groupes auraient finalement touché leurs arriérés suite à la diffusion de ce reportage télévisé¹⁴⁹.

Comme le soulève le rapport de la FES, « de nombreuses voix issues de la société civile et de la communauté des chercheurs ont exprimé leurs inquiétudes en matière de respect des droits humains et à propos des risques inhérents à la création des VDP »¹⁵⁰. Le Secrétaire général des Nations unies constate quant à lui dans son dernier rapport publié en décembre 2020 que la création de ces groupes « a aggravé les tensions ethniques en certains endroits et fait craindre des violations des droits humains »¹⁵¹. Une implication de ces volontaires dans des massacres est admise comme une hypothèse par de nombreux analystes¹⁵². Entre le 26 avril et le 17 octobre 2020, l'ACLED a recensé 17 cas de violences contre des civils impliquant des VDP dans les provinces du Nord, du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est, le chiffre réel étant « très probablement beaucoup plus important » selon la FES¹⁵³. Ainsi, toujours selon cette fondation :

¹⁴¹ Franceinfo, 20/05/2020, [url](#) ; ODDH, 22/06/2020, [url](#)

¹⁴² Franceinfo, 30/06/2020, [url](#)

¹⁴³ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹⁴⁴ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹⁴⁵ ICT, 02/2020, [url](#)

¹⁴⁶ ICG, 24/02/2020, [url](#)

¹⁴⁷ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹⁴⁸ BF1, 29/01/2021, [url](#) ; Sidwaya, 01/02/2021, [url](#)

¹⁴⁹ BF1, 05/02/2021, [url](#)

¹⁵⁰ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹⁵¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#)

¹⁵² AFP via VOA, 19/05/2020, [url](#) ; Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#)

¹⁵³ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

« l'adoption et la mise en œuvre de la loi sur les VDP ouvrent une boîte de pandore en légalisant des pratiques illégales et dangereuses pour l'avenir du pays, surtout lorsqu'ils agissent dans des localités isolées sans contrôle effectif des forces de défense et de sécurité et qu'ils s'inscrivent dans des dynamiques locales de conflit au service d'autorités locales s'appuyant sur eux pour promouvoir leurs objectifs »¹⁵⁴.

D'un point de vue plus global, le rapport de la FES indique que « la relation entre l'État et les groupes d'autodéfense est un mélange de tolérance, de pragmatisme et de tentatives d'encadrement »¹⁵⁵. L'institut néerlandais des relations internationales Clingendael et la FES affirment que le gouvernement central de Ouagadougou a favorisé une relation de collaboration non officielle avec les groupes d'autodéfense. Il tolère et considère ce vigilantisme comme une forme bon marché d'application de la loi dans les régions éloignées, mais n'hésite pas à recourir aux institutions officielles pour maintenir les activités de vigilantisme sous le contrôle (relatif) de l'État¹⁵⁶. Les deux chercheurs de NORIA ont par exemple constaté des cas dans lesquels des *koglweogo* sont arrêtés et mis en prison lorsque les autorités estiment qu'ils vont trop loin¹⁵⁷. Par contre, le rapport de la FES publié en février 2021 relate que « des Koglweogo soupçonnés de violences contre des civils n'ont été ni jugés, ni condamnés ces dernières années »¹⁵⁸.

Cette milicisation de la sécurité risque d'augmenter les violences contre les civils et de fragiliser l'État de droit, selon la FES¹⁵⁹. De nombreux témoignages affirment que tant les *koglweogo* que les VDP sont responsables d'abus de droits de l'homme, voire de meurtres, majoritairement à l'encontre des Peuls, considérés comme des recrues des djihadistes¹⁶⁰. Les activités de ces différents groupes de défense communautaire sont souvent incompatibles avec le respect des principes fondamentaux de l'État de droit tels que la présomption d'innocence¹⁶¹. En conséquence, cette violence contre des présumés délinquants peut avoir un impact sur la cohésion nationale, sur la communautarisation de la conflictualité et sur le développement des groupes djihadistes¹⁶², notamment lorsque certains groupes de *koglweogo* sont accusés d'attiser les tensions inter-ethniques en s'en prenant à toute personne n'appartenant pas au groupe ethnique mossi¹⁶³.

Néanmoins, ces différents groupes bénéficient du soutien de la population, fatiguée de l'incapacité de l'État à assurer la sécurité des citoyens¹⁶⁴.

Selon une note d'information de l'institut Clingendael publiée en 2020, les *koglweogo*, les *dozos*, les *rougas* et les VDP sont devenus les principaux auteurs de violence au Burkina Faso¹⁶⁵.

¹⁵⁴ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹⁵⁵ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹⁵⁶ Clingendael (Wendyam H. L.), 05/2020, [url](#)

¹⁵⁷ NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#)

¹⁵⁸ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹⁵⁹ FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹⁶⁰ Le Monde (Douce S.), 12/11/2020, [url](#) ; TNH (Mednick S.), 12/10/2020, [url](#) ; The Irish Times (Coakley A.), 09/03/2021, [url](#) ; Insecurity Insight via Reliefweb, 11/11/2020, [url](#) ; Atalyar (de León Cobo B.), 05/10/2020, [url](#) ; Lefaso.net, 28/10/2020, [url](#)

¹⁶¹ ISSAT, 15/02/2020, [url](#) ; Franceinfo, 30/06/2020, [url](#)

¹⁶² FES (Tisseron A.), 03/02/2021, [url](#)

¹⁶³ DW (Gänsler K, Quenum F.), 27/11/2020, [url](#)

¹⁶⁴ ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

¹⁶⁵ Clingendael (Wendyam H. L.), 05/2020, [url](#)

3.4. Groupes djihadistes

3.4.1. Généralités

Il existe une diversité de groupes islamistes armés impliqués dans de nombreuses attaques au Burkina Faso¹⁶⁶. Certaines attaques sont revendiquées selon HRW¹⁶⁷, mais la plupart ne le sont pas selon d'autres sources¹⁶⁸. Il s'avère compliqué de déterminer qui sont les auteurs des actions terroristes ou criminelles¹⁶⁹, d'autant plus que les allégeances de ces groupes sont fluctuantes et se chevauchent¹⁷⁰, et qu'ils travaillent main dans la main avec des réseaux criminels¹⁷¹. De plus, les groupes extrémistes violents se fondent habilement dans la population locale lorsque c'est nécessaire. En d'autres termes, la réalité du terrain est beaucoup plus confuse et complexe que ne le suggère le discours de la « lutte contre les terroristes ». La dichotomie « forces armées – terroristes » est problématique car elle augmente le risque de violations des droits de l'homme, selon une analyse de l'institut Clingendael¹⁷².

Les unités djihadistes identifiées et actives au Burkina Faso bénéficient d'une autonomie par rapport à leurs dirigeants, principalement installés au Mali. Cette autonomie permet à leurs responsables de satisfaire les besoins locaux ou personnels¹⁷³. Il est souvent délicat de déterminer si les insurgés sont des djihadistes ou des bandits « djihadisés », tant les composantes de ces groupes sont diverses et tant le facteur religieux est secondaire¹⁷⁴.

Une analyse du GRIP publiée en juin 2020 relève un dénominateur commun à ces groupes, en l'occurrence l'importance des facteurs locaux :

« La caractérisation rigoureuse des groupes et des individus est donc toujours ardue et sujette à caution. Un point semble toutefois faire consensus chez les observateurs : la plupart de ces groupes ont en commun leur nature très locale »¹⁷⁵.

Le dernier rapport d'ICG consacré au Burkina Faso affirme lui aussi que le basculement dans la violence des insurgés burkinabè s'explique par des facteurs locaux :

« Ces groupes forment, autour d'un noyau resserré d'idéologues, un assemblage composite d'insurgés aux motivations locales diverses : agriculteurs ou éleveurs victimes d'injustices foncières ou de racket, bandits rompus au maniement des armes, orpailleurs en quête de protection, populations stigmatisées. Ils se propagent en exploitant notamment les conflits locaux liés aux crises du monde rural et impliquant souvent des groupes d'autodéfense »¹⁷⁶.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et chercheur associé au Peace Research Institute à Oslo souligne que ces groupes se déploient efficacement en cas de vide politique¹⁷⁷. Ils proposent par exemple à des jeunes de devenir leurs agents de renseignement pour 25.000 FCFA par mois (environ 40 euros), une somme importante selon une source sécuritaire¹⁷⁸. Par contre, ils sont incapables de mettre en place un projet

¹⁶⁶ HRW, 05/2018, [url](#)

¹⁶⁷ HRW, 05/2018, [url](#)

¹⁶⁸ AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#) ; DW (Oneko S.), 13/05/2019, [url](#) ; The Intercept (Penney J.), 22/11/2018, [url](#) ; GRIP (Guebs A.), 13/10/2020, [url](#)

¹⁶⁹ Timbuktu Institute, 23/03/2019, [url](#)

¹⁷⁰ HRW, 26/05/2020, [url](#)

¹⁷¹ DW (Oneko S.), 13/05/2019, [url](#)

¹⁷² Clingendael (van der Meulen A.), 26/10/2021, [url](#)

¹⁷³ ICG, 24/02/2020, [url](#)

¹⁷⁴ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

¹⁷⁵ GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#)

¹⁷⁶ ICG, 24/02/2020, [url](#)

¹⁷⁷ France Culture, 13/12/2019, [url](#)

¹⁷⁸ AFP (Fort P.) via TV5 Monde, 30/06/2020, [url](#)

alternatif de société. Ils critiquent l'Etat (injustice sociale, corruption, état prédateur, racket des éleveurs peuls, etc.) mais ils ne disposent pas de capacité de gouvernance¹⁷⁹.

Il existe trois grandes entités djihadistes organisées dans le Sahel : Ansarul Islam, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)¹⁸⁰. Ces trois entités sont décrites dans les chapitres suivants. Autour de ces trois « planètes » gravitent de très nombreux groupes, à la limite du djihadisme et du banditisme, parfois sans agenda idéologique mais qui profitent des opportunités, selon le reporter Vincent Hugué¹⁸¹.

Guillaume Soto-Mayor, expert du monde sahélien auprès du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), refuse quant à lui de confondre les acteurs criminels et les acteurs djihadistes :

« Cette idée que les groupes armés djihadistes seraient des bandits de grand chemin drapés dans un voile de religion, dont le principal objectif serait pécuniaire, est absurde. La survie de groupes armés locaux, de tribus, de clans, d'ethnies entières dépend des revenus issus d'activités illicites sur leurs territoires. Comment donc penser que des milliers d'hommes armés zone par zone, connaissant la topographie sur le bout des doigts, légitimes auprès des populations locales, laisseraient quelques centaines de djihadistes souvent étrangers (Algériens notamment), aussi entraînés soient-ils, leur piquer la source de revenus dont ils dépendent ? Cela n'a aucun sens. Du côté des djihadistes, cette stratégie serait suicidaire car elle entraînerait des conflits avec les populations locales, les groupes armés et même les autorités, ce qui menacerait leur survie »¹⁸².

Dans une région comme celle du Liptako-Gourma, les groupes djihadistes profitent du terrain accidenté et de la présence de parcs ou réserves naturelles pour éviter les forces de sécurité et cibler les communautés locales¹⁸³. Plus globalement, dans tout le Sahel, ces groupes ont démontré leur résilience en s'étendant et en s'établissant dans d'autres parties¹⁸⁴.

Interrogé par Mondafrique en février 2021, Guillaume Soto-Mayor (CNAM) s'exprime sur l'ambition des groupes djihadistes au Sahel :

« Leur projet reste un djihad défensif, pour instaurer, à la demande des populations locales, un régime contre les koufars (infidèles), les tawaghits (mécréants), les munafiqun (hypocrites), les représentants de l'État et leurs alliés étrangers qui oppriment les bons musulmans en leur imposant un mode de vie étranger et antimusulman. Ils se battent pour la seule régulation sociale susceptible de protéger leurs conditions de vie : la charia et la sunna. Ils portent donc un projet alternatif de société, un projet politique. Ils offrent régulation sociale, familiale, lutte contre la petite délinquance et l'insécurité et surtout, avant toute chose, de la justice. Notamment à travers les juges religieux, quelquefois itinérants, les qadis, qui rencontrent un très grand succès à travers tout le Sahel, en remplacement d'un Etat au mieux absent au pire népotique, corrompu et prédateur »¹⁸⁵.

L'observatoire économique et social du Burkina Faso a diligenté une étude sur le mécanisme de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Environ 80 milliards de FCFA ont servi à ce mécanisme, en provenance de financements et dotations extérieurs ou de revenus de la criminalité (notamment l'exploitation des ressources naturelles comme l'or)¹⁸⁶. En décembre 2020, RFI indique que, depuis plusieurs semaines dans la province du Soum, des hommes armés difficiles à identifier

¹⁷⁹ France Culture, 13/12/2019, [url](#)

¹⁸⁰ ICG, 24/02/2020, [url](#)

¹⁸¹ France Culture, 09/05/2019, [url](#)

¹⁸² Mondafrique, 09/02/2021, [url](#)

¹⁸³ The Washington Post (Wilkins H., Paquette D.), 13/09/2020, [url](#)

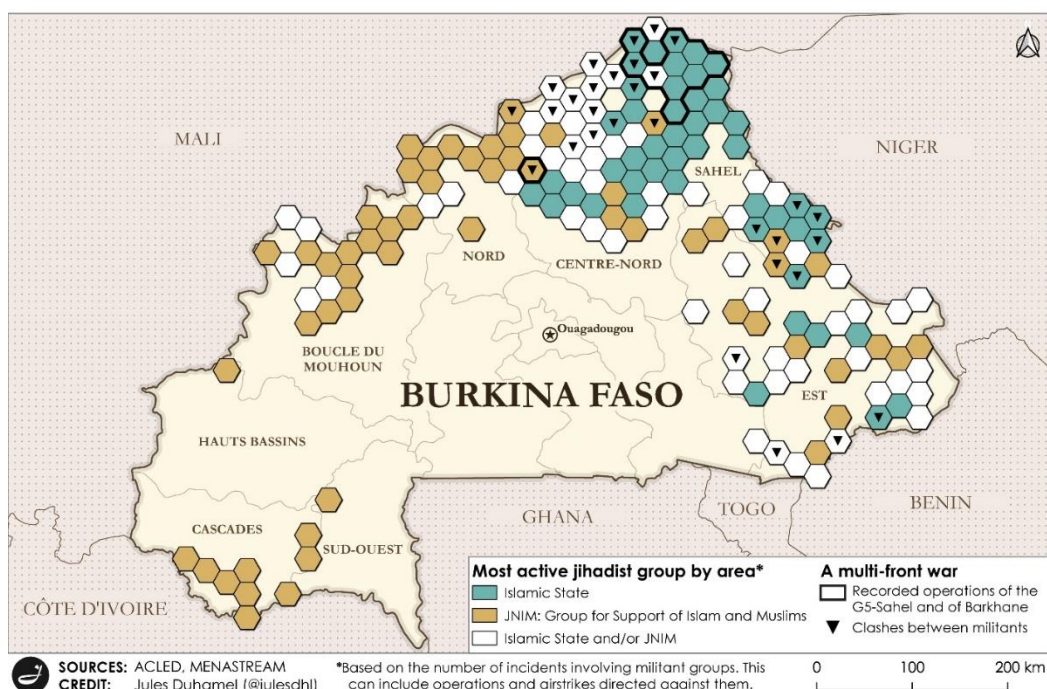
¹⁸⁴ Clingendael (van der Meulen A.), 26/10/2021, [url](#)

¹⁸⁵ Mondafrique, 09/02/2021, [url](#)

¹⁸⁶ RFI, 30/08/2020, [url](#)

ont pris le contrôle des sites d'orpaillage, prélevant des taxes, fixant les prix ou installant des tribunaux¹⁸⁷.

Le chercheur indépendant Jules Duhamel, qui compile les données de l'ACLED ainsi que celles du bureau de consultance Menastream, a localisé les activités violentes des groupes djihadistes au Burkina Faso durant l'année 2020 :



Activités violentes des groupes djihadistes au Burkina Faso durant l'année 2020¹⁸⁸

3.4.2. Ansarul Islam

Cette formation djihadiste locale¹⁸⁹ a été fondée en 2016 dans le nord du Burkina Faso par Ibrahim Malam Ibrahim Dicko, prédicateur peul d'origine burkinabè¹⁹⁰. Il est décédé en 2017 et a été remplacé par son frère, Jafar Dicko¹⁹¹.

Les leaders d'Ansarul Islam (« les défenseurs de l'islam ») sont d'anciens combattants du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), originaire du centre du Mali¹⁹². L'affiliation de ce groupe n'est pas du tout claire selon des analystes interrogés par la Deutsche Welle (DW) ou France Culture¹⁹³. D'autres sources le décrivent comme connecté au GSIM (voir *infra*)¹⁹⁴. HRW note que ce groupe aurait reçu une formation et un soutien logistique tant de la part d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) que de l'EIGS¹⁹⁵.

¹⁸⁷ RFI, 09/12/2021, [url](#)

¹⁸⁸ Duhamel J., 09/03/2021, [url](#)

¹⁸⁹ Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#) ; BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#)

¹⁹⁰ ISSAT, DCAF, 13/08/2018

¹⁹¹ ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

¹⁹² FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#)

¹⁹³ DW (Onoko S.), 13/05/2019, [url](#) ; France Culture, 13/05/2019, [url](#)

¹⁹⁴ Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#) ; BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#)

¹⁹⁵ HRW, 05/2018, [url](#)

Ansarul Islam est principalement composé de combattants peuls¹⁹⁶. Les populations peules du nord du Burkina Faso se sont retrouvées sous la direction d'élites du sud, de l'ethnie mossi, après la décolonisation. Aujourd'hui encore, ces populations du nord perçoivent l'Etat comme prédateur, corrompu et pratiquant une justice à géométrie variable¹⁹⁷. Le chapitre 5.2. décrit plus en détail la situation de ce groupe ethnique.

L'ICG souligne qu'Ansarul Islam est avant tout né de la contestation de l'organisation sociale en vigueur dans la province de Soum¹⁹⁸, à prédominance peule¹⁹⁹. Ce mouvement « remet en cause la toute-puissance des chefferies coutumières et le monopole de l'autorité religieuse détenu par les familles maraboutiques, qu'il accuse de s'enrichir aux dépens des populations »²⁰⁰. Ces autorités paraissent archaïques aux yeux de nombreux jeunes²⁰¹. L'ICG explique que ce groupe « exprime les doléances de la majorité silencieuse de la population qui ne détient ni le pouvoir politique, ni l'autorité religieuse. Dans ces circonstances, « [L]'islam devient alors un référent de contestation d'une société figée productrice de frustrations »²⁰². Ansarul Islam a perdu des adeptes en basculant dans la lutte armée mais a pu maintenir la capacité de mener une guerre de basse intensité contre les autorités locales et nationales²⁰³.

Dans son rapport de février 2020, l'ICG explique également qu'Ansarul Islam s'est fondu au sein du GSIM. Ses attaques sont en tout cas revendiquées par ce groupe²⁰⁴.

3.4.3. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

La déclinaison locale de l'Etat islamique est l'Etat islamique dans Grand Sahara (EIGS). Ce groupe s'est formé en 2015 en faisant scission d'Al-Mourabitoun mais il a dû attendre un certain temps pour que son allégeance soit reconnue par l'ancien leader de l'Etat islamique, Abu Bakr al-Baghdadi. Ses premières incursions dans le nord du Burkina Faso datent de la fin de l'année 2016²⁰⁵. Le nombre de combattants est inconnu, selon l'USDOS²⁰⁶.

La région du sud-est du Burkina Faso est réputée être sous le contrôle de ce groupe²⁰⁷, même si, selon Le Monde, « l'affiliation des groupes armés n'a toujours pas été déterminée »²⁰⁸ et que l'ECFR attribue à ce groupe plusieurs attaques près de la frontière du Mali²⁰⁹. L'EIGS a tenté de s'installer au sud-est début de l'année 2018, où le banditisme était déjà très implanté²¹⁰.

Selon l'ICG, l'EIGS couvre un espace plus vaste que le GSIM. Il s'est d'abord implanté dans la province de l'Oudalan (région du Sahel). Ensuite :

« Il a progressivement étendu sa présence à la partie est de la province du Soum et à deux provinces de la région du Centre-Nord, le Namentenga et l'Est du Sanmatenga. Dans le même temps, dans la région du Sahel, il s'est aussi développé au Sud de l'Oudalan, dans le Nord de la province du Seno et au Nord-Est de la province du Yagha. Dans le prolongement du Yagha, des

¹⁹⁶ ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; France Culture, 27/03/2020, [url](#) ; TNH (Kleinfeld Ph.), 09/03/2020, [url](#)

¹⁹⁷ Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

¹⁹⁸ ICG, 12/10/2017, [url](#)

¹⁹⁹ TNH (Mednick S.), 11/03/2021, [url](#)

²⁰⁰ ICG, 12/10/2017, [url](#)

²⁰¹ France Culture, 09/05/2019, [url](#)

²⁰² ICG, 12/10/2017, [url](#)

²⁰³ ICG, 12/10/2017, [url](#)

²⁰⁴ ICG, 24/02/2020, [url](#)

²⁰⁵ TNH (Kleinfeld Ph.), 09/03/2020, [url](#)

²⁰⁶ USDOS, 24/06/2020, [url](#)

²⁰⁷ France Culture, 13/05/2019, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

²⁰⁸ Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

²⁰⁹ ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

²¹⁰ France Culture, 09/05/2019, [url](#)

jihadistes de l'EIAO, y compris des chefs, ont également marqué leur présence dans la région de l'Est dès 2016 sous forme de cellules dormantes, devenues actives en 2018 »²¹¹.

En août 2020, TNH indiquait que les membres de l'EIGS restent actifs dans tout le pays, créant des défis opérationnels pour les organisations humanitaires et un danger pour les civils qui peuvent être pris au milieu des affrontements²¹².

Comme expliqué *supra*, les groupes islamistes au Sahel, et particulièrement Ansarul Islam au Burkina Faso²¹³, exploitent d'abord des frustrations locales (marginalisation, injustice, mauvaise gouvernance, corruption, etc.) afin de recruter des membres²¹⁴. Par contre, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) souligne que l'EIGS « n'a pas réellement cherché à développer d'idéologie solide et cohérente » mais « a préféré étendre son champ d'action et exploiter les frontières en recourant à une mobilité importante »²¹⁵. De plus, contrairement aux autres groupes terroristes présents dans la région, l'EIGS cible également des civils innocents, sans lien avec les institutions étatiques²¹⁶. En effet, à de rares exceptions près, les nombreuses attaques djihadistes ayant visé des civils au Burkina Faso, qui s'intensifient depuis la fin 2019, sont imputées à cette branche locale de l'EI, selon un rapport de l'ICG de février 2020²¹⁷.

Selon l'ACLED, l'EIGS a souvent recours à la violence de masse et exerce une pression sur les populations civiles par le biais d'extorsions fiscales et de vols de bétail²¹⁸. Le CESA constate que la violence liée à EIGS a plus que doublé en 2020, notamment dans la région du Liptako-Gourma : « Les événements associés à l'EIGS sont concentrés le long des frontières entre le Burkina Faso, le Niger et le Mali et prennent pour cible des civils dans presque la moitié des cas recensés »²¹⁹. Selon les chiffres d'ACLED analysés par le CESA, « l'EIGS cible les civils dans 45 % de ses attaques » et « utilise la violence pour extorquer ces communautés »²²⁰. De plus, dans le Liptako-Gourma, l'EIGS « se concentre sur le contrôle d'activités génératrices de revenus » et « a pris pour cible les communautés qui pratiquent l'exploitation aurifère artisanale dans la région et le long des routes commerciales utilisées pour la contrebande vers les côtes d'Afrique de l'Ouest »²²¹.

3.4.4. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)²²² est une coalition formée en 2017, regroupant plusieurs groupes alignés à Al-Qaïda : Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), al-Mourabitoun, Ansar Dine et le Front de libération de Macina (FLM), aussi appelé Katiba²²³ Macina²²⁴. Les structures organisationnelles, les chefs et les objectifs de ces différents groupes islamistes militants diffèrent, même si, selon le CESA, le GSIM « donne l'impression d'être omniprésent et d'étendre inexorablement son emprise »²²⁵. Dans son rapport annuel publié en juin 2020, l'USDOS

²¹¹ ICG, 24/02/2020, [url](#)

²¹² TNH (Mednick S.), 17/08/2020, [url](#)

²¹³ Le CESA a publié en août 2019 un éclairage sur le groupe Ansarul Islam : CESA (Le Roux P.), 13/08/2019, [url](#)

²¹⁴ CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#) ; Pérouse de Montclos M.-A., 2018

²¹⁵ CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#)

²¹⁶ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

²¹⁷ ICG, 24/02/2020, [url](#)

²¹⁸ ACLED, 02/2021, [url](#)

²¹⁹ CESA, 21/12/2021, [url](#)

²²⁰ CESA, 21/12/2021, [url](#)

²²¹ CESA, 21/12/2021, [url](#)

²²² En arabe : Jamaat Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM)

²²³ *Katiba* signifie unité combattante

²²⁴ BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#) ; ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; ISS (Sigsworth R.), 04/2019, [url](#)

²²⁵ CESA, 12/2020, [url](#)

estime que ce groupe comporte entre 1.000 et 2.000 combattants²²⁶. Il est actif au Burkina Faso, au Mali et au Niger²²⁷ et a revendiqué les attaques contre l'état-major des forces armées du Burkina Faso et l'ambassade de France à Ouagadougou en mars 2018 (voir *infra*)²²⁸. Cette coalition est dirigée par le Touareg malien Iyad Ag Ghali (Ansar Dine)²²⁹, mais aussi par Amadou Koufa (FLM), et dans une moindre mesure par Abou Jalil al Fulani (Katiba Serma, une émanation du FLM)²³⁰.

Le GSIM s'est étendu depuis 2016 à partir de l'ouest et de l'est du pays²³¹. Il a « exploité toujours plus les réseaux criminels locaux » et ne jouit pas d'un grand soutien populaire, selon le CESA²³². Le GSIM est opposé aux attaques visant des civils, sauf les notables qui le combattent et les indicateurs de l'armée²³³. Toutefois, le FLM a perpétré des attaques contre la population civile²³⁴.

Cette coalition a été présentée comme figurant au second plan des menaces en 2018²³⁵. Dès 2019, le CESA a toutefois constaté « une hausse des violences commises par les groupes liés au GSIM dans l'est du Burkina Faso, le long de la frontière avec le Niger, puis dans les zones frontalières avec le Bénin et le Togo ». Ces régions ne sont pas les zones d'opération traditionnelles du FLM ou d'Ansar Dine, ce qui rend malaisé l'attribution de ces attaques à un groupe ou à une autre. Quoi qu'il en soit, « ces événements, plutôt que d'être motivés par des considérations idéologiques ou politiques, semblent davantage liés à la volonté de contrôler les activités d'orpaillage et les routes commerciales », ce qui représente une source de revenus potentiellement lucrative²³⁶.

En 2020 et 2021, le GSIM a éclipsé AQMI à bien des égards, selon plusieurs sources²³⁷. Le CESA estime en décembre 2020 que 75 % des incidents violents attribués au GSIM sont le fait du FLM, actif dans le centre du Mali et dans le nord du Burkina Faso. Ce groupe est lui aussi perçu comme un groupe peul, ce qui a suscité des tensions inter- et intracommunautaire qui ont débouché sur des stigmatisations et représailles. Dans le nord du Burkina Faso, des combattants ont évincé les autorités burkinabè et imposé une version stricte de la charia pour résoudre les litiges. Ils ont aussi instauré une nouvelle taxe (la *zakat*) et durci les normes sociales, en particulier à l'égard des femmes. Dans le nord du pays, des membres du FLM ont exécuté publiquement des imams et des chefs traditionnels locaux qui ont osé exprimer un désaccord avec l'idéologie d'Amadou Koufa²³⁸.

Selon l'ACLED, le GSIM utilise de plus en plus la violence à distance, comme en témoignent les récentes attaques mortelles d'engins explosifs improvisés visant les forces françaises, la MINUSMA et les forces maliennes²³⁹.

La localisation des événements violents imputables au GSIM et ses différents groupes en 2020 est disponible à l'annexe 2.

3.4.5. Cohabitation entre groupes djihadistes

A la fin de l'année 2018, en 2019 et au début de l'année 2020, de nombreuses sources soulignaient la coopération entre les groupes djihadistes actifs dans le Sahel. Ceux-ci coordonnaient leurs

²²⁶ USDOS, 24/06/2020, [url](#)

²²⁷ ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

²²⁸ Le Monde, 03/03/2018, [url](#)

²²⁹ Libération (Macé C.), 12/05/2019, [url](#)

²³⁰ CESA, 12/2020, [url](#)

²³¹ ICG, 24/02/2020, [url](#)

²³² CESA, 12/2020, [url](#)

²³³ ICG, 24/02/2020, [url](#)

²³⁴ CESA, 12/2020, [url](#)

²³⁵ ISSAT, DCAF, 13/08/2018 ; BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#)

²³⁶ CESA, 12/2020, [url](#)

²³⁷ MEI (Ghanem D., Lounnas D.), 07/12/2020, [url](#) ; MEE (Allouche Y.), 02/12/2020, [url](#)

²³⁸ CESA, 12/2020, [url](#)

²³⁹ ACLED, 02/2021, [url](#)

opérations, les schémas des attaques et la division du travail. Leur but était notamment de faire front commun face à la France, dont les soldats sont qualifiés de « croisés », et ses alliés²⁴⁰. Cette coopération allait à l'encontre du clivage entre l'Etat islamique et Al-Qaïda souvent présenté dans le cadre des conflits du Moyen-Orient²⁴¹.

Wasim Nasr, journaliste à France 24 et spécialiste des mouvements djihadistes, explique ces liens au travers du dialogue instauré entre ces deux entités et facilité par des transfuges. Ce dialogue a, toujours selon cet expert, plus de poids que la divergence idéologique (l'Etat islamique voulant imposer le califat « maintenant, tout de suite, de village en village », tandis qu'Al Qaeda souhaite surtout viser l'Etat vassal de l'occident)²⁴². Cette relation unique entre le GSIM et l'EIGS a également été façonnée par des liens personnels de longue date, des actions coordonnées pour affronter des ennemis communs et l'absence de luttes intestines djihadistes²⁴³.

Cependant, l'EIGS se targuait durant le premier semestre de 2020 d'avoir conduit une série d'attaques contre le GSIM au Mali ainsi qu'au nord du Burkina Faso²⁴⁴. Les velléités d'expansion de l'EIGS sont la raison majeure du conflit²⁴⁵. Trop présent, il empiétait sur les ressources premières. Cette situation devenait donc dangereuse pour le GSIM²⁴⁶. Les raids ciblés des forces internationales peuvent également alimenter ces tensions. Ceux-ci visent en effet prioritairement les chefs djihadistes qui ont la capacité d'instaurer un dialogue entre les différents groupes tandis que les remplaçants de ces chefs éliminés, eux, risquent, de hâter le conflit²⁴⁷. D'autre part, les divergences de vue entre les deux organisations concernant les minorités religieuses, le sort des civils et la gestion locale (gestion des pâturages, accès aux bourgoutières, contrôle des check-points, rôle des chefs traditionnels, attitude par rapport aux groupes d'autodéfense, etc.) se font de plus en plus ressentir²⁴⁸ et s'annoncent durables²⁴⁹.

Les relations entre le GSIM et l'EIGS se sont depuis lors détériorées en une véritable guerre de territoire dans le Sahel, rappelant le conflit entre Al-Qaïda et l'Etat islamique, selon un article de l'Italian Institute for International Political Studies (ISPI) publié en mars 2021²⁵⁰.

Ainsi, des affrontements se sont déroulés en 2020 entre l'EIGS et le GSIM²⁵¹, la concurrence pour les territoires s'intensifiant et les différences idéologiques devenant de plus en plus prononcées²⁵². Selon les données d'ACLED reprises par Menastream, ces groupes se sont affrontés au moins 125 fois, tuant environ 731 combattants, surtout au Mali. Au Burkina Faso, quelques affrontements ont eu lieu à la frontière béninoise²⁵³. Au second semestre de 2020, le GSIM a repris des territoires à l'EIGS, « étendant son influence du centre du Mali à l'est du Burkina Faso et le long de la frontière malonigérienne », selon les Nations unies²⁵⁴.

²⁴⁰ Conseil de sécurité des Nations unies, 28/12/2018, [url](#) ; HRW, 22/03/2019, [url](#) ; France Culture, 13/05/2019, [url](#) ; CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#) ; La Revue internationale, 06/01/2020, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#) ; ACLED, 02/2021, [url](#)

²⁴¹ France Culture, 13/05/2019, [url](#)

²⁴² RFI, 04/06/2020, [url](#)

²⁴³ ISPI (Nsaibia H.), 03/03/2021, [url](#)

²⁴⁴ Mediapart (Hume-Ferkatadji F., Macadré O.), 02/06/2020, [url](#)

²⁴⁵ Le Monde (Bensimon C.), 29/06/2020, [url](#)

²⁴⁶ RFI, 04/06/2020, [url](#)

²⁴⁷ RFI, 04/06/2020, [url](#)

²⁴⁸ Guichaoua Y. via Thread Reader, 05/06/2020, [url](#)

²⁴⁹ Le Monde (Bensimon C.), 29/06/2020, [url](#) ; RFI, 04/06/2020, [url](#) ; Guichaoua Y. via Thread Reader, 05/06/2020, [url](#)

²⁵⁰ ISPI (Nsaibia H.), 03/03/2021, [url](#)

²⁵¹ BBC, 03/12/2020, [url](#)

²⁵² TNH (Mednick S.), 17/08/2020, [url](#)

²⁵³ Menastream (@MENASTREAM), 04/03/2021, [url](#)

²⁵⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 02/11/2020, [url](#)

Toujours selon l'analyse de l'IPSI, ces combats reflètent un changement dans le rapport de force entre les deux groupes et la capacité de l'EIGS à défier sérieusement le GSIM. Ni le GSIM ni l'EIGS n'ont réussi à pénétrer loin dans les bastions traditionnels de l'adversaire ou à y maintenir une présence autre que négligeable, ce qui souligne l'importance du niveau d'enracinement de chaque groupe et du rôle des affinités géographiques et ethniques. L'EI se vante souvent des prétendues victoires de l'EIGS contre le GSIM dans sa propagande. Cela reflète la demande de l'EI central à sa filiale régionale d'adopter une position plus hostile envers son concurrent d'Al-Qaida, après avoir intégré l'EIGS dans l'infrastructure organisationnelle en mars 2019. Le GSIM, en revanche, s'est donné beaucoup de mal pour étouffer les hostilités, et a plutôt utilisé de manière plus subtile des récits de victimes pour discréditer le fait que l'EIGS cible souvent de manière excessive les civils. Cela fait partie de l'approche plus globale du GSIM visant à obtenir un large soutien populaire en relocalisant et en intégrant sa lutte. Ainsi, l'EIGS et le GSIM présentent des trajectoires opposées et des approches différentes. Néanmoins, les deux plateformes ont prouvé leur efficacité pour la mobilisation armée dans une région en proie à un conflit²⁵⁵.

Malgré les fréquents combats entre le GSIM et l'EIGS, le premier continue de mener une guerre sur plusieurs fronts et maintient un rythme opérationnel important. Cependant, la guerre entre le GSIM et l'EIGS devient de plus en plus coûteuse car les deux sont confrontés à la pression soutenue des forces contre-insurrectionnelles menées par l'opération Barkhane (voir *infra*). Des désescalades du conflit auraient déjà eu lieu dans certains endroits, comme dans l'est du Burkina Faso, où les combats étaient sporadiques. Par conséquent, le GSIM et l'EIGS pourraient convenir d'un *modus vivendi*, même s'il est peu probable que la relation revienne au *statu quo ante bellum*²⁵⁶.

3.4. Troupes internationales

Les crises politiques et sécuritaires qui ont suivi le coup d'Etat au Mali le 21 mars 2012 (le capitaine Amadou Sanogo chasse du pouvoir Amadou Toumani Touré) ont déclenché une intervention militaire française (opérations Serval puis Barkhane), une mission de maintien de la paix des Nations unies (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, MINUSMA) et la création d'une force conjointe régionale (FC-G5S ou G5 Sahel)²⁵⁷. Les djihadistes sont toutefois parvenus à se réorganiser et à s'éparpiller dans l'immensité sahélienne²⁵⁸. Ci-dessous figure une brève description de ces interventions internationales.

3.4.1. Force conjointe du Groupe des cinq pays du Sahel (FC-G5S)

En février 2014, le réseau du G5 Sahel a été créé afin de coordonner les politiques sécuritaires et de développement entre les gouvernements des cinq pays du Sahel, en l'occurrence la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad²⁵⁹. Ce réseau a également créé en 2017 une force militaire conjointe transfrontalière (FC-G5S, communément appelée G5 Sahel)²⁶⁰. C'est une force militaire de lutte contre le terrorisme, censée assurer la sécurité des frontières communes de ces cinq pays francophones du Sahel²⁶¹. Son objectif est de garantir l'autonomie stratégique des États sahéliens en

²⁵⁵ ISPI (Nsaibia H.), 03/03/2021, [url](#)

²⁵⁶ ISPI (Nsaibia H.), 03/03/2021, [url](#)

²⁵⁷ Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

²⁵⁸ JA (Roger B.), 20/05/2019, [url](#)

²⁵⁹ ISPI, 09/09/2019, [url](#)

²⁶⁰ INTERPOL, s.d., [url](#)

²⁶¹ HRW, 05/2018, [url](#)

allégeant la charge de la MINUSMA et de Barkhane. Toutefois, selon une analyse du GRIP de juin 2020, ces États sont trop « défaillants » pour remplacer l'armée française²⁶².

En mai 2019, des représentants de la force conjointe ont demandé à la communauté internationale, lors d'une séance au Conseil de sécurité des Nations unies, une coalition internationale antiterroriste pour le Sahel. Les États-Unis refusent toutefois une implication plus forte de l'Organisation des Nations unies (ONU) en soutien à cette force²⁶³.

Le domaine d'opérations de cette force conjointe est constitué de trois couloirs ou fuseaux de 200 km de large, de part et d'autre des frontières communes : le fuseau Est (zone transfrontalière entre le Niger et le Tchad), le fuseau Centre et régions limitrophes (zone des trois frontières) et le fuseau Ouest (Mali, Mauritanie et régions limitrophes)²⁶⁴. Par ailleurs, le droit de poursuite des forces armées de chaque État membre de la FC-G5S a été étendu à 100 kilomètres et les troupes sous le commandement de la FC-G5S sont autorisées, sous certaines conditions, à être déployées dans d'autres États de la force conjointe²⁶⁵.

L'analyse du GRIP publiée en juin 2020 constate que les effectifs de la FC-G5S sont à 80 % du minimum fixé à 5.000 hommes et que les unités sont usées par de trop longues périodes de déploiement (minimum 12 mois)²⁶⁶. A la fin de l'année 2020 et au début 2021, plusieurs sources concordantes notent que les effectifs réels restent flous, que les sept bataillons fournis par les cinq pays ne sont pas réunis sous un commandement unifié et qu'ils répondent davantage à leur commandement national qu'à celui de la force conjointe. En outre, le manque de matériels, de moyens financiers et de renseignements propres place cette force dans une dépendance par rapport à ses alliés²⁶⁷.

Le dernier rapport du Secrétaire général des Nations unies à propos de cette FC-G5S, publié en novembre 2020, mentionne cependant les progrès suivants :

« Selon le commandement de la Force conjointe, les opérations menées à ce jour ont aidé à instaurer des conditions propices au retour progressif des forces armées nationales et des autorités locales. La pression exercée sur les groupes terroristes a entraîné un desserrement de l'état qu'ils exerçaient sur les populations exposées et concouru à la stabilisation des conditions de sécurité dans les secteurs des opérations de la Force conjointe. Celles-ci ont débouché, à ce jour, sur la neutralisation ou l'arrestation de terroristes et de trafiquants, la saisie ou la destruction de biens (dont des véhicules, des armes et des munitions) ainsi que la destruction de dépôts logistiques et de centres servant à la fabrication d'engins explosifs improvisés »²⁶⁸.

En janvier 2021, une cellule interne appelée Mécanisme d'identification, de suivi et d'analyse des dommages causés aux civils (MISAD) dans le cadre des opérations de la FC-G5S a officiellement été lancée²⁶⁹ et saluée par plusieurs observateurs comme une « avancée majeure pour la protection des civils »²⁷⁰.

²⁶² GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#)

²⁶³ Le Monde, 17/05/2019, [url](#)

²⁶⁴ G5 Sahel, 02/2020, [url](#) ; AFP via Slate Afrique, 21/12/2020, [url](#)

²⁶⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#)

²⁶⁶ GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#)

²⁶⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, 02/11/2020, [url](#) ; AFP via Slate Afrique, 21/12/2020, [url](#) ; JA (Diallo A.), 02/02/2021, [url](#)

²⁶⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 02/11/2020, [url](#)

²⁶⁹ MINUSMA, 28/01/2021, [url](#)

²⁷⁰ Niagale Bagayoko (@NiagaleBagayoko), 27/01/2021, [url](#) ; CIVIC, 08/03/2021, [url](#)

3.4.2. Opération Barkhane

L'opération Barkhane est la principale intervention extérieure française. Elle fait suite à l'opération Serval lancée au Mali en janvier 2013. Initiée le 1^{er} août 2014, l'opération Barkhane intègre le caractère transfrontalier de la menace terroriste et a la capacité de mener des actions dans tous les pays du G5 Sahel²⁷¹. Les forces spéciales de l'opération Barkhane, appelées « task force Sabre » sont basées à Ouagadougou²⁷². Selon Yvan Guichaoua, l'opération Barkhane est « la seule force régionale véritablement efficace et remporte d'incontestables victoires tactiques, éliminant un à un les commandants djihadistes »²⁷³.

Début octobre 2018, le Burkina Faso a réclamé l'appui de la force militaire Barkhane pour des frappes aériennes à l'est du pays²⁷⁴, suivies par une autre opération dans le nord²⁷⁵. Jusque-là, le Burkina Faso refusait le soutien de l'ancienne puissance coloniale²⁷⁶.

En février 2020, le nombre de militaires engagés dans cette opération s'élevait à 5.100 selon les chiffres du ministère français de la Défense. Dans un communiqué, la même source précisait qu'un renfort de 220 soldats a été prévu suite au sommet de Pau (France) de janvier 2020 afin d'accentuer les efforts dans la zone du Liptako Gourma²⁷⁷.

En 2021, la France estime « avoir sérieusement affaibli » les groupes djihadistes et s'interroge sur cet engagement militaire coûteux, tant financièrement qu'humainement²⁷⁸.

Comme le montre le graphique ci-dessous, la majeure partie des activités de l'opération Barkhane au Burkina Faso se sont déroulées, de janvier 2018 à fin janvier 2021, au nord et à l'est du pays.

²⁷¹ Ministère des Armées de la République française, 02/2019, [url](#)

²⁷² ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

²⁷³ The Conversation (Guichaoua Y., Nsaibia H.), 24/02/2019, [url](#)

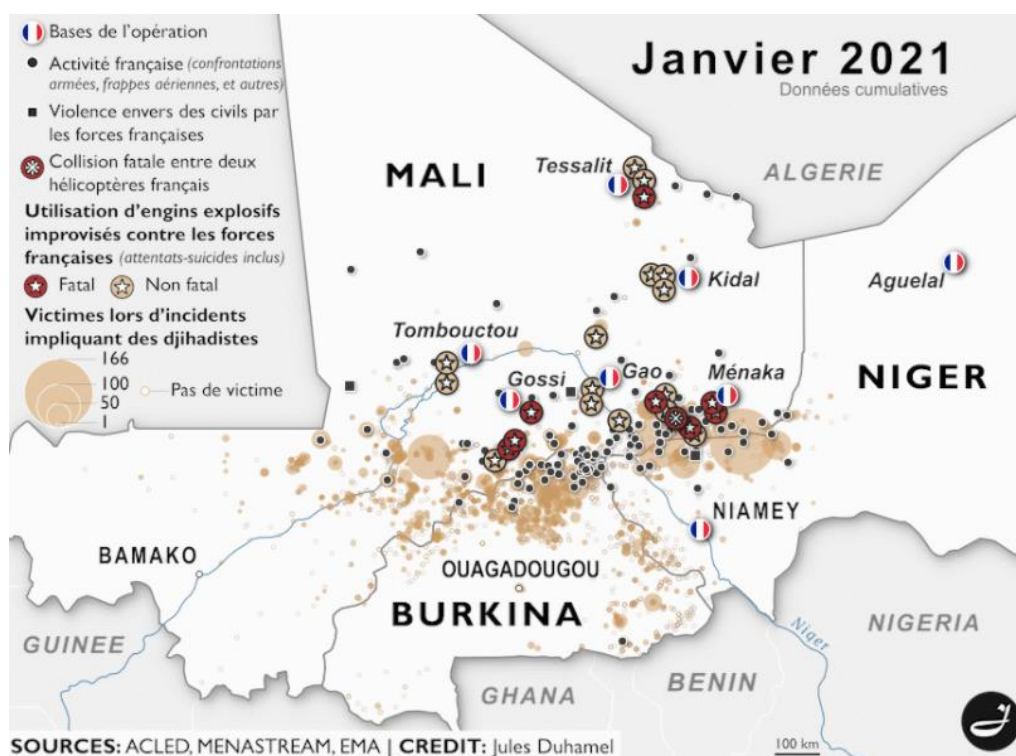
²⁷⁴ AFP via Le Point, 10/10/2018, [url](#) ; Libération (Macé C.), 03/12/2018, [url](#)

²⁷⁵ RFI, 04/10/2018, [url](#)

²⁷⁶ JA, 23/10/2018, [url](#)

²⁷⁷ Ministère des Armées de la République française, 17/02/2020, [url](#)

²⁷⁸ AFP via Le Point, 16/02/2021, [url](#) ; Le Point (Dubois O.), 28/01/2021, [url](#)



Données cumulatives de l'aperçu de l'opération Barkhane au Sahel entre le 1^{er} janvier 2018 et le 29 janvier 2021²⁷⁹

3.4.3. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)

La MINUSMA a été établie par le Conseil de sécurité des Nations unies en avril 2013²⁸⁰. Sa mission principale est le maintien de la paix au Mali²⁸¹. Son mandat a été prolongé jusqu'en juin 2021²⁸².

Elle est composée de plus de 15.000 militaires et soldats²⁸³. La limitation de sa mission au seul Mali l'empêche de répondre à la dimension transnationale des différentes formes de violence au Sahel, selon une analyse du GRIP²⁸⁴.

En mars 2019, le Conseil de sécurité des Nations unies a donné son accord pour une coopération entre la FC-GS5 et la MINUSMA. Cette dernière peut depuis lors appuyer de façon opérationnelle et logistique la FC-GS5 dans le cadre du transport ainsi que de la fourniture de rations alimentaires et de carburant. La MINUSMA continue donc de fournir un soutien logistique à la FC-GS5 dans le cadre de son mandat, notamment en fournissant des rations de combat et du carburant, en construisant les structures provisoires du nouveau quartier général de la FC-GS5 ou en procédant à des évacuations sanitaires²⁸⁵.

²⁷⁹ Duhamel J., 09/02/2021, [url](#)

²⁸⁰ Ministère des Armées de la République française, 02/2019, [url](#)

²⁸¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 06/06/2018, [url](#) ; ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

²⁸² RFI, 29/06/2020, [url](#)

²⁸³ RFI, 25/03/2019, [url](#) ; Ministère des Armées de la République française, 17/02/2020, [url](#)

²⁸⁴ GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#)

²⁸⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 02/11/2020, [url](#)

3.4.4. Coalition pour le Sahel

A l'occasion d'un sommet extraordinaire organisé à Pau (France) en janvier 2020, les chefs d'État du Burkina Faso, de la France, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad ont annoncé la création de la Coalition pour le Sahel. Cette nouvelle structure est conçue comme :

« [un] cadre international global pour coordonner l'action dans la région, ouvert à tout pays souhaitant s'y joindre et organisé autour de quatre piliers, à savoir la lutte contre le terrorisme ; le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité de la région ; l'appui au rétablissement de la présence de l'État ; et l'aide au développement »²⁸⁶.

Cette coalition s'est réunie pour la première fois le 12 juin 2020²⁸⁷. Elle a réuni de façon virtuelle près de 45 ministres des Affaires étrangères (dont la quasi-totalité des pays européens, de la région Sahel et de son voisinage) ainsi qu'une quinzaine de représentants d'institutions internationales dont l'ONU, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine (UA)²⁸⁸.

La « Task Force Takuba »²⁸⁹ est la nouvelle force créée pour atteindre ces objectifs. Selon le Ministère des Armées français, cette task force « a pour mission de conseiller, d'assister et d'accompagner au combat les unités conventionnelles maliennes dans la lutte contre le terrorisme. Elle est intégrée à l'opération Barkhane »²⁹⁰. Cette task force ne concerne pour l'instant que le Mali, selon la presse internationale²⁹¹.

Composée de forces spéciales européennes, elle devait se déployer en juillet 2020, avec une capacité opérationnelle totale d'ici le début de 2021 et un mandat de trois ans. Le déploiement attendu rencontre des retards, seules la France et l'Estonie se déployant durant l'été 2020, les troupes suédoises et tchèques devant les rejoindre en 2021²⁹².

4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d'incidents

Pour la période du 1er juillet 2020 au 19 mars 2021, l'ACLED a recensé 417 incidents au Burkina Faso. Sur ce nombre, l'ACLED classe 139 incidents comme *battles*, 34 incidents comme *explosions/remote violence* et 244 comme *violence against civilians*. Autrement dit, la violence contre les civils représente plus de la moitié des incidents²⁹³.

²⁸⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#)

²⁸⁷ DW (Quenum F.), 12/06/2020, [url](#)

²⁸⁸ JA (D'Herbès P.), 28/06/2020, [url](#)

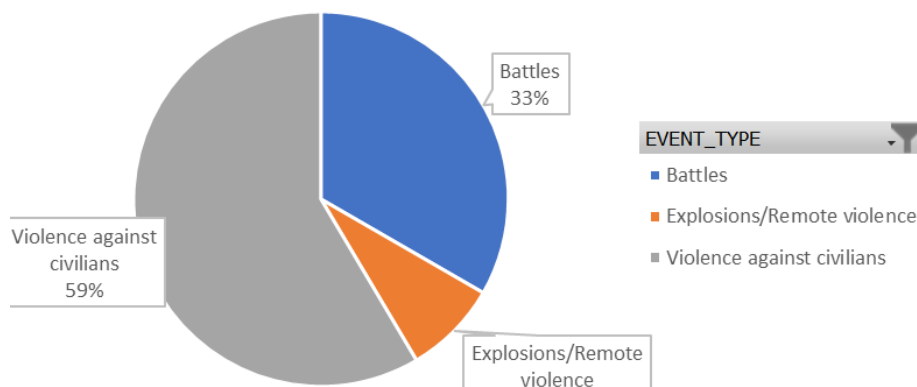
²⁸⁹ *Takuba* signifie sabre en touareg

²⁹⁰ Ministère des Armées de la République française, 23/03/2021, [url](#)

²⁹¹ France 24, 05/02/2021, [url](#) ; Atalayar, 06/02/2021, [url](#)

²⁹² Clingendael (Schmauder A., Gorman Z., Berger F.), 30/06/2020, [url](#)

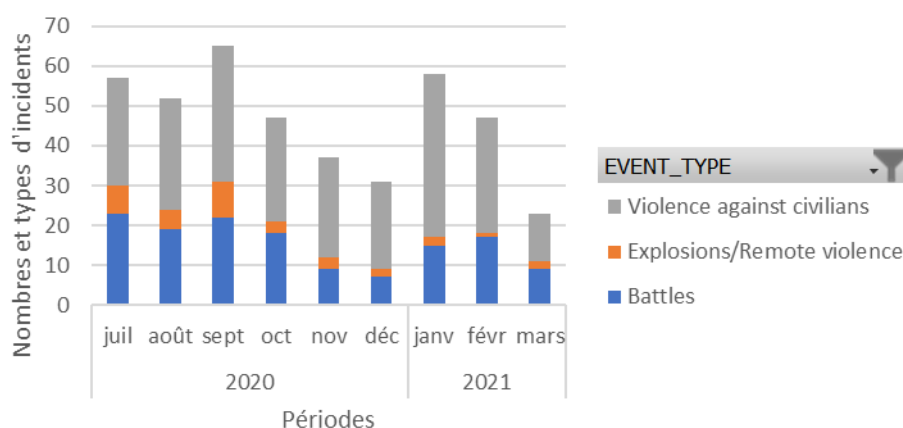
²⁹³ ACLED, 19/03/2021, [url](#)



Répartitions des trois types d'incidents entre le 1^{er} juillet 2020 et le 19 mars 2021²⁹⁴

Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. Une liste complète des catégories et sous-catégories des incidents ainsi que leur définition figure dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED²⁹⁵.

Durant la même période, ces 417 incidents se sont répartis de la manière suivante au cours du temps :



Répartition des types incidents du 1^{er} juin 2019 au 20 juin 2020²⁹⁶

La plupart des attaques contre les civils ne sont pas revendiquées²⁹⁷, ce qui rend très difficile l'identification de leurs auteurs. Cette opacité est soulignée dans un reportage du journal Libération en juin 2020. Un journaliste burkinabè s'y exprime en ces termes :

« Au Burkina Faso, on désigne toujours les auteurs de ces attaques comme des 'individus armés non identifiés'. C'est d'autant plus difficile de savoir qui ils sont que les attaques se déroulent dans des régions désormais isolées par l'insécurité. Personne, ni les journalistes ni les activistes des droits de l'homme ne se rend facilement sur place, car même la route est trop dangereuse »²⁹⁸.

Au cours du temps, les acteurs de la violence létale sur les civils se répartissent, selon les données d'ACLED exploitées par José Luengo-Cabrera, de la manière suivante :

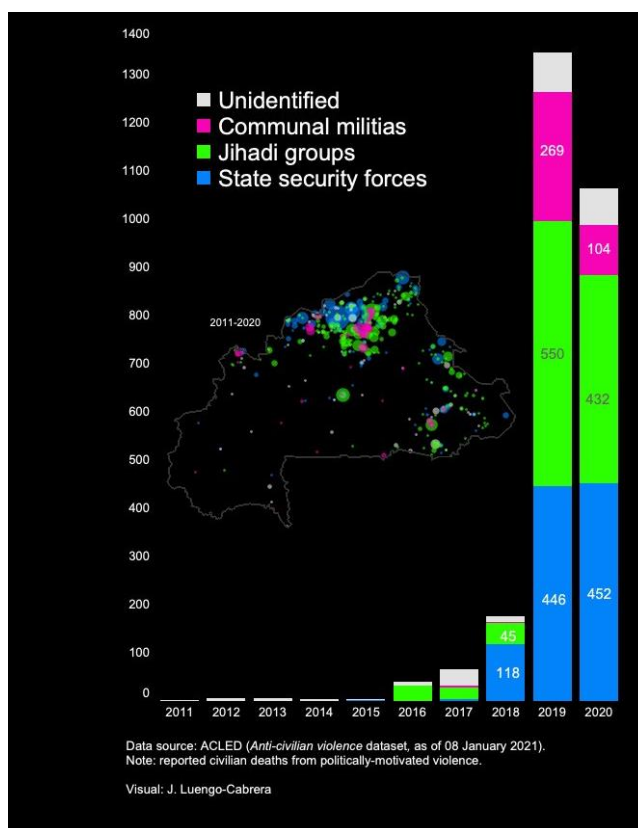
²⁹⁴ ACLED, 19/03/2021, [url](#)

²⁹⁵ CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

²⁹⁶ ACLED, 19/03/2021, [url](#)

²⁹⁷ HRW, 06/01/2020, [url](#) ; BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#)

²⁹⁸ Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#)



Décès de civils par auteur désigné de la violence²⁹⁹

Les chapitres suivants décrivent les violences selon que leur auteur soit un groupe djihadiste, étatique ou communautaire.

4.2. Violences djihadistes

L'activité terroriste djihadiste au Burkina Faso a rapidement et significativement augmenté en 2019. Cette année-là, les groupes djihadistes ont mené le plus grand nombre d'assassinats politiques ciblés, l'attaque la plus meurtrière contre des civils, contre les forces de sécurité burkinabè et l'attaque la plus meurtrière contre une population combinée de forces de sécurité et de civils³⁰⁰.

Les djihadistes commettent des enlèvements, des assassinats ciblés (voir point 5), piègent des routes³⁰¹ au moyen d'engins explosifs improvisés³⁰², menacent des personnalités telles que des préfets ou des maîtres d'écoles³⁰³, détruisent des écoles, pillent, réquisitionnent des ambulances, interdisent aux femmes d'avoir des relations sociales ou de vendre des produits sur le marché, interdisent aux villageois de célébrer mariages et baptêmes et obligent des commerces à fermer leurs portes³⁰⁴. L'USDOS ajoute que les individus affiliés à des organisations terroristes mènent des raids

²⁹⁹ Luengo-Cabrera J., (@J_LuengoCabrera), 26/01/2021, [url](#)

³⁰⁰ USDOS, 24/06/2020, [url](#)

³⁰¹ Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

³⁰² JA, 18/03/2019, [url](#) ; Wakat Séra (Bougoum B.), 27/10/2020, [url](#)

³⁰³ Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

³⁰⁴ HRW, 22/03/2019, [url](#)

sur les postes de sécurité et les avant-postes militaires, déclenchent des conflits intercommunautaires et déplacent les populations locales³⁰⁵.

Les forces de sécurité et de défense ont longtemps été la cible prioritaire des groupes djihadistes. Plusieurs commissariats, postes frontaliers ou casernes militaires ont été attaqués à partir de 2017³⁰⁶. Dans la province de Soum, de nombreuses attaques sur d'autres infrastructures (écoles, bâtiments administratifs, ponts) ont eu lieu depuis décembre 2018³⁰⁷. Il n'y a par contre quasiment pas d'attentat-suicide au Burkina Faso³⁰⁸.

Les civils qui collaborent ou représentent l'Etat sont également ciblés par ces groupes³⁰⁹. Un grand nombre de villageois de la région du Sahel ont affirmé en 2018 à HRW que les combattants islamistes qui traversent périodiquement leur région depuis 2016 exercent deux types de pressions. D'une part, ils leur interdisent de donner des renseignements sur leur localisation aux services de sécurité. D'autre part, ils demandent à la population de collaborer, notamment en leur vendant du carburant et des provisions. D'après HRW, « [p]lusieurs résidents de différents groupes ethniques ont déclaré avoir été enlevés, interrogés et dans certains cas battus ou dévalisés par ces hommes armés »³¹⁰.

Selon l'ICT, qui se base sur les données de l'ACLED, les incursions – en particulier les raids de villages – sont devenues le type d'attaque le plus meurtrier contre les civils en 2019. Sur les 105 incursions documentées en 2019, 75 consistaient en des raids de village ayant fait un total de 368 morts. L'augmentation drastique des raids dans les villages et des décès de civils en 2019 révèle une réalité inquiétante, toujours selon cet institut. Tout d'abord, les insurgés se sont profondément ancrés au Burkina Faso et renforcent leur contrôle sur le nord. Ensuite, cette augmentation suggère que « les insurgés deviennent plus audacieux, plus agressifs, et qu'ils commencent peut-être à purger la population civile dans et autour des zones qu'ils contrôlent »³¹¹.

L'ICT constate également que l'augmentation sans précédent du nombre de victimes civiles pourrait être le résultat de la montée des conflits ethniques. Bien que la plupart des raids dans les villages auraient été menés par des groupes djihadistes, il n'y a pas de preuve claire quant à l'identité exacte des auteurs de ces attaques. En outre, les raids de village se sont consolidés dans une zone ethnique spécifique et attisent le conflit ethnique³¹². La comparaison de la diffusion géographique des raids dans les villages entre 2017 et 2019 montre un changement important dans la localisation des villages attaqués par les insurgés. De 2017 à 2018, les raids de villages ont eu lieu exclusivement dans la région du Sahel. En 2019, non seulement les raids de villages ont considérablement augmenté, mais la plupart des attaques ont eu lieu dans la région à prédominance Mossi du Burkina Faso³¹³.

L'ICT a exploité les données de l'ACLED et de la Global Terrorism Database (GTD) afin de déterminer le *modus operandi* des attaques de 2016 à 2019. Le graphique suivant illustre les résultats :

³⁰⁵ USDOS, 24/06/2020, [url](#)

³⁰⁶ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

³⁰⁷ OCHA, 05/06/2020, [url](#)

³⁰⁸ ICT, 02/2020, [url](#)

³⁰⁹ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

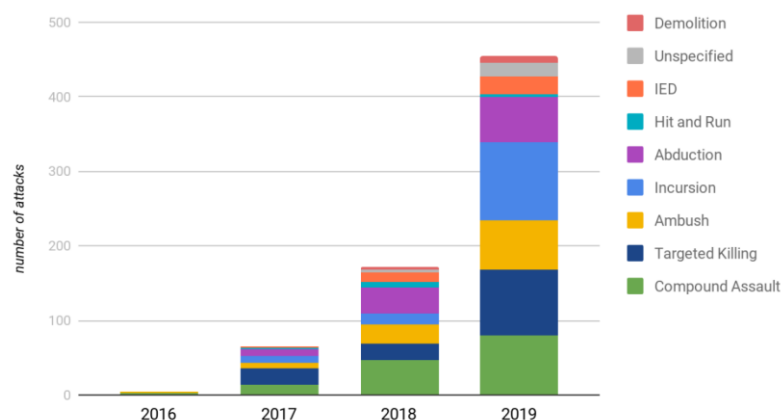
³¹⁰ HRW, 05/2018, [url](#)

³¹¹ ICT, 02/2020, [url](#)

³¹² ICT, 02/2020, [url](#)

³¹³ ICT, 02/2020, [url](#)

Modus Operandi of Attacks 2016 - 2019


 Modus operandi des attaques de 2016 à 2019³¹⁴

Selon un reportage de la Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO) publié en décembre 2020, « les hommes armés non identifiés (HANI) avaient jusque-là épargné la vie des femmes et des jeunes filles » mais cette situation est en train de changer et celles-ci sont de plus en plus la cible de nombreuses exactions : passages à tabac, enlèvements, mariages forcés, viols, séquestrations et autres violences basées sur le genre. Au-delà des troubles physiques, psychiques et sanitaires, ces victimes risquent également la stigmatisation et la répudiation³¹⁵. D'autres sources confirment cette augmentation des agressions sexuelles contre les femmes, en particulier celles déplacées par les attaques. Nombre d'entre elles sont victimes de ces agressions alors qu'elles tentent de récupérer les biens laissés derrière elles³¹⁶.

Dans la région Centre-Nord du Burkina Faso, les cas d'agressions sexuelles ont fortement augmenté au cours d'une période de trois mois en 2020, selon un rapport établi par des groupes humanitaires, dont les Nations unies. Environ 85 % des victimes étaient des personnes déplacées vivant principalement dans des camps de fortune dans les villes de Barsalogo et de Kaya, selon le rapport. Les groupes d'aide affirment que les djihadistes ne sont pas les seuls coupables et qu'il y a eu une augmentation de la violence domestique et de l'exploitation des femmes déplacées par les communautés d'accueil³¹⁷.

4.3. Violences étatiques

Les forces de sécurité burkinabè ont mené des opérations antiterroristes qui ont abouti « à de nombreuses allégations d'exécutions extrajudiciaires, d'abus à l'encontre des suspects en détention et d'arrestations arbitraires » selon HRW³¹⁸. L'organisation a documenté l'exécution sommaire présumée, commise par des forces de sécurité de l'État, de quatorze personnes, en majorité des membres du groupe ethnique peul, principalement entre septembre 2017 et février 2018 dans la province de Soum. Des chefs communautaires ont dénoncé la détention arbitraire, parfois longue de plusieurs mois, de nombreux hommes se trouvant à proximité de zones d'actions de groupes islamistes armés. Des forces militaires ou des policiers ont commis des maltraitances sévères contre certains de ces détenus³¹⁹.

³¹⁴ ICT, 02/2020, [url](#)

³¹⁵ CENOZO (Ouédraogo M.), 30/12/2020, [url](#)

³¹⁶ AP, 14/02/2021, [url](#) ; HCR, MBDHP, 15/02/2021, [url](#)

³¹⁷ AP, 14/02/2021, [url](#)

³¹⁸ HRW, 05/2018, [url](#)

³¹⁹ HRW, 05/2018, [url](#)

En février 2019, le Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP) a accusé les forces de sécurité d'avoir, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, enlevé et exécuté 60 personnes. Les autorités burkinabè ont lancé des investigations suite à ces accusations³²⁰.

Dans un rapport ultérieur publié en mars 2019, HRW a de nouveau documenté de nombreuses violations commises par les forces de l'ordre, des exécutions présumées suite à des raids sur des marchés ou d'autres exécutions présumées d'hommes préalablement détenus suite à diverses opérations. Au moins 116 hommes non armés accusés d'avoir soutenu ou hébergé des islamistes armés auraient été exécutés. Selon HRW, « [à] quelques exceptions près, les victimes appartenaient à l'ethnie peule »³²¹. Les victimes des exactions commises par les forces de sécurité (ou leurs familles) ne portent pas plainte ou n'ont pas d'espoir que « justice soit rendue par le système judiciaire ou de justice militaire local chargé d'enquêter sur les allégations faites contre les membres des forces armées »³²².

Selon un communiqué publié par HRW en juillet 2020, au moins 180 corps d'hommes, abandonnés entre novembre 2019 et juin 2020, ont été découverts dans des fosses communes dans la ville de Djibo (région du Sahel, province du Soum). Des témoignages d'habitants accusent de nouveau les forces de sécurité, qui contrôlent et patrouillent ouvertement dans cette ville. Les habitants pensent que la majorité de ces victimes appartiennent de nouveau à l'ethnie peule. En réaction à ces allégations, le gouvernement s'est engagé à ouvrir une enquête³²³. Le gouvernement a reconnu la réalité des exécutions extrajudiciaires de 31 habitants de Djibo le 9 avril 2020 par le Groupement des forces antiterroristes (GFAT), et la justice militaire a été mandatée pour mener une enquête³²⁴. En octobre 2020, interrogé par France 24 à ce sujet, le président Kaboré dénonçait « un lobby qui diffuse des informations pour salir l'image du Burkina Faso ». Il confirmait que des enquêtes avaient été menées, reconnaissait de possibles insuffisances des forces armées tout en affirmant que jamais celles-ci « n'oseraient tuer 180 personnes pour les enterrer dans des fosses communes »³²⁵.

A la fin du mois de juin 2020, les corps sans vie de sept personnes ont été découverts près de Tanwalbougou (région de l'Est) et les forces de défense et de sécurité ont été mises en cause³²⁶.

En 2021, HRW continue de relever et condamner des abus présumés commis par les forces de sécurité lors d'opérations de lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel³²⁷.

AI a recueilli, à son tour, des informations faisant état de violations flagrantes des droits humains commises par les forces de sécurité du Burkina Faso entre mars et avril 2020, publiées dans un rapport sur les violations des droits humains commises par les forces de défense et de sécurité du Mali, du Niger et du Burkina Faso, paru en juin 2020³²⁸. Ce rapport, tout comme un autre de HRW publié en avril 2020³²⁹, documente notamment l'arrestation puis l'exécution de 31 habitants de Djibo³³⁰ par le GFAT, le 9 avril 2020³³¹. Cette attaque, à l'instar de celle contre des réfugiés maliens dans le camp de

³²⁰ BBC (Gongo S.), 14/03/2019, [url](#)

³²¹ HRW, 22/03/2019, [url](#)

³²² HRW, 22/03/2019, [url](#)

³²³ HRW, 08/07/2020, [url](#)

³²⁴ Wakat Séra, 21/04/2020, [url](#)

³²⁵ France 24, 15/10/2020, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#)

³²⁶ RFI, 02/07/2020, [url](#)

³²⁷ HRW, 13/02/2021, [url](#)

³²⁸ AI, 10/06/2020, [url](#)

³²⁹ HRW, 20/04/2020, [url](#)

³³⁰ Djibo est une ville à majorité peule fondée au XVI^e siècle. Elle a longtemps abrité le plus grand marché aux bestiaux du pays : NYT (Maclean R.), 07/07/2020, [url](#)

³³¹ AI, 10/06/2020, [url](#)

Mentao (région du Sahel) le 2 mai 2020³³², semble correspondre, selon l'ACLED, à un schéma de représailles exercées par les forces de l'État à la suite d'attaques de militants djihadistes³³³.

Selon l'Observatoire pour la démocratie et les droits de l'homme (ODDH) :

« La grande majorité des personnes exécutées par les FDS [forces de défense et de sécurité] sont des Peuls. Les observateurs sont unanimes, la communauté peul [...] fait l'objet de préjugés de la part du gouvernement, des FDS et des koglwéogo, qui les suspectent de sympathie envers les terroristes »³³⁴.

La situation sécuritaire s'est améliorée à Djibo mais Mahamadou Savadogo explique en février 2021 que :

« Si des villages se sont reconstitués, et qu'ils ne sont plus attaqués, c'est parce que les groupes terroristes ont autorisé les populations à revenir. Mais quelques conditions ont été posées. Par exemple, les habitants ne doivent pas collaborer avec les forces de défense et de sécurité. Elles doivent également respecter des règles religieuses ou vestimentaires »³³⁵.

L'ODDH a comptabilisé 588 exactions arbitraires commises par les forces de défense et de sécurité entre 2018 et juin 2020. La plupart des victimes de ces exactions sont des Peuls³³⁶. Plus récemment, AJ ou The Associated Press (AP) ont reçu de nombreuses informations sur des personnes, en particulier des Peuls, détenues arbitrairement, voire tuées, par les forces de sécurité et la police pour des motifs douteux de « terrorisme ». Aucun procès pour de tels crimes n'a jamais eu lieu dans le pays alors que des centaines de suspects languissent dans les prisons³³⁷.

Sur base des chiffres de l'ACLED, José Luengo-Cabrera, chercheur à l'ICG, constate que, de janvier 2018 à mars 2019, les attaques commises contre des civils par des djihadistes étaient trois fois plus nombreuses que celles commises par les forces de sécurité étatiques mais qu'*à contrario*, les attaques de ces forces étatiques ont causé trois fois plus de décès parmi les civils que celles des djihadistes. Au total, durant cette période, les forces de sécurité étatiques seraient responsables de la mort de 372 civils³³⁸. Toujours selon ce chercheur, si l'on compare les estimations du nombre de décès par auteur attribué, durant chaque premier semestre de chaque année depuis 2015 et jusqu'à la mi-2020, il s'avère que les décès attribués aux forces de sécurité de l'État ont dépassé ceux attribués aux groupes djihadistes tant durant le premier semestre de 2019 que le premier semestre de 2020³³⁹.

Des sources sécuritaires burkinabè ont déclaré à l'ICG que leurs services considèrent comme djihadistes « tout individu en contact (y compris téléphonique) avec un présumé djihadiste, ne serait-ce que pour lui vendre de la nourriture, ou refusant de collaborer avec les forces de défense et de sécurité »³⁴⁰.

Selon des organisations des droits de l'homme et un analyste de la sécurité interviewé par le New-York Times (NYT) en juin 2020, les forces de sécurité gouvernementales tuent maintenant à peu près autant de personnes que les djihadistes³⁴¹.

Les chiffres des violences étatiques sont cependant incomplets puisque le gouvernement a adopté une loi interdisant aux journalistes de faire des reportages sur tout ce qui pourrait « démoraliser » les

³³² HCR, 04/05/2020, [url](#)

³³³ ACLED (Nsaibia H.), 20/05/2020, [url](#)

³³⁴ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

³³⁵ JA (Diallo A.), 02/02/2021, [url](#)

³³⁶ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

³³⁷ AJ (Wilkins H.), 16/12/2020, [url](#) ; AP (Mednick S.), 25/08/2021, [url](#)

³³⁸ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 22/03/2019, [url](#)

³³⁹ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 01/07/2020, [url](#)

³⁴⁰ ICG, 24/02/2020, [url](#)

³⁴¹ NYT (Maclean R.), 22/06/2020, [url](#)

forces de défense³⁴². Adama Ouédraogo, dit Damiss, est ainsi emprisonné depuis 2019 après avoir diffusé sur les réseaux sociaux des témoignages d'exécutions arbitraires commises par les forces de sécurité en février 2019³⁴³.

Concernant ces violences envers les Peuls, l'institut Clingendael conclut que les forces de sécurité nationales sont devenues plus actives dans la résolution des conflits impliquant les éleveurs peuls. Jusqu'à présent, la réponse de l'État a été insuffisante et a même contribué à la détérioration de la situation sécuritaire. Les forces de sécurité ont été accusées d'extorquer les éleveurs et les conflits se soldent souvent par des amendes ou des punitions excessives. Considérant les forces de sécurité de l'État comme des troupes hostiles qui ne sont pas là pour protéger la population, les éleveurs s'en remettent de plus en plus à des acteurs extra-légaux tels que les *rougas*³⁴⁴ pour régler les conflits, parfois de manière violente. Le récent appel de l'État aux volontaires pour combattre les groupes armés (voir point 3.3.) risque d'amplifier ce cercle vicieux de la violence, puisqu'il exerce un contrôle limité sur ces groupes d'autodéfense, ce qui pourrait pousser davantage les groupes ciblés dans les bras des groupes extrémistes. Cette escalade sécuritaire menace de plus en plus les moyens de subsistance des communautés locales, renforce leur besoin de protection et met davantage en péril la cohésion sociale³⁴⁵.

4.4. Violences communautaires

Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) décrit en novembre 2020 la situation des relations entre communautés de la manière suivante :

« Au niveau communautaire, le Burkina Faso qui était réputé de sa relative cohésion sociale nonobstant la soixantaine d'ethnies, la pluralité des confessions religieuses, enregistre de plus en plus, des conflits ouverts intercommunautaires et intra-communautaires. En effet, depuis 2016, des crises communautaires ont éclaté au Burkina Faso pour des motifs divers. Si pour certaines telles que celles qui opposent généralement cultivateurs et éleveurs, l'occupation foncière peut en être l'origine, pour d'autres, la chefferie coutumière, les suspicions relatives aux attaques terroristes s'érigent en explication. Il en est ainsi des conflits communautaires à Barani, dans la région de la Boucle du Mouhoun, à Yirgou dans la région du Centre-Nord, à Orodara, dans la région des Hauts-Bassins, à Banfora dans la région des cascades etc. La montée des conflits communautaires coïncide avec la dégradation progressive de la sécurité »³⁴⁶.

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont les principaux pays d'origine pour le commerce de bétail. Les axes transfrontaliers entre ces pays connaissent de nombreuses tensions autour des conflits entre agriculteurs (cultivant leurs champs) et éleveurs (en quête de nouveaux pâturages)³⁴⁷. Au Burkina Faso, plus de 80 % de la population vit de l'agriculture³⁴⁸ et le partage des terres arides entre les cultivateurs (en majorité des Mossis) et les éleveurs (en majorité des Peuls³⁴⁹) se fait de plus en plus difficilement. L'accès à l'eau et aux pâtures est l'objet de litiges de plus en plus fréquents et « les couloirs de transhumance des uns traversent régulièrement les surfaces cultivées des autres »³⁵⁰. Les conflits intercommunautaires sont moins présents dans la province du Soum, majoritairement

³⁴² CPJ, 03/06/2020, [url](#)

³⁴³ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

³⁴⁴ Groupes peuls chargés de protéger les troupeaux

³⁴⁵ Clingendael (Bisson L., et al.), 02/2021, [url](#)

³⁴⁶ UNFPA, 13/11/2020, [url](#)

³⁴⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, 28/12/2018, [url](#) ; AFP, 10/2020, [url](#)

³⁴⁸ L'économie au Sahel central repose principalement sur l'agriculture et l'élevage. Ces dernières années, l'orpaillage a aussi connu un essor : ACAPS, 02/2021, [url](#)

³⁴⁹ Les Peuls empruntent des routes millénaires : AFP, 10/2020, [url](#)

³⁵⁰ Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

composée de Peuls, que dans certaines zones du Mali ou du Niger³⁵¹. A cela s'ajoute un dérèglement climatique qui accentue la dégradation des terres et la désertification, une croissance démographique non maîtrisée et, en conséquence, un amenuisement des ressources naturelles suscitant la recherche de nouvelles terres. Tous ces facteurs alimentent les tensions récurrentes entre agriculteurs et éleveurs³⁵².

Ces conflits entraînent des pertes en vies humaines, des destructions de moyens de subsistance et de biens, des déplacements de populations ainsi que des violations des droits de la personne et des atteintes à ces droits, selon le Secrétaire général des Nations unies³⁵³.

Si la violence intercommunautaire est un phénomène relativement nouveau au Burkina Faso, le ressentiment et la méfiance envers les communautés peules, en raison de leur association supposée avec les groupes islamistes³⁵⁴, se sont accrues à mesure que les attaques menées par des groupes armés devenaient plus fréquentes³⁵⁵ (voir chapitre 5.2.). Mahamoudou Savadogo explique que, depuis vingt ans, une multitude de conflits entre les communautés villageoises de l'est du pays et l'Etat a été causée par le classement d'une grande partie des forêts de l'est en réserve naturelle protégée. Ce classement a créé un sentiment d'injustice et d'inégalité. Les djihadistes profitent de ce terreau favorable pour recruter en proposant un « kit complet à la population : retour dans les villages d'où ils avaient été expulsés, autorisation du braconnage, réouverture des mines d'or, circulation des grands troupeaux, etc. »³⁵⁶. Dans ce contexte, d'après Mahamoudou Savadogo :

« Les populations ont donc trouvé comme moyen pour sortir de leur misère l'insurrection contre le pouvoir central – suscitée, on l'a dit, par les groupes armés terroristes. Cela s'est manifesté par une indifférence face à l'installation des groupes terroristes, par un accompagnement technique et logistique desdits groupes en leur apportant des soutiens de toute sorte – mise à disposition de chasseurs, de pisteurs, de trafiquants, et surtout de leaders locaux pour convaincre les plus réticents de la pertinence de la lutte »³⁵⁷.

Selon un rapport de l'institut Clingendael, les groupes extrémistes violents exploitent la stigmatisation des éleveurs pour stimuler le recrutement et ciblent délibérément les chefs locaux, en supprimant les sources locales d'autorité et de gouvernance dans le but d'attiser la violence intercommunautaire. Ils utilisent à leur avantage la faiblesse de l'Etat en matière de gouvernance et de justice et exploitent les tensions rurales, par exemple les sentiments d'injustice liés aux litiges fonciers. Ils jouent sur les griefs financiers et sociopolitiques des éleveurs pour recruter des militants, en ciblant spécifiquement leurs sermons sur les personnes privées d'accès à l'eau, à la terre ou aux pâturages. En plus de promettre des incitations financières pour rejoindre leurs rangs, ces groupes exploitent également les sentiments de vengeance parmi ceux qui ont été harcelés ou attaqués par les forces de l'Etat et les groupes d'autodéfense. Il en résulte un vide de pouvoir et l'effondrement des mécanismes locaux de résolution des conflits, qui sont comblés par des groupes d'autodéfense – souvent à base ethnique – tels que les *koglweogo* (voir point 3.3.). En s'appropriant les prérogatives de la police et de la sécurité, ces *koglweogo* se sont rendus volontairement ou involontairement complices de règlements de comptes. Ces actes sont souvent liés à des litiges fonciers qui se sont notamment faits au détriment de la communauté peule que les *koglweogo* perçoivent comme des extrémistes. Cette communauté est devenue leur cible principale³⁵⁸.

³⁵¹ Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

³⁵² Le Monde (Caramel L.), 11/04/2019, [url](#)

³⁵³ Conseil de sécurité des Nations unies, 28/12/2018, [url](#)

³⁵⁴ ACAPS, 10/2020, [url](#)

³⁵⁵ ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

³⁵⁶ Libération (Macé C.), 03/12/2018, [url](#)

³⁵⁷ The Conversation (Savadogo M.), 16/03/2021, [url](#)

³⁵⁸ Clingendael (Bisson L., et al.), 02/2021, [url](#)

Quelles qu'en soient les causes, les exactions commises tant par les islamistes armés que par les forces de sécurité entraînent une « augmentation dramatique et dangereuse des tensions ethniques » entre les Peuls d'une part (ciblés pour leur soutien présumé aux islamistes armés) et les groupes mossi et fousé d'autre part (perçus comme soutenant les forces de sécurité)³⁵⁹.

Le « premier point de bascule » s'est déroulé en janvier 2019, lorsque des violences – sans précédent dans la société burkinabè³⁶⁰ – à Yirgou (à 200 km au nord de Ouagadougou) ont provoqué la mort de plus de 70 personnes selon RFI³⁶¹, plus de 200 selon L'Express du Faso³⁶². Des villageois ont attaqué des éleveurs peuls, en représailles d'une attaque terroriste survenue quelques jours plus tôt³⁶³. Cet incident est présenté comme le premier massacre ethnique au Burkina Faso³⁶⁴. The Economist explique que, plutôt que d'arrêter les assaillants, le gouvernement a demandé aux victimes de leur pardonner. Le journal explique cela par le fait que beaucoup de ministres sont des Mossis et pensaient à ce moment qu'il est utile d'avoir une milice ethnique à sa disposition avant les élections présidentielles de 2020³⁶⁵. Les groupes d'autodéfense se sont en effet surtout développés dans la région du Plateau-Central et de l'Est et ces régions constituent deux grands bassins d'électeurs pour le parti au pouvoir³⁶⁶. D'autres violences ont suivi, comme à Zoaga (région du Centre-Est) début avril 2019³⁶⁷.

Depuis le massacre de Yirgou en janvier 2019, les *koglweogo* et VDP ont tué au moins 337 civils, dont une très grande majorité de Peuls, selon le rapport de l'ODDH de juin 2020³⁶⁸.

Selon le projet ACLED, le gouvernement a sa part de responsabilité dans l'exacerbation des violences entre communautés. En favorisant certaines communautés et groupes armés associés, tout en stigmatisant et en persécutant d'autres, le Burkina Faso (tout comme le Mali) provoque des cycles vicieux de violence entre communautés³⁶⁹. A titre d'exemple, un massacre a été commis dans la province du Yatenga le 8 mars 2020, selon des témoignages recueillis par AI, par un groupe armé d'« autodéfense »³⁷⁰. Dans le communiqué qui a suivi cette attaque, le gouvernement ne mentionne ni les *koglweogo*, ni les VDP, mais bien « des hommes armés non identifiés », cette appellation étant souvent utilisée pour désigner des terroristes³⁷¹.

L'ICT prévoyait en février 2020 que la poursuite de ces violences communautaires au cours de l'année³⁷² mais RFI note en mars 2021 que des chefs de la communauté peule constatent une relative accalmie, voire une amélioration de la situation³⁷³.

³⁵⁹ HRW, 22/03/2019, [url](#)

³⁶⁰ Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

³⁶¹ RFI, 13/01/2019, [url](#)

³⁶² L'Express du Faso, 04/02/2019, [url](#)

³⁶³ RFI, 06/01/2019, [url](#)

³⁶⁴ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

³⁶⁵ The Economist, 02/05/2019, [url](#)

³⁶⁶ Le Monde (Douce S.), 22/02/2019, [url](#)

³⁶⁷ France 24, 02/04/2019, [url](#)

³⁶⁸ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

³⁶⁹ ACLED (Nsaibia H.), 31/05/2019, [url](#)

³⁷⁰ AI, 20/03/2020, [url](#)

³⁷¹ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

³⁷² ICT, 02/2020, [url](#)

³⁷³ RFI, 10/03/2021, [url](#)

5. Cibles de la violence

5.1. Données

Pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 19 mars 2021, l'ACLED a recensé 838 morts au Burkina Faso dans des incidents catégorisés *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*³⁷⁴.

Le nombre de morts recensés par l'ACLED dans la colonne *fatalities* comprend des civils aussi bien que des membres des forces de sécurité ou de milices armées. Les blessés ne sont pas recensés. L'ACLED recommande d'utiliser avec la plus grande prudence ses propres chiffres concernant le nombre de morts ainsi que ceux fournis par d'autres bases de données³⁷⁵ car l'organisation n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'ACLED relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et que les chiffres dans sa base de données sont des estimations³⁷⁶. Des informations sur la manière dont l'ACLED procède pour recenser le nombre de morts figurent dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED³⁷⁷.

5.2. En fonction du rôle auprès des autorités

Les sources consultées par le Cedoca s'accordent à dire en 2018 et 2019 que les premières cibles des islamistes armés étaient symboliques (forces de défense et de sécurité). Dans le nord, des groupes islamistes armés ont attaqué des dizaines de postes de la gendarmerie et de l'armée. Par la suite, les islamistes s'en sont pris aux grandes infrastructures économiques et financières (hôtels, etc.) puis à l'état-major des armées et à diverses autorités locales (des conseillers municipaux de villages, des maires, des anciens, des marabouts, des membres des forces de sécurité à la retraite, des enseignants, etc.)³⁷⁸. Aujourd'hui, « la plupart des fonctionnaires se sont repliés dans des endroits plus sûrs, notamment dans la capitale ou les capitales régionales afin de sauver leur vie », d'après la FES³⁷⁹.

De simples citoyens issus de différents groupes ethniques ont également expliqué à HRW avoir été enlevés, interrogés, voire battus ou volés par les hommes armés, dans le but de les dissuader de fournir des informations aux autorités³⁸⁰.

Les forces de défense et de sécurité continuent à être visées par les groupes armés. A titre d'exemple, deux attaques à Tankoualou (région de l'Est) ont tué trois agents des forces de l'ordre en juillet 2020³⁸¹, une embuscade sur l'axe routier Gaskindé-Djibo (région du Sahel) a tué quatre soldats en septembre 2020³⁸², et un convoi militaire a été attaqué en novembre 2020 à Tin-Akoff (province de l'Oudalan)³⁸³, attaque revendiquée tant par le GSIM que par l'EIGS³⁸⁴.

³⁷⁴ ACLED, 19/03/2021, [url](#)

³⁷⁵ ACLED, *Fatalities*, 10/04/2019, [url](#)

³⁷⁶ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, p.31, [url](#)

³⁷⁷ CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

³⁷⁸ AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#) ; HRW, 05/2018, [url](#)

³⁷⁹ FES, 2020, [url](#)

³⁸⁰ HRW, 05/2018, [url](#)

³⁸¹ Lefaso.net, 20/07/2020, [url](#)

³⁸² Lefaso.net, 11/09/2020, [url](#)

³⁸³ Lefaso.net (Sidibé A. L. G.), 13/11/2020, [url](#)

³⁸⁴ France 24, 14/11/2020, [url](#)

Au-delà de ces cibles précises, les civils sont de plus en plus visés par des attaques répétées, comme par exemple le 24 décembre 2019 lors d'une attaque meurtrière à Arbinda (province de Soum), au cours de laquelle ont péri 35 civils et 7 soldats³⁸⁵. Plusieurs experts notaient à la fin de l'année 2019 un changement de stratégie des djihadistes : alors que ces derniers visaient autrefois principalement des symboles de l'Etat (militaires, gendarmes, fonctionnaires), ils ciblent de plus en plus les populations civiles³⁸⁶.

HRW a documenté plusieurs attaques perpétrées par des groupes alliés d'Al-Qaïda, dont le groupe armé local Ansaroul Islam et l'EIGS. Ces attaques se sont déroulées entre avril 2019 et fin décembre 2019. Globalement, HRW estime que durant cette période, des groupes islamistes ont tué plus de 250 civils, dans des attaques ciblées et dans des exécutions sommaires. Selon les témoins, « les assaillants tentaient de justifier leurs meurtres en établissant un lien entre leurs victimes et le gouvernement, l'Occident ou la foi chrétienne », en les accusant de collaborer avec « l'ennemi » ou en présentant l'attaque comme une riposte à des actions des forces de défense et de sécurité³⁸⁷.

Plusieurs de ces attaques contre des civils sont également décrites dans les derniers monitorings de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)³⁸⁸.

Les chiffres confirment ces constats puisque, pour l'ensemble de l'année 2019, le chercheur José Luengo-Cabrera (ICG) tire, sur base des chiffres d'ACLED, trois conclusions : la violence contre les civils a été la forme de violence la plus meurtrière en 2019 ; le nombre de victimes de la violence contre les civils a plus que doublé entre 2018 et 2019 ; 60 % des décès signalés au Burkina Faso en 2019 étaient dus à de la violence contre des civils³⁸⁹.

Par la suite, comme le démontre le graphique ci-dessous, le nombre de victimes civiles au Burkina Faso semble progressivement diminuer :

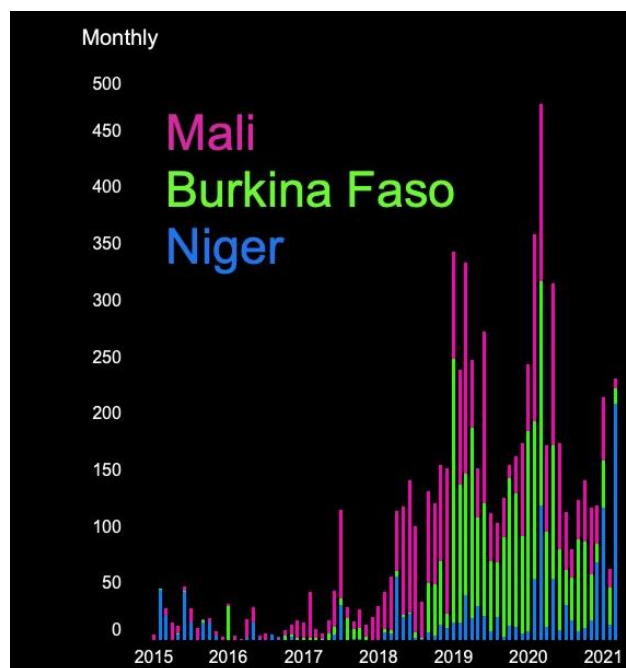
³⁸⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, 30/12/2019, [url](#)

³⁸⁶ France 24, 26/12/2019, [url](#) ; Jeune Afrique (JA) (Coulibaly N.), 08/11/2019, [url](#) ; TNH (Mednick S.), 20/12/2019, [url](#)

³⁸⁷ HRW, 06/01/2020, [url](#)

³⁸⁸ GRIP (Zutterling C.), 14/01/2021, [url](#) ; GRIP (Guebs A.), 13/10/2020, [url](#) ; GRIP (Dusoulier A.), 07/07/2020, [url](#) ; GRIP (Dusoulier A.), 07/04/2020, [url](#) ; GRIP (Achik S.), 16/01/2020, [url](#) ; GRIP (Achik S.), 11/10/2019, [url](#)

³⁸⁹ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 28/01/2020, [url](#)



Victimes civiles du 1^{er} janvier 2015 au 21 mars 2021³⁹⁰

D'après plusieurs sources, de nombreux villageois se sentent pris entre le marteau et l'enclume avec d'un côté, les islamistes armés qui les menacent en cas de collaboration avec le gouvernement, et de l'autre côté, les forces de sécurité qui attendent d'eux qu'ils leur fournissent des renseignements sur la présence de groupes armés et font usage de punitions collectives quand ils n'obtiennent pas satisfaction³⁹¹.

5.3. En fonction de l'ethnie

Le Burkina Faso est un pays de près de vingt millions d'habitants dans lequel cohabitent une soixantaine d'ethnies³⁹². Les Peuls sont environ 1.200.000 au Burkina Faso, soit 6,3 % de la population totale. Ils sont majoritaires dans la partie sahélienne du pays (dans les provinces du Soum, du Séno et de l'Oudalan). Une grande communauté peule vit également à Ouagadougou, surtout dans les quartiers Dapoya et Hamdallaye. Comme les autres Peuls répartis dans une quinzaine de pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, ce sont, majoritairement, des éleveurs transhumants musulmans³⁹³ qui constituent l'un des derniers grands peuples nomades de notre planète³⁹⁴. Ils ont très peu accès aux services sociaux de base tels que l'éducation, la santé et les services administratifs et sont très peu représentés au sein des élites³⁹⁵.

Les autres communautés du Burkina Faso entretiennent des considérations négatives à propos des Peuls, les considérant, selon l'Observatoire Pharos, comme « les principaux acteurs des différents djihads, favorisant la pénétration d'un islam perçu par certain comme 'rigoriste' »³⁹⁶. Pour plusieurs raisons qui peuvent être lues dans un document de la FRS de février 2019 ou dans une note du CESA

³⁹⁰ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 24/03/2021, [url](#)

³⁹¹ France Culture, 13/12/2019, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 28/05/2020, [url](#)

³⁹² Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

³⁹³ FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#)

³⁹⁴ AFP, 10/2020, [url](#)

³⁹⁵ ACRESA (Thiaw P. O.), 05/10/2020, [url](#)

³⁹⁶ Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

d'avril 2020, ces populations peules sont souvent vues comme enclines au communautarisme, au népotisme et promptes à trahir. Depuis l'expansion de la violence dans le pays, est entretenue l'idée que ces populations sont des vecteurs privilégiés du djihadisme ou qu'elles sont surreprésentées dans les groupes djihadiste³⁹⁷. Ces préjugés et amalgames ont perduré en parallèle avec les nombreux recrutements de djihadistes parmi elles au cours du conflit³⁹⁸.

Stratégiquement, les militants islamistes se sont concentrés sur l'histoire des Peuls et sur la création d'un fossé entre les Peuls et les autres groupes ethniques du Burkina Faso pour favoriser leur recrutement. Bien que la majorité des Peuls ne participent pas aux attaques violentes, ils en sont largement tenus comme responsables. De nombreux djihadistes du nord du Burkina Faso sont peuls et prétendent représenter et protéger le peuple peul contre le gouvernement et les groupes ethniques rivaux. Aussi, les jeunes peuls déscolarisés témoins d'exécutions extrajudiciaires par les forces armées utilisent ces expériences traumatisantes ou cette marginalisation³⁹⁹ « pour susciter de nouvelles tensions et favoriser le recrutement »⁴⁰⁰.

De plus, la région du Sahel, épicerie des violences, peuplée en majorité de Peuls, est aussi le lieu de naissance du premier groupe djihadiste burkinabé⁴⁰¹ et de deux prédicateurs radicaux du Sahel ouest-africain, Amadou Koufa et Ibrahim Malam Dicko, également peuls⁴⁰². L'ICG précisait toutefois en octobre 2017 qu'Ansarul Islam n'est pas un groupe de défense des Peuls et qu'à ce moment, la revendication ethnique et identitaire était marginale dans son discours⁴⁰³. Un autre rapport d'ICG, publié en février 2020, insistait sur le fait que les djihadistes recrutent au-delà des Peuls et ont pu bénéficier du soutien de personnalités ou de communautés d'autres groupes ethniques :

« La surreprésentation présumée de la communauté peul parmi les jihadistes traduit moins une prédisposition au jihad que l'exposition particulière des éleveurs et des propriétaires fonciers peul à des situations d'injustice et leur plus faible intégration aux institutions étatiques, à commencer par l'école publique »⁴⁰⁴.

Un doctorant-chercheur à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar écrit en octobre 2020 que les Peuls engagés auprès des groupes djihadistes expriment aujourd'hui « surtout le besoin d'une certaine justice sociale et la revalorisation de leur statut social », ce dans un « ordre social qui leur est largement défavorable »⁴⁰⁵.

Cette perception d'une association entre les Peuls et les insurgés islamistes a conduit à une série d'exécutions et de meurtres de vengeance perpétrés par les *koglweogo* ainsi que par des unités de l'armée burkinabé⁴⁰⁶. Face à ces exécutions arbitraires, l'ODDH évoque en juin 2020 la crainte d'un futur génocide des Peuls⁴⁰⁷.

Des Peuls sédentaires et urbanisés ont également été accusés de collaborer avec les autorités et ont été victimes d'assassinats, selon un expert de l'ICG interrogé par l'AFP⁴⁰⁸.

³⁹⁷ FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#) ; CESA, 24/04/2020, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#) ; ACRESA (Thiaw P. O.), 05/10/2020, [url](#)

³⁹⁸ Mediapart (Hume F. Macadré O.), 02/12/2019, [url](#) ; France Culture, 13/12/2019, [url](#) ; Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 28/05/2020, [url](#)

³⁹⁹ ACRESA (Thiaw P. O.), 05/10/2020, [url](#)

⁴⁰⁰ ACAPS, 10/2020, [url](#)

⁴⁰¹ ICT, 02/2020, [url](#) ; HRW, 22/03/2019, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

⁴⁰² Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

⁴⁰³ ICG, 12/10/2017, [url](#)

⁴⁰⁴ ICG, 24/02/2020, [url](#)

⁴⁰⁵ ACRESA (Thiaw P. O.), 05/10/2020, [url](#)

⁴⁰⁶ ICT, 02/2020, [url](#)

⁴⁰⁷ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

⁴⁰⁸ AFP, 10/2020, [url](#)

Dans son rapport de mars 2019, HRW souligne le fait que les actes d'intimidation des islamistes armés (menaces de représailles en cas de dénonciation, obligation de respecter une interprétation stricte de l'islam) visent tous les principaux groupes ethniques présents dans la région du Sahel (Bella, Foulsé, Mossi ou Peul). Toutefois, « la majorité des assassinats présumés et des pillages de bétail visaient des membres des communautés bella, foulsé et mossi, en raison de leur prétendu soutien au gouvernement »⁴⁰⁹.

Dans ses rapports de mai 2018, mars 2019 et juillet 2020, HRW souligne que la grande majorité des victimes des abus commis par les forces de sécurité dans les cas documentés sont des membres du groupe ethnique peul⁴¹⁰. Certaines de ces violences, parfois sous forme de représailles, sont expliquées au chapitre 4.3.

Des collectifs de la société civile accusent également les services de sécurité d'exactions sur la communauté peule (arrestations arbitraires et exécutions extra-judiciaires)⁴¹¹. Le 13 juin 2020, plus de 700 personnes ont par exemple manifesté à Fada N'Gourma pour dénoncer l'insécurité et les exactions contre la communauté peule⁴¹².

Suite au massacre de janvier 2019 à Yirgou, le parquet du tribunal de grande instance de Kaya a ouvert deux enquêtes judiciaires⁴¹³ mais la justice est au point mort. A la date du 20 décembre 2020, treize personnes ont été mises en examen, onze d'entre elles sont en détention et deux restent en liberté, selon un procureur interrogé par la CENOZO. Selon l'avocat des victimes, une des raisons avancées pour expliquer la lenteur dans le traitement du dossier serait la résistance des groupes d'autodéfense⁴¹⁴. Cette paralysie judiciaire révolte la communauté peule et entretient un sentiment d'injustice qui a ouvert la voie à un cycle de violences et de représailles, comme à Arbinda⁴¹⁵. Différentes sources estiment que l'insurrection armée locale dans la région du Centre-Nord tient particulièrement à la non-résolution judiciaire de ces attentats à Yirgou et Arbinda (voir *supra*)⁴¹⁶.

Ce contexte d'insécurité provoque un cercle vicieux. L'ICG explique par exemple en février 2020 que le comportement des *koglweogo* accentue ces divisions ethniques :

« Les massacres perpétrés par des Koglweogo, soutenus par une partie des communautés locales, produisent le même effet que les exactions des forces de défense et de sécurité : les Peul se rapprochent des jihadistes à des fins de vengeance, de protection ou même parce que les exactions dont ils sont victimes finissent par les convaincre que les jihadistes disent vrai. Ces derniers ont grandement profité de la détérioration de la situation au Centre-Nord pour étendre leur influence »⁴¹⁷.

D'autre part, l'ICG précise que de nombreux villages, sous la pression, n'ont d'autre choix que de se soumettre à l'autorité djihadiste. Puisque les forces burkinabè « évaluent souvent le degré de radicalisation d'un individu au regard de ses connexions, réelles ou supposées, avec les djihadistes », cet amalgame produit une prophétie autoréalisatrice : l'entourage des personnes visées par les autorités se dirigent vers les djihadistes pour y obtenir une protection ou par vengeance⁴¹⁸.

⁴⁰⁹ HRW, 22/03/2019, [url](#)

⁴¹⁰ HRW, 05/2018, [url](#) ; HRW, 22/03/2019, [url](#) ; HRW, 08/07/2020, [url](#) ; RFI, 16/08/2020, [url](#)

⁴¹¹ Mediapart (Hume F. Macadré O.), 02/12/2019, [url](#) ; France Culture, 13/12/2019, [url](#) ; Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#)

⁴¹² RFI, 14/06/2020, [url](#)

⁴¹³ Une première pour l'assassinat du chef de Yirgou et les membres de sa famille et une deuxième pour le massacre des membres de la communauté peule.

⁴¹⁴ CENOZO, 11/02/2021, [url](#)

⁴¹⁵ France Culture, 13/12/2019, [url](#)

⁴¹⁶ The Conversation (Savado M.), 16/03/2021, [url](#) ; LVSL (Bihan T.), 23/09/2020, [url](#)

⁴¹⁷ ICG, 24/02/2020, [url](#)

⁴¹⁸ ICG, 24/02/2020, [url](#)

Ce désir de vengeance est également mis en avant dans une tribune de la directrice Afrique de l'Ouest de HRW, publiée dans Le Monde à la fin du mois de juin 2020 :

« [...] des dizaines de leaders communautaires et de chefs de village, ainsi que des islamistes armés, m'ont confié qu'avant toute chose, c'est pour se venger des exécutions extrajudiciaires et autres exactions commises par les militaires et les milices progouvernementales que de nouvelles recrues rejoignent les rangs islamistes. Autrement dit, les atrocités commises par des militaires favorisent le recrutement par les groupes armés »⁴¹⁹.

5.4. En fonction de la religion

Les musulmans représentent 60 % de la population burkinabè tandis que les chrétiens animistes sont environ 40 %⁴²⁰. Dans la zone du Liptako Gourma, les populations sont presque exclusivement musulmanes⁴²¹.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos (IRD et Peace Research Institute) rappelait en 2019 que l'accès à la terre ou aux couloirs de transhumance constitue un enjeu majeur et que la religion n'est qu'un vernis. La radicalisation de l'islam se dissipe derrière des réalités beaucoup plus pragmatiques. L'islam va seulement légitimer ces combats mais n'est pas à l'origine de ces derniers. L'expert attribue la dégradation de la situation bien plus à la mauvaise gouvernance des conflits (répression sanglante pour les uns et impunité pour les autres) qu'à une radicalisation islamique⁴²².

Un rapport de la FES sur les droits de l'homme en Afrique de l'Ouest, publié en juin 2020, souligne que plusieurs dignitaires religieux ont été assassinés par le GSIM dans la province du Soum. Il précise que « [l]a plupart de ces victimes appartiennent à des confréries soufies qui prônent la tolérance et le respect de la vie et de la dignité humaine. Pour les groupes armés qui se réclament du salafisme, l'islam soufi est une déviation religieuse qu'il faut combattre, même de manière violente »⁴²³.

Même si quelques incidents ont visé des non-musulmans⁴²⁴, dans le but probable de briser la coexistence jusque là pacifique entre chrétiens et musulmans dans le pays⁴²⁵, le facteur religieux semble, selon les sources, secondaire. Un spécialiste de l'islam et de la politique en Afrique de l'université de Cincinnati écrit à ce propos en octobre 2020 que, même si des tensions existent, le pays a évité jusqu'à présent les pires scénarios en termes de violence entre musulmans et chrétiens⁴²⁶.

⁴¹⁹ Le Monde, 29/06/2020, [url](#)

⁴²⁰ Counter Extremism Project, 14/12/2018, [url](#)

⁴²¹ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

⁴²² France Culture, 13/12/2019, [url](#)

⁴²³ FES, 2020, [url](#)

⁴²⁴ La Croix (Sarr L.), 13/05/2019, [url](#) ; Le Pays via Courrier international, 14/05/2019, [url](#) ; WANEP, 21/05/2019 ; JA, 26/05/2019, [url](#)

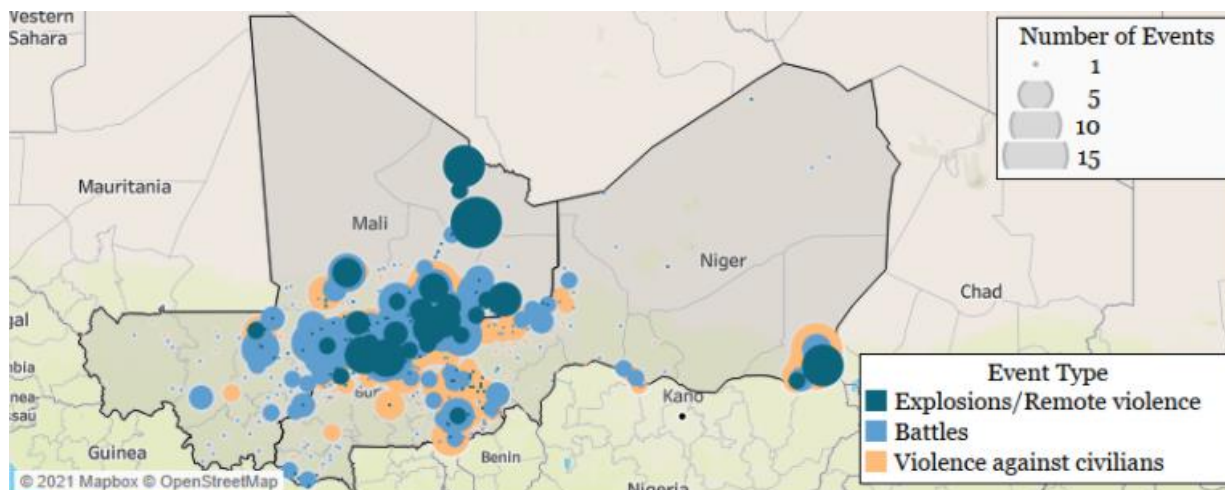
⁴²⁵ Le Pays via Courrier international, 14/05/2019, [url](#) ; Reuters (Peyton N.), 16/05/2019, [url](#) ; RFI, 14/05/2019, [url](#)

⁴²⁶ Sahel Blog (Thurston A.) [blog], 06/10/2020, [url](#)

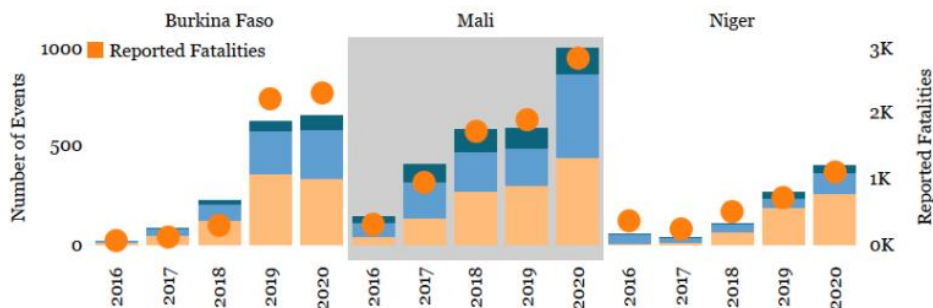
6. Répartition géographique

6.1. Au Sahel

Selon les chiffres de l'ACLED, au Mali, au Burkina Faso et au Niger, le nombre d'événements et de décès dus à des actes de violence politique organisés et armés en 2020 a dépassé les totaux de 2019. Cette tendance à l'escalade se poursuit pour la cinquième année consécutive⁴²⁷.



Violence politique organisée au Sahel en 2020⁴²⁸



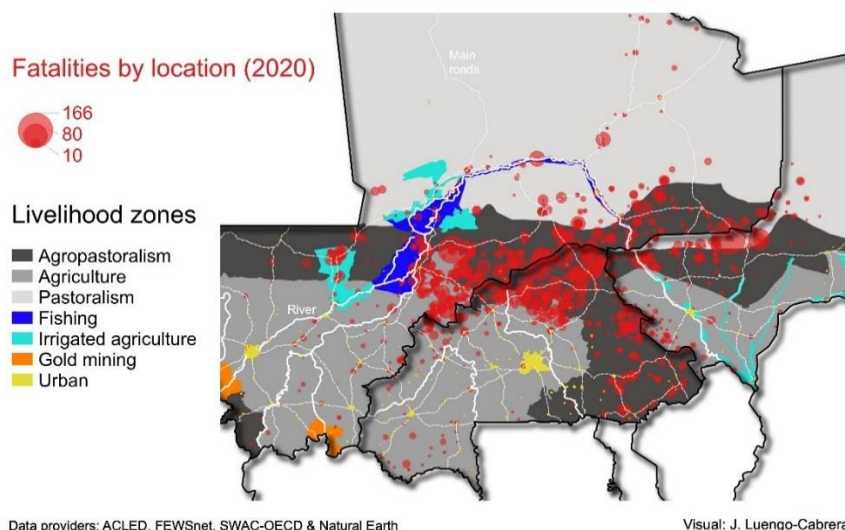
Violence politique organisée au Sahel en 2020⁴²⁹

Le graphique suivant reprend la violence armée meurtrière et les zones de subsistance par principale activité économique dans le Liptako-Gourma pour l'année 2020 :

⁴²⁷ ACLED, 02/2021, [url](#)

⁴²⁸ ACLED, 02/2021, [url](#)

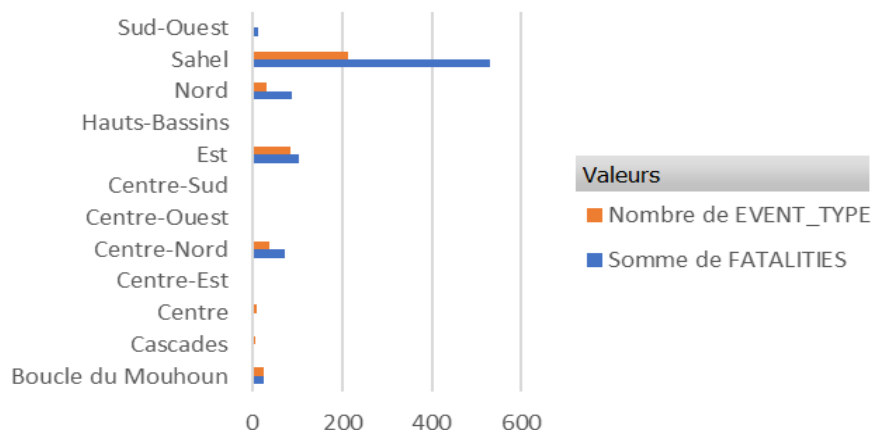
⁴²⁹ ACLED, 02/2021, [url](#)



Violence armée meurtrière et zones de subsistance par principale activité économique dans le Liptako-Gourma⁴³⁰

6.2. Au Burkina Faso

Selon les données de l'ACLED, du 1^{er} juillet 2020 au 19 mars 2021, la région du Sahel a été la plus touchée par l'insécurité (529 victimes) suivie par les régions de l'Est (102 victimes), du Nord (86 victimes) et du Centre-Nord (71 victimes)⁴³¹. Le graphique suivant comptabilise le nombre d'incidents et de victimes par région durant cette période :



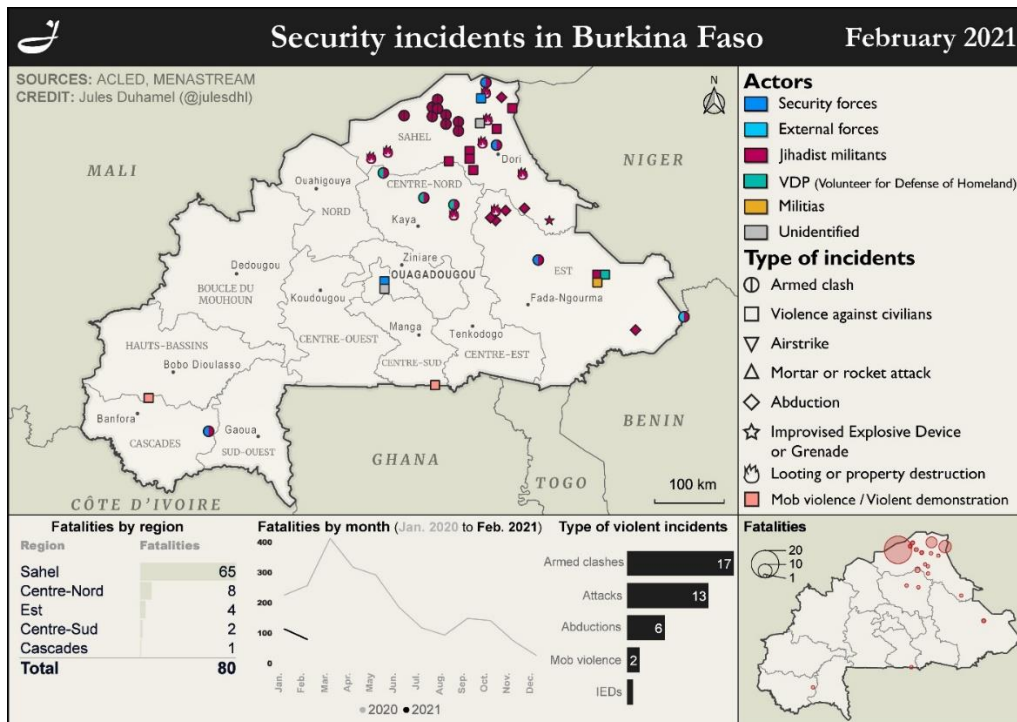
Nombre d'incidents et de victimes par région du 1er juillet 2020 au 19 mars 2021⁴³²

Les cartes qui suivent localisent et caractérisent, de décembre 2020 à février 2021, les violences djihadistes, mais aussi celles des forces de sécurité, des groupes armés non identifiés, ainsi que les violences intercommunautaires :

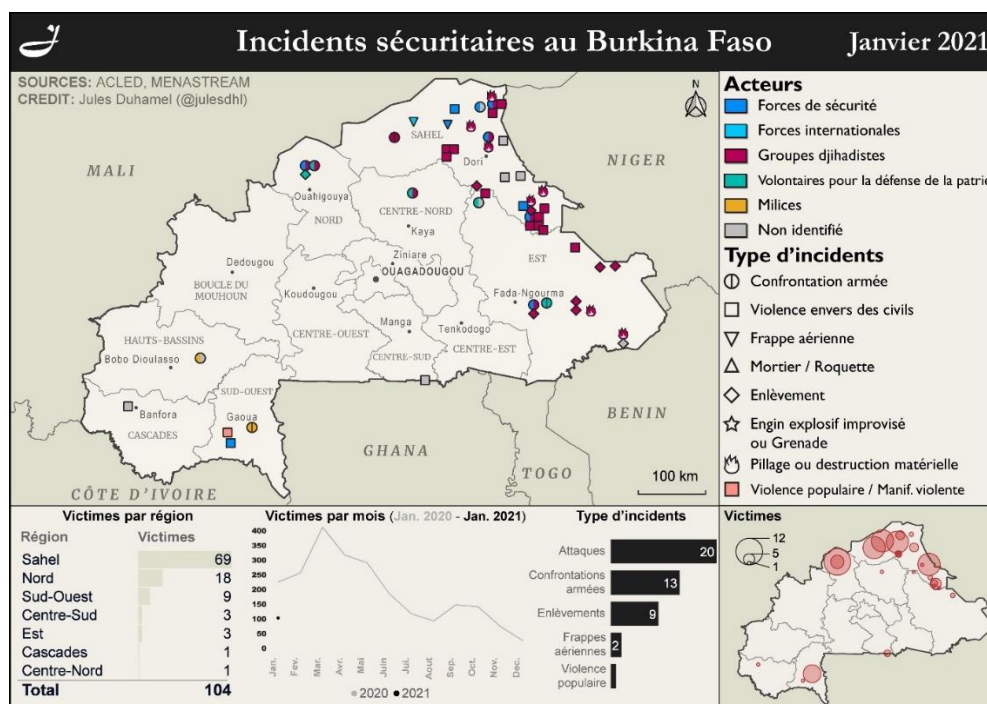
⁴³⁰ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 21/03/2021, [url](#)

⁴³¹ ACLED, 19/03/2021, [url](#)

⁴³² ACLED, 19/03/2021, [url](#)



Fatalities

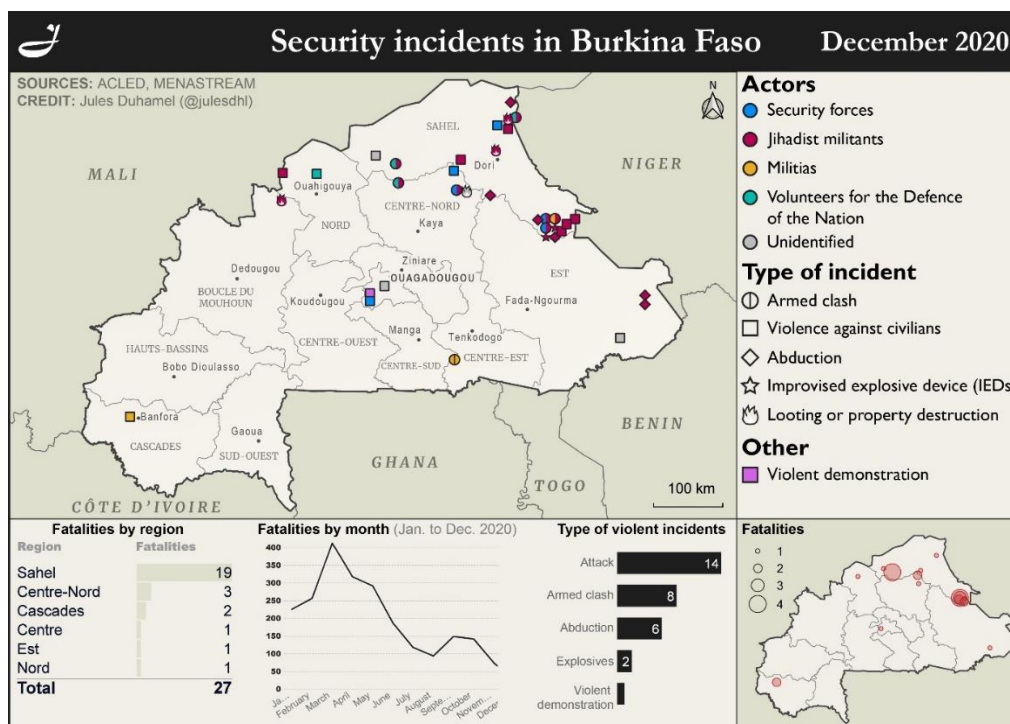
 Localisation et qualification des incidents sécuritaires au Burkina Faso en février 2020⁴³³


Victimes

 Localisation et qualification des incidents sécuritaires au Burkina Faso en janvier 2021⁴³⁴

⁴³³ Duhamel J., 12/03/2021, [url](#)

⁴³⁴ Duhamel J., *Security incidents in Burkina Faso, January 2021, 02/2021*, [url](#)



Localisation et qualification des incidents sécuritaires au Burkina Faso en décembre 2020⁴³⁵

Des rapports compilent les incidents de sécurité aux niveaux national et régional pour les mois de décembre 2020⁴³⁶, janvier 2021⁴³⁷ et février 2021⁴³⁸. Ils comprennent des cartes et une liste complète des incidents pour chaque région. Les données proviennent de l'ACLED et de Menastream.

Les zones du nord et de l'est du pays semblent demeurer le point de mire des groupes islamistes depuis de nombreux mois⁴³⁹. Selon les travaux de José Luengo-Cabrera (ICG), les décès liés à des attaques djihadistes dans la région de l'Est, du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020, se répartissent de la manière suivante :

⁴³⁵ Duhamel J., *Security incidents in Burkina Faso, January 2021*, 02/2021, [url](#)

⁴³⁶ Duhamel J., *Security incidents in Burkina Faso, December 2020*, 01/2021, [url](#)

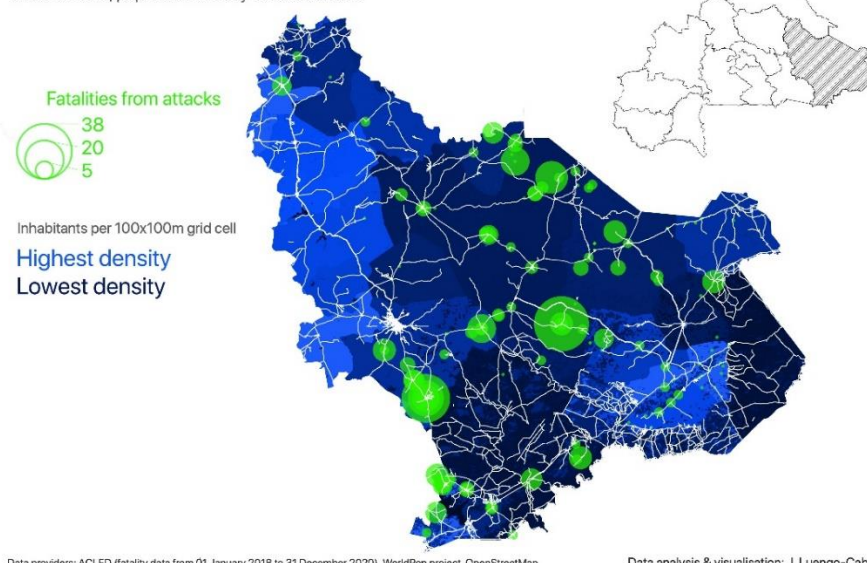
⁴³⁷ Duhamel J., *Maps of Security incidents in Burkina Faso. January 2021*, 02/2021, [url](#)

⁴³⁸ Duhamel J., *Maps of Security incidents in Burkina Faso. February 2021*, 03/2021, [url](#)

⁴³⁹ ICG, 29/01/2020, [url](#)

Eastern Burkina Faso

Jihadi attacks, population density & road network

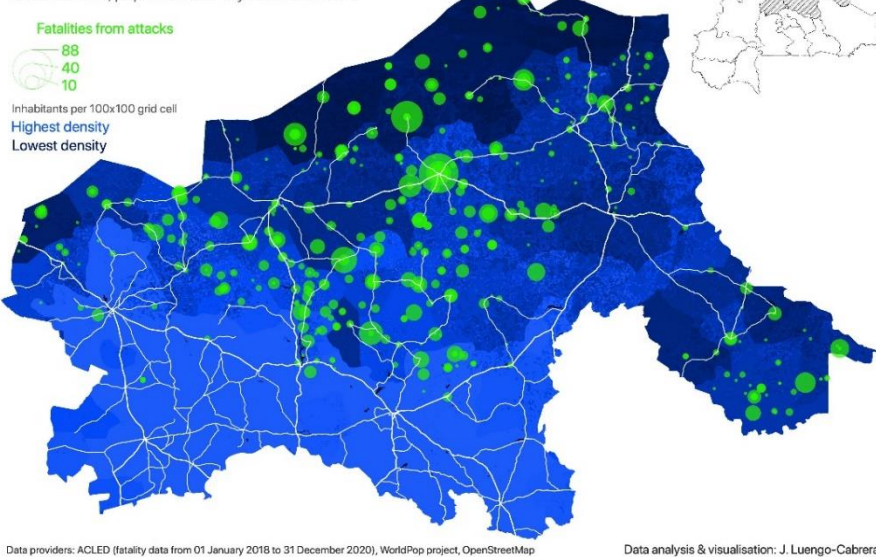


Attaques djihadistes, densité de population et réseau routier dans la région de l'Est⁴⁴⁰

Durant la même période, les décès liés à des attaques djihadistes dans les régions du Nord, du Sahel et du Centre-Nord se répartissent de la manière suivante :

Northern Burkina Faso

Jihadi attacks, population density & road network



Attaques djihadistes, densité de population et réseau routier dans la région du nord⁴⁴¹

⁴⁴⁰ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Eastern Burkina Faso: deadly jihadi attacks, population density & road network* [Twitter post], 17/02/2021, [url](#)

⁴⁴¹ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Northern Burkina Faso: deadly jihadi attacks, population density & road network* [Twitter post], 17/02/2021, [url](#)

Un rapport de février 2021 du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et du MBDHP constate que les attaques des groupes armés non identifiés se sont accentuées dans la région du Sahel en janvier 2021, surtout dans la province du Yagha. Ce rapport effectue un suivi des déplacements internes et des incidents sécuritaires dans les différentes provinces de cette région⁴⁴². Des rapports similaires couvrant janvier 2021 existent pour les régions du Nord⁴⁴³, du Centre-Nord⁴⁴⁴, de l'Est⁴⁴⁵ et de la Boucle du Mouhoun⁴⁴⁶.

Des crimes et des attaques à petite échelle sont observés dans les régions occidentales et méridionales limitrophes du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire depuis décembre 2018⁴⁴⁷, les régions au sud-ouest et à la frontière avec le Ghana étant « traditionnellement sous l'emprise de groupes criminels » selon un expert londonien de l'Afrique subsaharienne⁴⁴⁸. Des incidents plus isolés survenus dans la région du Sud-Ouest ainsi que les tensions foncières et communautaires à l'ouest du pays démontrent, selon l'ICG, que les djihadistes ont la volonté « de s'étendre au-delà de la partie septentrionale du pays »⁴⁴⁹.

6.3. A Ouagadougou

Entre 2016 et 2018, la capitale Ouagadougou a été touchée par trois attentats d'envergure. Deux attaques perpétrées en 2016 et 2017 contre des cafés et restaurants ont causé la mort de près de 50 personnes, en grande majorité des civils, notamment des étrangers⁴⁵⁰. La troisième attaque a eu lieu le 2 mars 2018, lorsqu'un commando terroriste a tenté de prendre d'assaut le quartier général de l'armée burkinabè ainsi que les locaux de l'ambassade de France. Huit membres des forces de sécurité y ont perdu la vie⁴⁵¹. Ces attentats ont été revendiqués par le GSIM⁴⁵².

Contrairement aux années précédentes, depuis 2019, aucune attaque de grande envergure n'a eu lieu dans la capitale et dans les autres grandes villes du pays, contrairement aux zones rurales⁴⁵³. L'ICT estime que le renforcement de la sécurité dans cette ville, combiné au démantèlement de cellules terroristes, pourrait expliquer l'absence d'incident⁴⁵⁴.

L'ICG indique dans son rapport de février 2020 que les objectifs des djihadistes (à savoir chasser l'Etat pour y instaurer la charia et répondre à des objectifs locaux), se limitent pour l'instant aux territoires ruraux⁴⁵⁵. LODDH précise que les groupes terroristes cherchent avant tout à renverser l'ordre établi et à changer le système, non à prendre le pouvoir à Ouagadougou. Leur *modus operandi* consiste à s'implanter dans des zones dans lesquelles ils peuvent bénéficier d'une certaine autonomie et de la reconnaissance des populations⁴⁵⁶.

⁴⁴² HCR, MBDHP, 15/02/2021, [url](#)

⁴⁴³ HCR, INTERSOS, *Rapport mensuel de monitoring de protection Janvier 2021 – Nord*, 02/03/2021, [url](#)

⁴⁴⁴ HCR, ICAHD International, 03/03/2021, [url](#)

⁴⁴⁵ HCR, INTERSOS, 03/03/2021, [url](#)

⁴⁴⁶ HCR, INTERSOS, *Rapport mensuel de monitoring de protection Janvier 2021 - Boucle du Mouhoun*, 02/03/2021, [url](#)

⁴⁴⁷ ACAPS, 01/11/2019, [url](#) ; RFI, 06/01/2020, [url](#) ; Lefaso.net, 21/06/2020, [url](#)

⁴⁴⁸ JA (Coulibaly N.), 08/11/2019, [url](#)

⁴⁴⁹ ICG, 24/02/2020, [url](#)

⁴⁵⁰ France 24, 18/01/2016, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M.), 14/08/2017, [url](#)

⁴⁵¹ ISSAT, DCAF, 13/08/2018

⁴⁵² Libération (Macé C.), 12/05/2019, [url](#)

⁴⁵³ Savadogo M., chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel, entretien téléphonique, 31/03/2021

⁴⁵⁴ ICT, 02/2020, [url](#)

⁴⁵⁵ ICG, 24/02/2020, [url](#)

⁴⁵⁶ ODDH, 22/06/2020, [url](#)

Un reportage publié par le NYT en juin 2020 explique que la vie continue à Ouagadougou, et ce malgré la plus grande crise de déplacements de populations qu'ait connu le pays⁴⁵⁷. Un journaliste d'Al Jazeera relève toutefois en décembre 2020 que de nombreux déplacés internes mendient dorénavant aux carrefours de la capitale⁴⁵⁸. Les acteurs humanitaires affirment que le gouvernement a été lent à reconnaître la crise et à admettre la présence de personnes déplacées dans cette ville⁴⁵⁹.

L'UNFPA constate en novembre 2020 que la détérioration de la sécurité touche particulièrement les milieux ruraux, là où pour 80 % de la population active, le pastoralisme ou l'agropastoralisme sont le seul moyen d'existence⁴⁶⁰.

Le Cedoca a contacté Mahamoudou Savadogo, chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel, et lui a demandé si les services de base (hôpitaux, écoles, marchés, administrations, transports, etc.) fonctionnent normalement dans la capitale. Lors d'un entretien téléphonique le 31 mars 2021, il confirme que la situation reste sous contrôle dans les grandes villes. Il note toutefois une augmentation, non de l'insécurité liée au terrorisme, mais de l'insécurité liée à la criminalité. Il constate une sophistication des modes opératoires et des armes utilisées dans les attaques ainsi qu'une augmentation de leur fréquence. Sur les raisons de cette augmentation, le chercheur avance deux hypothèses. D'une part, elle pourrait être liée à la présence aux bords des grandes villes (à 50 ou 100 km par exemple) de très nombreux DPI qui se retrouvent dans des situations de pauvreté. D'autre part, elle pourrait s'expliquer par la circulation croissante des armes, de plus en plus nombreuses, notamment suite au programme des VDP⁴⁶¹.

7. Déplacements de population

Pour la première fois de son histoire, le Burkina Faso est confronté à des déplacements internes⁴⁶². En juin 2020, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) note « de plus en plus de déplacements secondaires »⁴⁶³.

Selon une communication des Nations unies de mars 2021, un million de personnes ont été chassées de chez elles par des groupes armés en seulement un an. Il s'agit de la crise de déplacement qui connaît la croissance la plus rapide au monde⁴⁶⁴. Avec un accroissement de 75 % de déplacements de population en 2020, le Burkina Faso concentre désormais à lui seul plus de 67 % des 1,6 millions de déplacés internes (PDI) dénombrés dans les trois pays du Sahel⁴⁶⁵.

Du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2020, le nombre de PDI a augmenté de 92 %, avec un ralentissement observé au cours du dernier trimestre 2020⁴⁶⁶. Ils sont, à la date du 28 février 2021, 1,121 millions :

⁴⁵⁷ NYT (Maclean R.), 22/06/2020, [url](#)

⁴⁵⁸ AJ (Wilkins H.), 16/12/2020, [url](#)

⁴⁵⁹ AP (Mednick S.), 12/02/2021, [url](#)

⁴⁶⁰ UNFPA, 13/11/2020, [url](#)

⁴⁶¹ Savadogo M., chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel, entretien téléphonique, 31/03/2021

⁴⁶² OCHA, 15/02/2019, [url](#)

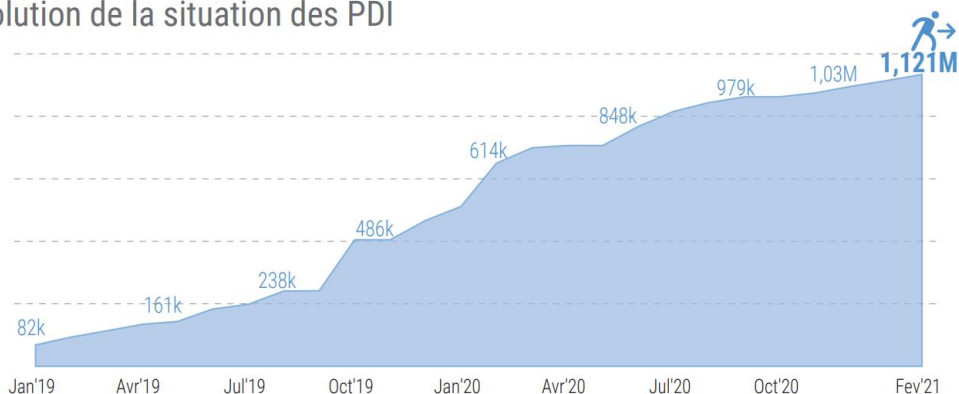
⁴⁶³ OCHA, 05/06/2020, [url](#)

⁴⁶⁴ OCHA, 04/03/2021, [url](#) ; VOA, 22/03/2021, [url](#)

⁴⁶⁵ OCHA, 29/01/2021, [url](#)

⁴⁶⁶ OCHA, 27/01/2021, [url](#)

Evolution de la situation des PDI

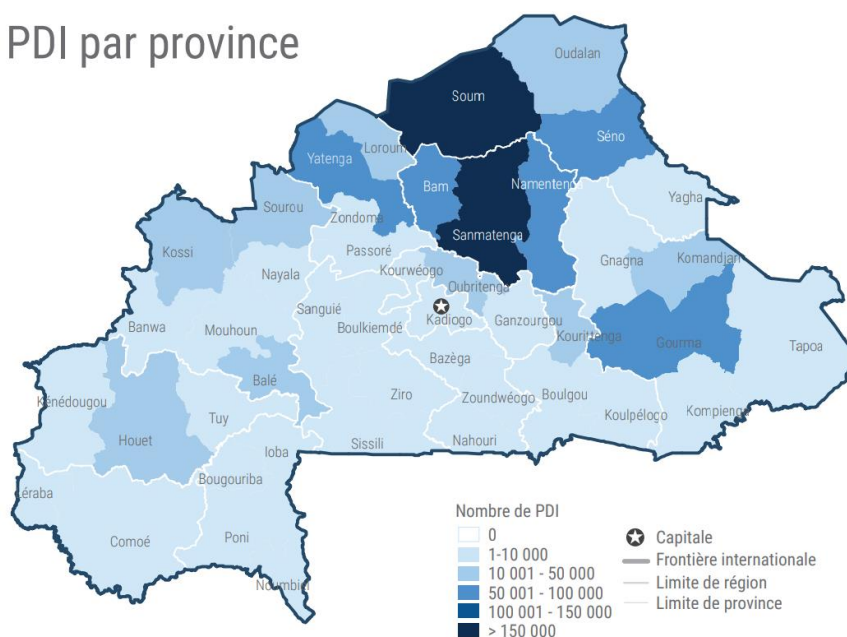


Evolution de la situation des PDI⁴⁶⁷

La majorité des déplacés sont des femmes et des enfants⁴⁶⁸. Parmi toutes ces personnes, on estime à 140.000 le nombre de personnes handicapées qui luttent contre la discrimination, la stigmatisation, l'exploitation et pour l'accès à l'aide⁴⁶⁹.

Les régions du Centre-Nord (39,7 %), du Sahel (31,7 %) et, dans une moindre mesure, du Nord (8,3 %) et de l'Est (7,6 %) sont les plus touchées⁴⁷⁰. La répartition de ces PDI par province se fait de la manière suivante :

PDI par province



Répartition des PDI au 31/12/2020⁴⁷¹

⁴⁶⁷ OCHA, *Burkina Faso - Situation des personnes déplacées internes (PDI) au 28 février 2021*, 18/03/2021, [url](#)

⁴⁶⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#)

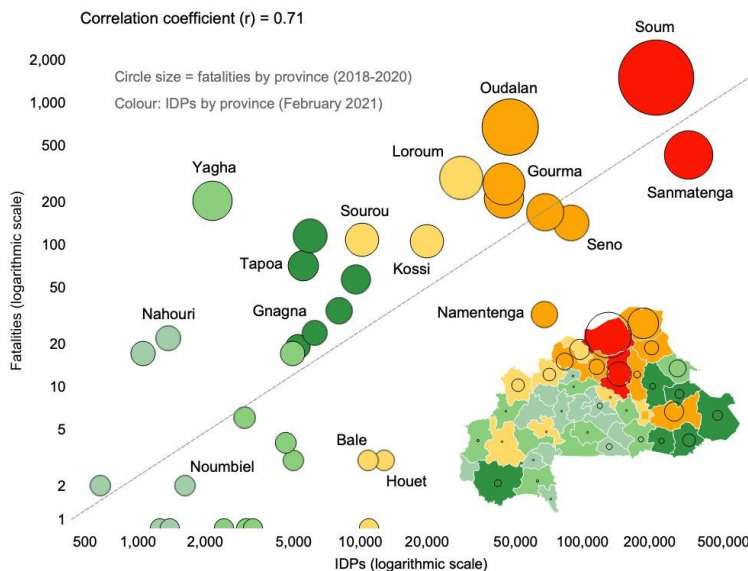
⁴⁶⁹ VOA, 22/03/2021, [url](#)

⁴⁷⁰ CONASUR, 28/02/2021, [url](#)

⁴⁷¹ OCHA, *Burkina Faso - Situation des personnes déplacées internes (PDI) au 28 février 2021*, 18/03/2021, [url](#)

Les villes du Sahel font difficilement face à l’afflux massif de nouveaux habitants et voient leurs projets et infrastructures mis en difficulté⁴⁷².

Selon les recherches menées par José Luengo-Cabrera (ICG), il existe, en février 2021 et au niveau des provinces, une corrélation positive et forte entre la violence et les PDI, notamment dans les provinces du Soum et de Sanmatenga :



Data providers: ACLED, OCHA & CONASUR
Data analysis & visualisation: J. Luengo-Cabrera

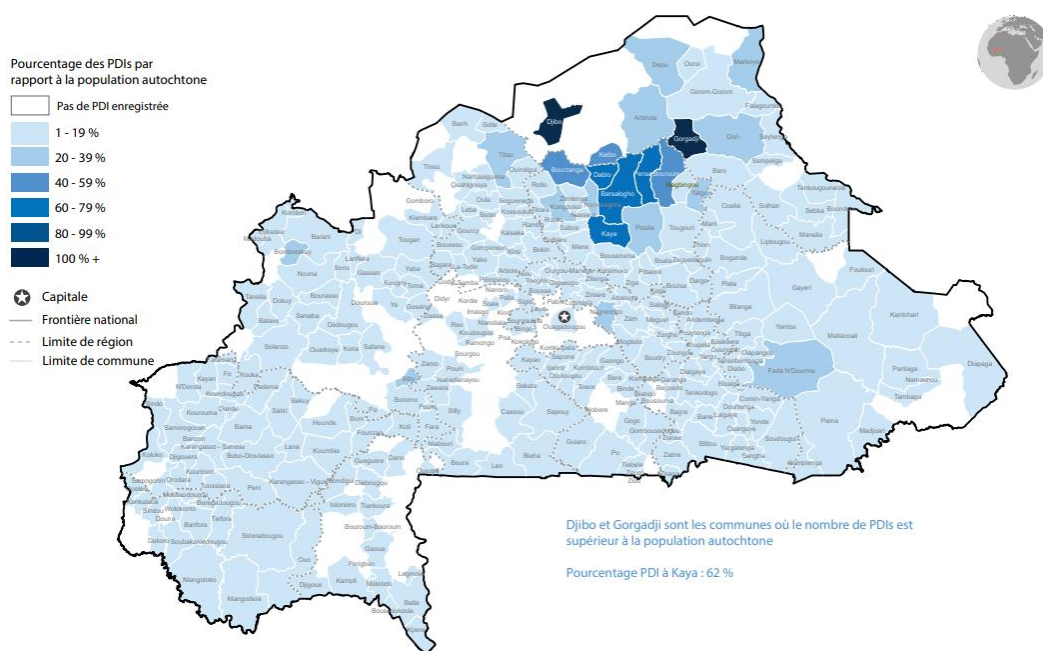
Corrélation entre les incidents violents et les PDI en février 2021⁴⁷³

Les communautés d'accueil ont généreusement accueilli un grand nombre de ces personnes déplacées et leur ont accordé une certaine protection, selon les Nations unies. Dans certains endroits, les PDI sont trois fois plus nombreuses que les résidents⁴⁷⁴. La carte suivante mesure le pourcentage de PDI par rapport à la population autochtone au 31 Janvier 2021. Leur nombre est supérieur à celui de la population autochtone dans deux communes de la région du Sahel :

⁴⁷² Africanews, 19/11/2020, [url](#)

⁴⁷³ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 29/03/2021, [url](#)

⁴⁷⁴ OCHA, 04/03/2021, [url](#)



Pourcentage des PDI par rapport à la population autochtone au 28 février 2021⁴⁷⁵

Chaque année, le Norwegian Refugee Council (NRC) présente une liste des crises de déplacements basée sur trois critères : le manque de volonté politique, le manque d'attention des médias et le manque d'aide internationale. Le Burkina Faso est un nouveau venu sur la liste publiée en juin 2020 où il occupe la troisième place, derrière le Cameroun et la République démocratique du Congo⁴⁷⁶.

L'ISSAT notait en février 2020 que les PDI sont confrontées à plusieurs problèmes (insécurité alimentaire et accès limité aux champs et aux marchés, accès difficiles aux services de base tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, etc.)⁴⁷⁷. Ces problèmes restent d'actualité. Par exemple, plus de 75 % des déplacés n'ont pas de logement adéquat⁴⁷⁸. Par ailleurs, le changement climatique complique également le quotidien des déplacés qui doivent cultiver en dehors de leurs terres afin de nourrir leur famille⁴⁷⁹. Enfin, selon Lefaso.net, des djihadistes sont présents dans certains camps de DPI et y effectuent des trafics et recrutements⁴⁸⁰.

Les DPI qui rentrent chez eux sont aussi confrontés à des grandes difficultés. De nombreux déplacés internes regagnent leur village et retrouvent leurs biens détruits, selon un reportage du journal Sidwaya⁴⁸¹. Aussi, en octobre 2020, un convoi de PDI rentrant chez eux a été attaqué dans la province de Sanmatenga (région du Centre-Nord). Les 46 personnes ont été prises en embuscade et 25 hommes parmi elles ont été tués⁴⁸².

Enfin, à la date du 31 janvier 2021, 20.256 personnes se sont réfugiées au Burkina Faso au départ de pays voisins, dont 19.823 Maliens⁴⁸³.

⁴⁷⁵ OCHA, *Burkina Faso - Pourcentage des personnes déplacées internes par rapport à la population autochtone au 28 février 2021*, 18/03/2021, [url](#)

⁴⁷⁶ NRC, 10/06/2020, [url](#)

⁴⁷⁷ ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

⁴⁷⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#)

⁴⁷⁹ AJ (Mednick S.), 27/07/2020, [url](#)

⁴⁸⁰ Lefaso.net, 16/03/2021, [url](#)

⁴⁸¹ Sidwaya (Siribie D.), 02/02/2021, [url](#)

⁴⁸² HCR, 07/10/2020, [url](#)

⁴⁸³ HCR, 31/01/2021, [url](#)

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Situation humanitaire

La population du Burkina Faso vit à 90 % de l'agriculture et de l'élevage. Aussi, 40 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Plusieurs sources relèvent que l'insécurité aggrave encore cette situation⁴⁸⁴.

L'année 2020 fut la plus difficile des dernières années sur le plan humanitaire⁴⁸⁵, les populations se retrouvant souvent prises en étau entre les groupes armés, les violences intercommunautaires et les opérations militaires⁴⁸⁶. Le Burkina Faso est sur le point d'entrer dans une crise prolongée selon un représentant des Nations unies en février 2021⁴⁸⁷.

Selon une enquête menée par REACH auprès de 5.945 ménages entre le 14 juillet et le 15 août 2020, « la vaste majorité des ménages du Burkina Faso ont été identifiés comme ayant des besoins multisectoriels, et près de la moitié avaient un niveau extrême de besoins ». Cette proportion est plus faible dans la région du Centre qui englobe la ville de Ouagadougou. Les besoins en eau, hygiène et assainissement sont particulièrement courants⁴⁸⁸, et ont augmenté de plus de 300 % de 2019 à 2020, notamment en raison de l'afflux de déplacés⁴⁸⁹.

L'indice de risque INFORM du Disaster Risk Management Knowledge Centre de la Commission européenne standardise différents indicateurs en transformant leurs valeurs en une échelle numérique commune. Il donne une image détaillée du risque et de ses composantes pour chacune des régions du Burkina Faso⁴⁹⁰. L'annexe 3 reprend ce tableau détaillé.

L'Assessment Capacities Project (ACAPS) estime que « l'accès à l'aide humanitaire pour les Peuls est difficile et les hommes n'accompagnent souvent pas les femmes pendant le déplacement ». L'ACAPS ignore par ailleurs « si ceux qui ne partent pas se cachent, s'occupent de leur bétail ou rejoignent des groupes armés »⁴⁹¹. Plus globalement, l'ACAPS constate un déficit d'informations concernant les besoins humanitaires de cette communauté :

« Les tensions intercommunautaires, la méfiance envers les autorités burkinabé et le faible accès à l'aide humanitaire conduisent à d'importants déficits d'information sur la population peul. Il est difficile de connaître leurs besoins et leurs emplacements précis après des déplacements ou des attaques. Il n'existe pas de données permettant d'évaluer dans quelle mesure se produit le recrutement d'enfants peuls non scolarisés dans des groupes armés »⁴⁹².

En juillet 2020, 18.000 personnes se trouvaient dans des endroits non accessibles aux intervenants humanitaires⁴⁹³. L'accès humanitaire aux communautés touchées reste complexe, particulièrement dans le Nord et le Centre-Nord, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)⁴⁹⁴. La carte ci-dessous illustre les contraintes d'accessibilité à la date du 31 décembre 2021 selon trois niveaux (contraintes faibles/accessible, modérées ou élevées) :

⁴⁸⁴ CNCND, 28/05/2019, [url](#) ; ICG, 28/01/2019, [url](#)

⁴⁸⁵ OCHA, 29/01/2021, [url](#)

⁴⁸⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 02/11/2020, [url](#)

⁴⁸⁷ AP (Mednick S.), 12/02/2021, [url](#)

⁴⁸⁸ REACH, 02/2021, [url](#)

⁴⁸⁹ ACF et al., 2020, [url](#)

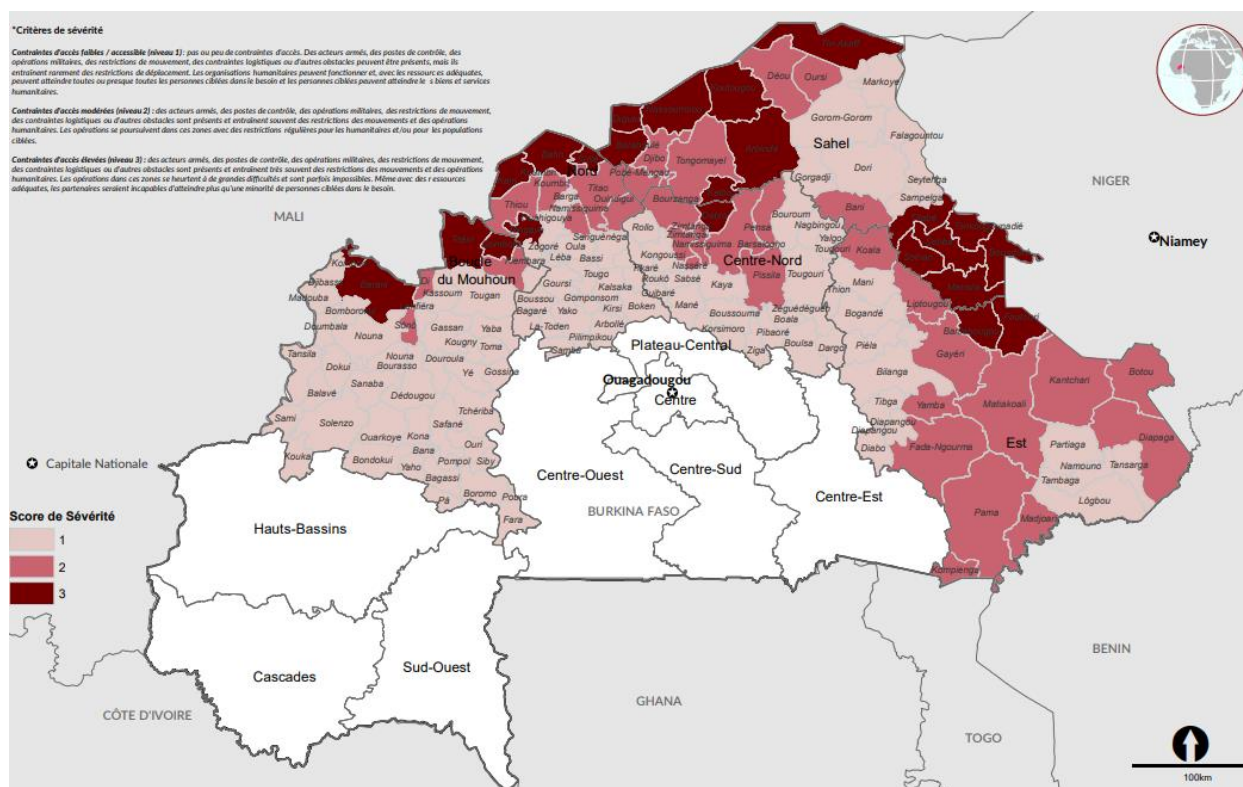
⁴⁹⁰ DRKMC, 15/10/2020, [url](#)

⁴⁹¹ ACAPS, 10/2020, [url](#)

⁴⁹² ACAPS, 10/2020, [url](#)

⁴⁹³ OCHA, 07/2020, [url](#)

⁴⁹⁴ Le Figaro, 14/09/2020, [url](#)



Cartographie des contraintes d'accessibilité des opérateurs humanitaire au 31 décembre 2021⁴⁹⁵

Dans un communiqué de presse de mars 2021, suite à la multiplication d'incidents, le CICR « exprime son inquiétude face à la persistance des incidents de violence armée ciblant des personnes civiles, des malades, des agents de santé, des moyens de transport sanitaire et des structures médicales »⁴⁹⁶.

L'insécurité alimentaire a été aggravée par l'insécurité, les déplacements, les conditions météorologiques extrêmes et la crise sanitaire liée au coronavirus⁴⁹⁷. Au total, à la fin de l'année 2020, 3,3 millions de personnes sont confrontées à de graves pénuries, soit deux fois plus qu'en 2019⁴⁹⁸. Les dernières statistiques font apparaître des situations de famine dans une partie du pays, en l'occurrence la région du Sahel, pour la première fois depuis plus de dix ans⁴⁹⁹.

José Luengo-Cabrera (ICG) a compilé les données relatives à la violence armée et à l'insécurité alimentaire du 1er janvier 2021 au 19 mars 2021 :

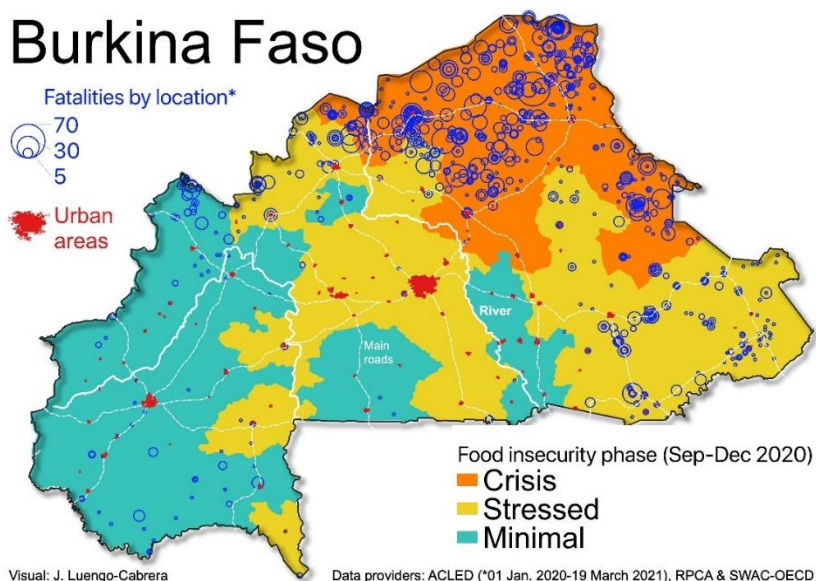
⁴⁹⁵ HCR, 02/02/2021, [url](#)

⁴⁹⁶ CICR, 05/03/2021, [url](#)

⁴⁹⁷ Ouest-France (Douce S.), 25/01/2021, [url](#) ; TNH (Mednick S.), 19/08/2020, [url](#)

⁴⁹⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#)

⁴⁹⁹ UNICEF, 23/02/2021, [url](#) ; TNH (Mednick S.), 19/08/2020, [url](#)



Violence armée et insécurité alimentaire du 1er janvier 2021 au 19 mars 2021⁵⁰⁰

8.2. Infrastructures scolaires

Le Sahel est une région qui présente l'un des taux d'alphabétisation les plus faibles au monde⁵⁰¹. Depuis le début de la crise, des groupes armés ont pris pour cible des écoles et l'éducation a été sévèrement perturbée. Depuis que les premières attaques d'écoles au Burkina Faso ont été enregistrées en 2017, le nombre et la gravité de ces attaques sont en hausse. Des écoles sont incendiées, pillées. Certains enseignants ont été tués, enlevés et menacés par des groupes armés. Dans les endroits où l'enseignement est possible, les enseignants manquent de soutien, de formation et de ressources⁵⁰².

Un rapport de HRW publié en mai 2020 documente des attaques perpétrées contre des élèves, des professionnels de l'éducation et des écoles par des groupes armés islamistes dans six régions du Burkina Faso entre 2017 et 2020. Seul un petit nombre d'attaques a été revendiqué, mais les agresseurs « ont généralement justifié leurs actes en invoquant leur opposition à l'enseignement 'français', insistant pour que les enfants n'étudient que l'arabe et le Coran, voire n'aillent plus du tout en cours »⁵⁰³.

Une liste non exhaustive de ce type d'incidents d'avril à octobre 2020 est recensée par Insecurity Insight, une association qui se consacre à aider les organisations à collecter, gérer et analyser les données sur les personnes en danger⁵⁰⁴.

A la date du 5 décembre 2020, le gouvernement burkinabè a dénombré 2.169 écoles fermées, affectant 306.946 élèves et 12.075 enseignants⁵⁰⁵.

⁵⁰⁰ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 24/03/2021, [url](#)

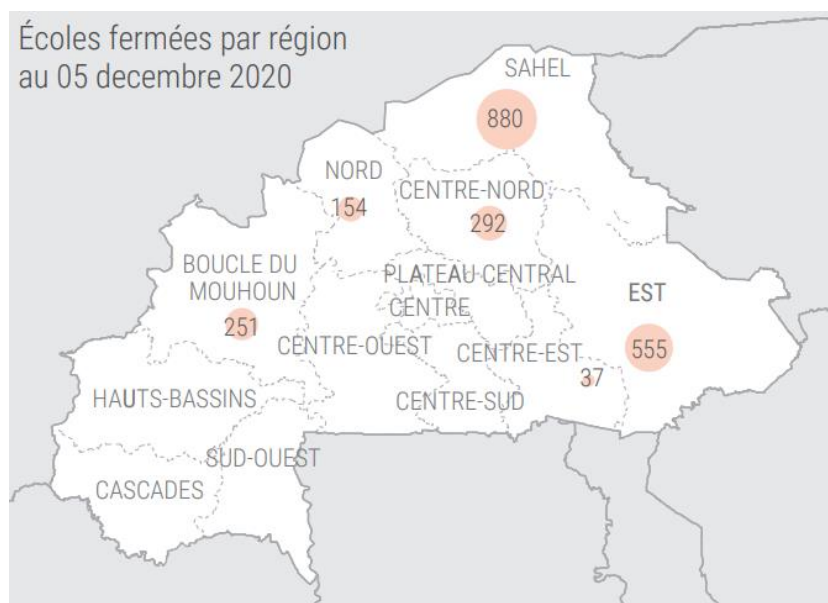
⁵⁰¹ ACF, et al., 2020, [url](#)

⁵⁰² ACAPS, 01/11/2019, [url](#) ; HRW, 26/05/2020, [url](#) ; HRW, 08/09/2021, [url](#)

⁵⁰³ HRW, 26/05/2020, [url](#)

⁵⁰⁴ Insecurity insight, 11/11/2020, [url](#)

⁵⁰⁵ OCHA, 29/01/2021, [url](#) ; Plan International, 17/03/2021, [url](#)



Ecoles fermées par région au 5 décembre 2020⁵⁰⁶

Dans les communautés d'accueil, l'afflux de nouveaux enfants submerge les infrastructures et les écoles sont utilisées comme abris d'urgence⁵⁰⁷.

Dans la région du Sahel, la fréquentation scolaire a chuté à 25 % en deux ans, ce qui a un énorme impact sur les enfants, en particulier sur l'avenir des filles qui seront les moins susceptibles de retourner à l'école à leur réouverture⁵⁰⁸.

8.3. Infrastructures sanitaires

La situation sécuritaire impacte fortement le système de santé. Ainsi, d'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), « [d]es attaques sont perpétrées contre le système de santé, intimidation contre les agents de santé, enlèvement des agents de santé, vols de médicaments, destruction et/ou vols d'ambulances, etc. »⁵⁰⁹. Une liste non exhaustive de ce type d'incidents d'avril à octobre 2020 est recensée par Insecurity Insight⁵¹⁰.

Selon le compte-rendu d'une consultation des acteurs humanitaires organisée en 2020 :

« la majorité de la population n'a pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au Sahel Central, l'accès à la santé est encore plus faible dans la zone du Liptako-Gourma ; toute la zone est largement en dessous des seuils minimums recommandés par l'OMS sur le nombre de professionnels de santé rapporté au nombre d'habitants »⁵¹¹.

L'OCHA note que « la tendance de la fermeture des formations sanitaires ou de leur fonctionnement à minima est restée quasiment la même tout au long de 2020 ». L'organisation note 91 centres de santé fermés, 232 centres de santé fonctionnant à minima⁵¹².

⁵⁰⁶ OCHA, 29/01/2021, [url](#)

⁵⁰⁷ ACAPS, 10/2020, [url](#)

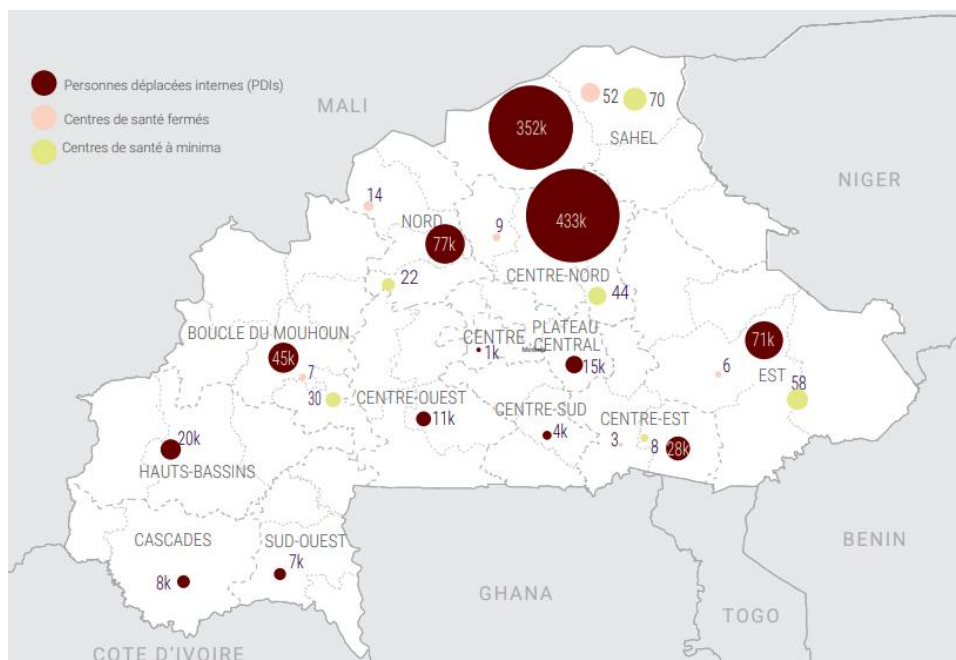
⁵⁰⁸ OCHA, 04/03/2021, [url](#)

⁵⁰⁹ OMS, 12/06/2020, [url](#)

⁵¹⁰ Insecurity Insight, 11/11/2020, [url](#)

⁵¹¹ ACF, et al., 2020, [url](#)

⁵¹² OCHA, 29/01/2021, [url](#)



Situation des personnes déplacées internes et fonctionnalité des centres de santé par région⁵¹³

Dès lors, près d'un million de personnes n'ont pas accès aux soins médicaux et le Covid-19 n'a fait qu'aggraver la situation⁵¹⁴. La FES constate que « l'épidémie de Covid-19 a eu des conséquences sur les droits économiques et sociaux des populations [...] et a empiré la situation sanitaire dans des zones où l'Etat est absent ou faiblement représenté comme la région des Trois frontières »⁵¹⁵.

Au 7 février 2021, le pays dénombre 11.227 cas confirmés de COVID-19 et 134 décès. Les treize régions du pays ont déjà été touchées, celles du Centre et des Hauts-Bassins restant les plus touchées avec plus de 50 % de cas enregistrés⁵¹⁶.

ACAPS résume les mesures de confinement imposées face au Covid-19 de la manière suivante :

« Le 15 mars, le gouvernement annonçait la fermeture de toutes les écoles et universités du pays. Ceci était suivi par une interdiction de tout rassemblements publics, y compris les manifestations et les services religieux, d'un couvre-feu, de la fermeture des frontières ainsi que la fermeture du marché de Ouagadougou. Les villes de Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Dedougou, Hounde, Banfora, Manga et Zorgho étaient en quarantaine avec interdiction d'entrées et sorties. Fin avril commençait la première phase de sortie de confinement avec l'ouverture du marché de Ouagadougou. La levée d'interdiction de voyage vers les villes mises en quarantaine a été levée le 5 mai et les lieux de culte ont été autorisés à ouvrir le 10 mai, avec une limite de 50 personnes pendant les mariages et les baptêmes. Le 1er août les voyages à l'international ont repris à l'aéroport de Ouagadougou et le 3 juin la levée de couvre feu »⁵¹⁷.

⁵¹³ OCHA, 29/01/2021, [url](#)

⁵¹⁴ OCHA, 04/03/2021, [url](#)

⁵¹⁵ FES, 2020, [url](#)

⁵¹⁶ OCHA, 11/02/2021, [url](#)

⁵¹⁷ ACAPS, 10/2020, [url](#)

Un reportage dans le nord publié par Le Monde en février 2021 relève les traumatismes psychologiques des victimes mais aussi des membres des forces de sécurité, qui, de plus en plus profonds, témoignent de l'aggravation des violences⁵¹⁸.

8.4. Elections

Des élections législatives et présidentielles ont eu lieu le 22 novembre 2020. Ces élections se sont déroulées dans le calme, mais environ 7 % des électeurs (au moins 300.000 personnes) n'ont pu exercer leur droit de vote en raison de la fermeture de certains bureaux à cause de l'insécurité⁵¹⁹. L'assemblée nationale avait au préalable modifié le Code électoral afin que les élections puissent être validées même si l'insécurité ne permettait pas de les organiser sur 17 % du territoire national. Cette exclusion partielle des communautés déplacées pour des raisons de sécurité a suscité des inquiétudes quant à l'exercice des droits politiques et civiques⁵²⁰. Toutefois, suite à des négociations, des groupes djihadistes ont accepté d'autoriser des élections pacifiques dans les zones qu'ils contrôlaient, et les scrutins se sont déroulés dans un calme relatif, selon un chercheur de l'ACLED interrogé par TNH⁵²¹. Cette élection a été qualifiée par les observateurs internationaux de libre et équitable pour l'essentiel⁵²².

⁵¹⁸ Le Monde (Douce S.), 23/02/2021, [url](#)

⁵¹⁹ DW (Tiéné R.), 23/11/2020, [url](#)

⁵²⁰ Conseil de sécurité des Nations unies, 24/12/2020, [url](#)

⁵²¹ TNH (Mednick S.), 11/03/2021, [url](#)

⁵²² AJ (Wilkins H.), 16/12/2020, [url](#)

Résumé

Le Burkina Faso est la cible des djihadistes du Sahel depuis 2015. La présence de groupes djihadistes et de groupes criminels est liée à l'insécurité qui règne au Mali voisin mais aussi à divers facteurs tels que la pauvreté, l'inefficacité de la lutte contre le terrorisme, l'absence de services publics de base et de choix politiques régissant l'accès aux ressources. Ces groupes armés ont exploité les frustrations des populations fragilisées et trouvé des relais parmi les populations locales pour s'implanter et mener leurs actions. Trois grandes entités djihadistes (Ansarul Islam, l'État islamique dans le Grand Sahara et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) se distinguent dans le Sahel mais de nombreuses autres entités à la limite du djihadisme et du banditisme gravitent autour de celles-ci. Alors que les deux principales formations djihadistes ont semblé coexister de manière relativement pacifique pendant des années, elles sont engagées depuis fin 2019 dans une lutte pour le contrôle des trois régions frontalières

Pour lutter contre l'insécurité, les forces burkinabè ont opté pour une approche militaire, mais l'appareil sécuritaire est désorganisé depuis la chute de Blaise Compaoré en octobre 2014 après 27 ans de règne. Depuis la fin de l'année 2020, des négociations discrètes entre représentants des autorités et de groupes djihadistes ont été amorcées. Des groupes de veille et d'autodéfense regroupant des acteurs locaux et parfois encadrés par les autorités tentent de combler les insuffisances de l'Etat dans le but d'assurer un service minimum en matière de sécurité et de justice. Ces groupes commettent à leur tour des exactions qui procurent du crédit au discours des groupes armés.

Quatre acteurs internationaux mènent des opérations coordonnées au Burkina Faso. Il s'agit d'une intervention militaire française (opération Barkhane), d'une mission de maintien de la paix des Nations unies (MINUSMA), d'une force conjointe régionale (G5 Sahel) et d'une coalition internationale (Coalition pour le Sahel).

Les groupes djihadistes exécutent de nombreux civils, minent des routes, commettent des enlèvements, pillent, interdisent l'accès aux commerces et aux écoles, entravent des événements tels que des marchés ou des célébrations religieuses et mènent des raids sur des postes de sécurité et, de plus en plus souvent, sur des villages.

Une dynamique ethnique sous-tend la violence et oppose, dans la majorité des cas, des Peuls (souvent des éleveurs perçus comme soutenant les islamistes armés) aux Mossi ou aux Foulés ou Gourmantché (souvent des cultivateurs perçus comme des soutiens aux forces de sécurité).

De nombreux citoyens ont le sentiment d'être pris en étau entre des islamistes armés qui leur reprochent de collaborer avec les autorités et ces dernières, qui leur adressent la critique inverse. Bien que les représentants de l'Etat ou des employés du secteur de l'éducation ont été particulièrement visés par les islamistes armés au début du conflit, les simples civils sont devenus une cible privilégiée d'après différentes sources. Le nombre de victimes de la violence contre les civils a plus que doublé entre 2018 et 2019, mais cette tendance à la hausse s'est estompée en 2020.

HRW souligne que les actes d'intimidations des islamistes armés visent tous les principaux groupes ethniques présents dans la région du Sahel. Les Peuls font l'objet d'amalgames qui les associent aux projets des djihadistes. Les recherches de HRW démontrent que, depuis 2012, les groupes armés islamistes actifs dans le Sahel axent leur recrutement sur les membres de l'ethnie peule et que la grande majorité des victimes des abus commis par les forces de sécurité ou par les groupes d'autodéfense appartiennent à cette ethnie. Le facteur religieux semble, selon les sources, secondaire dans ce conflit.

La menace terroriste, initialement limitée à la région du nord du Sahel, s'est progressivement étendue à d'autres régions, notamment à l'est. Les régions les plus touchées par la violence sont celles du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est et du Nord. La capitale, Ouagadougou, a été touchée par trois attentats

d'envergure en 2016, 2017 et 2018 mais aucune attaque n'y a eu lieu depuis lors, tout comme dans les autres grandes villes.

Le Burkina Faso a été confronté à des déplacements internes pour la première fois de son histoire. Fin février 2021, un peu plus de 1.121.000 personnes y sont déplacées, principalement au nord et à l'est.

Sur le plan humanitaire, l'année 2020 fut la plus difficile de ces dernières années.

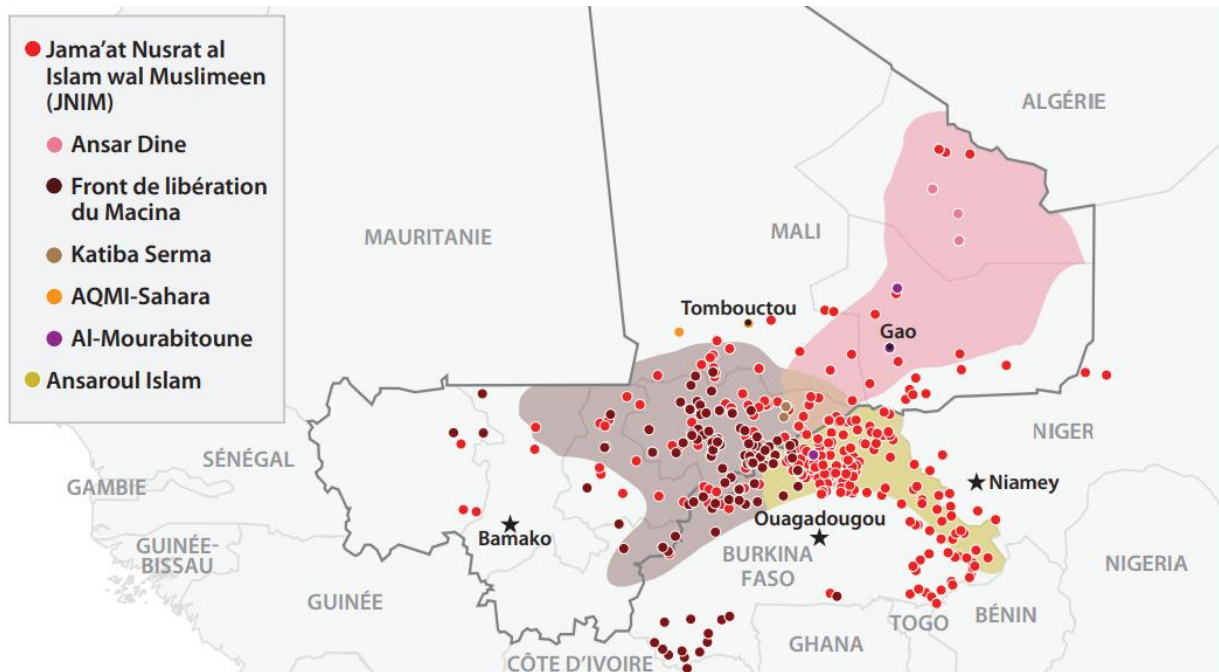
Annexes

Annexe 1 : Carte administrative du Burkina Faso⁵²³



⁵²³ OCHA, 02/07/2020, [url](#)

Annexe 2 : Evènements violents imputables au GSIM en 2020⁵²⁴



⁵²⁴ CESA, 12/2020, [url](#)

Annexe 3 : indice de risque INFORM⁵²⁵

	Boucles du Mouhoun	Cascades	Centre	Centre Est	Centre Nord	Centre Ouest	Centre Sud	Est	Hauts Bassins	Nord	Plateau Central	Sahel	Sud-Ouest
Food Insecurity Probability	1,4	0,3	1,4	1,4	3,3	2,2	1,1	2,8	0,3	2,8	2,5	4,2	1,4
Physical exposure to flood	4,6	1,8	0,4	4,8	5,5	3,3	3,9	4,8	3,3	2,9	3,4	5,1	1,4
Land Degradation	8,2	1,4	1,7	4,3	8,6	6,5	5,5	7,1	5,0	5,5	8,4	4,3	1,7
Droughts probability and historical impact	6,2	4,3	5,7	5,7	6,2	6,2	5,3	5,7	4,8	6,7	5,7	6,7	3,8
Natural	5,6	2,1	2,6	4,2	6,3	4,8	4,1	5,3	3,6	4,7	5,5	5,2	2,1
Political violence	5,0	5,0	5,0	4,0	7,0	4,0	4,0	7,0	5,0	6,0	4,0	8,0	5,0
Conflict probability	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1
Human	7,1	7,1	7,1	6,6	8,1	6,6	6,6	8,1	7,1	7,6	6,6	8,0	7,1
HAZARD	6,4	5,1	5,3	5,5	7,3	5,8	5,5	6,9	5,6	6,4	6,1	6,8	5,1
Development & Deprivation	9,3	9,3	6,2	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	8,5	9,3	9,3	9,3	9,3
Inequality	4,1	5,1	4,7	5,3	5,1	4,1	5,7	4,1	6,1	6,2	4,6	4,1	6,0
Aid Dependency	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8
Socio-Economic Vulnerability	6,4	6,6	5,0	6,7	6,6	6,4	6,8	6,4	6,5	6,9	6,5	6,4	6,9
Uprooted people	6,2	4,1	2,1	5,4	9,4	4,3	2,7	6,8	4,8	7,2	5,1	9,3	3,1
Health Conditions	4,7	4,2	5,0	5,7	4,9	5,0	5,1	5,6	5,0	5,2	5,3	5,4	5,2
Children US	6,8	6,4	4,9	5,6	7,1	6,8	6,4	7,4	6,4	7,4	6,9	8,5	7,0
Malnutrition	2,4	0,9	1,9	3,2	3,6	3,3	1,9	5,4	1,4	4,1	2,1	5,6	2,1
Recent Shocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Food Security	7,3	0,3	1,5	1,7	10,0	1,6	2,5	10,0	2,1	10,0	1,5	10,0	3,7
Other Vulnerable Groups	4,8	2,8	2,9	3,6	6,4	3,7	3,5	6,8	3,4	6,6	3,6	7,1	4,0
Vulnerable Groups	5,5	3,5	2,5	4,6	8,3	4,0	3,1	6,8	4,1	6,9	4,4	8,4	3,6
VULNERABILITY	6,0	5,3	3,9	5,8	7,6	5,3	5,2	6,6	5,4	6,9	5,5	7,5	5,5
DDR	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5
Governance	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1
Institutional	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8
Communication	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6
Physical Infrastructure	9,2	5,2	3	5,9	4,9	6,3	4,7	6,7	5,6	9,3	5,2	5,7	7,8
Access to health care	5,3	5,1	5,1	5,6	5,5	5,1	5,8	5,1	5,1	5,1	5,3	5,1	5,1
Infrastructure	7,4	6	5,2	6,4	6	6,3	6	6,5	6,1	7,3	6	6,1	6,8
LACK OF COPING CAPACITY	6,7	5,9	5,5	6,1	5,9	6,1	5,9	6,2	6	6,6	5,9	6	6,3
RISK	6,4	5,4	4,8	5,8	6,9	5,7	5,5	6,6	5,7	6,6	5,8	6,7	5,6

 525 DRKMC, 15/10/2020, [url](#)

Bibliographie

Contacts directs

Savadogo M., chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel, entretien téléphonique, 31/03/2021, coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité

Sources écrites et audiovisuelles

Académie de recherche stratégique africaine (ACRESA) (Thiaw P. O.), *Terrorisme au Sahel : le mirage du djihadisme peul*, 05/10/2020, <https://acresa.org/les-poles-urbains-du-triangle-dakar-thies-mbour-et-la-politique-du-logement-social> [consulté le 09/03/2021]

Action contre la faim (ACF), et al., *Table ronde ministérielle Sahel central. Consultations régionales sur l'accès aux services sociaux de base*, 2020, https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Track%201%20Services%20sociaux%20de%20base%20FR_0.pdf [consulté le 04/03/2021]

Africanews, *B. Faso: Sahel towns struggle to contain IDP's*, 19/11/2020, <https://www.africanews.com/2020/11/19/b-faso-sahel-towns-struggle-to-contain-idp-s/> [consulté le 15/03/2021]

Agence France presse (AFP) (Baily A., Fort P.) via TV5 Monde, *Sous les coups des jihadistes, le Burkina Faso coule à pic*, 27/06/2020, <https://information.tv5monde.com/afrique/sous-les-coups-des-jihadistes-le-burkina-faso-coule-pic-365092?fbclid=IwAR00tNpHW2iF48UYvS7gPRcnSrB4VRsRaDof5GwgCGYk1R-mbipTqbzg63Y> [consulté le 29/06/2020]

Agence France presse (AFP) (Fort P.) via TV5 Monde, *Attaque jihadiste en Côte d'Ivoire: peur sur la ville de Ferké*, 30/06/2020, <https://information.tv5monde.com/afrique/attaque-jihadiste-en-cote-d-ivoire-peur-sur-la-ville-de-ferke-365467> [consulté le 01/07/2020]

Agence France presse (AFP) via Jeune Afrique (JA), *La force du G5 Sahel reprend ses opérations*, 20/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/711553/politique/la-force-du-g5-sahel-reprend-ses-operations/> [consulté le 15/05/2019]

Agence France presse (AFP) via Le Point, *Lutte antijihadiste: le Tchad envoie 1.200 soldats dans la zone des "trois frontières"*, 16/02/2021, https://www.lepoint.fr/monde/lutte-antijihadiste-cinq-pays-du-sahel-et-la-france-en-sommet-15-02-2021-2413969_24.php [consulté le 05/03/2021]

Agence France presse (AFP) via Le Point, *Sahel: La force Barkhane les yeux rivés sur le Burkina*, 10/10/2018, https://www.lepoint.fr/societe/sahel-la-force-barkhane-les-yeux-rives-sur-le-burkina-10-10-2018-2261889_23.php [consulté le 15/05/2019]

Agence France presse (AFP) via Slate Afrique, *Après trois ans d'existence, la force du G5 Sahel peine*, 21/12/2020, <http://www.slateafrique.com/1045366/apres-trois-ans-dexistence-la-force-du-g5-sahel-peine-%3Fconvaincre> [consulté le 05/03/2021]

Agence France presse (AFP) via TVA Nouvelles, *Le Burkina, nouveau carrefour jihadiste*, 10/05/2019, <https://www.tvanouvelles.ca/2019/05/10/le-burkina-nouveau-carrefour-jihadiste> [consulté le 15/05/2019]

Agence France presse (AFP) via Voice Of America (VOA), *Sept morts dont deux soldats lors d'une attaque dans le nord du Faso*, 19/05/2020, <https://www.voafrique.com/a/sept-morts-dont-deux-soldats-lors-d-une-attaque-dans-le-nord-du-burkina-faso/5426818.html> [consulté le 01/07/2020]

Agence France presse (AFP), *Peuls*, 10/2020, https://interactive.afp.com/features/Les-Peuls_612/ [consulté le 09/03/2021]

Al Jazeera (AJ) (Mednick S.), *Caught between climate crisis and armed violence in Burkina Faso*, 27/07/2020, <https://www.aljazeera.com/features/2020/7/27/caught-between-climate-crisis-and-armed-violence-in-burkina-faso> [consulté le 10/03/2021]

Al Jazeera (AJ) (Wilkins H.), *How has Burkina Faso changed since the 'insurrection'?*, 21/11/2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/11/21/how-has-burkina-faso-changed-since-the-insurrection> [consulté le 09/03/2021]

Al Jazeera (AJ) (Wilkins H.), *What next for conflict-hit Burkina Faso after Kabore re-election?*, 16/12/2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/12/16/will-burkina-fasos-kabores-reelection-usheer-peace-or-violence> [consulté le 08/03/2021]

Amnesty International (AI), « *Ils en ont exécuté certains et emmené d'autres avec eux* ». *Péril pour les populations civiles dans le Sahel*, 10/06/2020, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR3723182020FRENCH.pdf> [consulté le 15/06/2020]

Amnesty International (AI), *Burkina Faso. Les récits de témoins confirment que le massacre de Barga a été perpétré par un groupe armé*, 20/03/2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/03/burkina-faso-witness-testimony-confirms-armed-group/> [consulté le 05/06/2020]

Amnesty International (AI), *Burkina Faso. Un chemin difficile vers le respect des droits humains communication d'Amnesty International pour l'examen périodique universel [ONU], 30e session du groupe de travail sur l'EPU, mai 2018*, 08/12/2017, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR6073672017FRENCH.PDF> [consulté le 27/05/2019]

Areion Group (Bencherif A.), *Un Sahel tourmenté : crise, violence et résistances*, 26/02/2021, <https://www.areion24.news/2021/02/26/un-sahel-tourmente-crise-violence-et-resistances/> [consulté le 05/03/2021]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Nsaibia H.), *A vicious cycle: the reactionary nature of militant attacks in Burkina Faso and Mali*, 31/05/2019, <https://www.acleddata.com/2019/05/31/a-vicious-cycle-the-reactionary-nature-of-militant-attacks-in-burkina-faso-and-mali/> [consulté le 31/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 19/03/2021, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 26/03/2021]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency*, 17/01/2019, <https://www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/> [consulté le 27/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Press release: political violence skyrockets in the Sahel according to latest ACLED data*, 28/03/2019, <https://www.acleddata.com/2019/03/28/press-release-political-violence-skyrockets-in-the-sahel-according-to-latest-acled-data/> [consulté le 09/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Ten conflicts to worry about in 2021*, 02/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/02/ACLED_10Conflicts_2021_Web_Final.pdf [consulté le 08/03/2021]

ARTE, *Burkina Faso : la loi des milices*, 12/03/2021, <https://www.arte.tv/fr/videos/101519-000-A/burkina-faso-la-loi-des-milices/> [consulté le 16/03/2021]

Assemblée nationale du Burkina Faso, *Loi n°023-2019 /AN portant réglementation de l'état de siège et de l'état d'urgence au Burkina Faso*, 14/05/2019, <http://www.justice.gov.bf/wp-content/uploads/2020/01/Loi-n%C2%B0023-2019-AN-portant-reglementation-de-letat-de-siege-et-letat-durgence.pdf> [consulté le 29/01/2020]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *Burkina Faso, Escalation of armed violence. Briefing note*, 01/11/2019, https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20191101_acaps_briefing_note_conflict_in_burkina_faso.pdf [consulté le 29/01/2020]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *COVID-19: Insécurité et éducation au Burkina Faso. Situation au début de l'année scolaire*, 10/2020, https://www.acaps.org/sites/acaps/files/key-documents/files/20201015_acaps_thematic_series_on_education_burkina_faso_fr.pdf [consulté le 26/02/2021]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *L'accès humanitaire au Sahel central: scénarios*, 02/2021, https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20210223_acaps_scenarios_humanitarian_access_in_central_sahel_french_0.pdf [consulté le 04/03/2021]

Atalayar, *Les forces armées suédoises sont déjà au Mali*, 06/02/2021, <https://atalayar.com/fr/content/les-forces-arm%C3%A9es-su%C3%A9doises-sont-d%C3%A9jà-au-mali> [consulté le 05/03/2021]

Atalayar (de León Cobo B.), *Le problème de l' « ethnicité » des milices d'autodéfense au Sahel, principaux responsables des violences au Burkina Faso et au Mali*, 05/10/2020, <https://atalayar.com/fr/content/le-probl%C3%A8me-de-l-%C2%AB-ethnicit%C3%A9-%C2%BB-des-milices-d'autod%C3%A9fense-au-sahel-principaux-responsables> [consulté le 19/03/2021]

BBC (Davies F., Leithead A.), *The war in the desert. Why the Sahara is terror's new front line*, 21/06/2018, https://www.bbc.co.uk/news/resources/ids-sh/war_in_the_desert [consulté le 17/05/2019]

BBC (Dewast L.), *France summit: Sahel crisis in danger of slipping out of control*, 13/01/2020, https://www.bbc.com/news/world-africa-51061229?at_custom4=84B2BB04-35F1-11EA-A500-E4F1C28169F1&at_custom1=%5Bpost+type%5D&at_medium=custom7&at_campaign=64&at_custom3=BBC+Africa&at_custom2=twitter [consulté le 20/01/2020]

BBC (Gongo S.), *Burkina Faso: "60 personnes victimes d'exécutions sommaires"*, 14/03/2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-47575954> [consulté le 08/04/2019]

BBC, *Is Africa overtaking the Middle East as the new jihadist battleground?*, 03/12/2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-55147863> [consulté le 09/03/2021]

BF1, *Dans l'univers des volontaires pour la défense de la patrie (VDP)* [vidéo], 05/02/2021, <https://www.youtube.com/watch?v=Kaqf55IFzFQ> [consulté le 16/03/2021]

BF1, *Quand l'Etat abandonne « ses combattants » !* [vidéo], 29/01/2021, <https://www.youtube.com/watch?v=RkFSDR8kMqo> [consulté le 16/03/2021]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso : Plan d'Urgence, février 2019*, 15/02/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa-hwp-20190211-web_1.pdf [consulté le 08/05/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Situation des personnes déplacées internes (PDI)*, 22/04/2020, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso> [consulté le 24/06/2020]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso : Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO 2020)*, 05/06/2020, <https://www.humanitarianresponse.info/fr/op%C3%A9rations/burkina-faso/document/burkina-faso-aper%C3%A7u-des-besoins-humanitaires-hno-2020> [consulté le 24/06/2020]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Plan de réponse humanitaire révisé Burkina Faso*, 07/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hrp_2020_revisé-bfa-fr-web.pdf [consulté le 01/03/2021]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *BURKINA FASO - Carte administrative*, 02/07/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa_a1_l_20_0701_admin_map.pdf [consulté le 30/03/2021]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso - Situation des personnes déplacées internes (PDI) au 28 février 2021*, 18/03/2021, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/situation_de_s_pdis_21022021_0.pdf [consulté le 30/03/2021]

- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso - Pourcentage des personnes déplacées internes par rapport à la population autochtone au 28 février 2021*, 18/03/2021, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa_pourcentage_pdi_par_rapport_a_la_population_15032021.pdf [consulté le 30/03/2021]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso - Aperçu de la situation humanitaire au 31 décembre 2020*, 29/01/2021, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa_aperçu_de_la_situation_humanitaire_26012020.pdf [consulté le 12/03/2021]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso - Plan de Réponse Humanitaire 2021 version abrégée*, 11/02/2021, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa_hrp_2021-abridged_20210207.pdf [consulté le 12/03/2021]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso - Situation des personnes déplacées internes au 31 décembre 2020*, 27/01/2021, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso> [consulté le 12/03/2021]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Assistant Secretary-general for Humanitarian affairs a.i. and Deputy emergency relief coordinator, Ramesh Rajasingham. Remarks to the press on Burkina Faso*, 04/03/2021, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ASGai_DERC%20Ramesh%20Rajasingham%20remarks%20to%20the%20press%2004.03.2021.pdf [consulté le 15/03/2021]
- Burkina24, *Burkina Faso : Gilles Bationo sur le recrutement des VDP* [vidéo], 24/02/2021, <https://www.youtube.com/watch?v=CHi8w3ZeADk> [consulté le 16/03/2021]
- Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO) (Ouédraogo M.), *Exactions des groupes terroristes au Burkina-Faso : Des femmes violées à mort*, 30/12/2020, <https://cenozo.org/exactions-des-groupes-terroristes-au-burkinafaso-des-femmes-violees-a-mort/> [consulté le 05/03/2021]
- Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO), *Burkina Faso – Massacres de Yirgou : 2 ans après les tueries, la justice se fait toujours attendre*, 11/02/2021, <https://cenozo.org/burkina-faso-massacres-de-yirgou-2-ans-apres-les-tueries-la-justice-se-fait-toujours-attendre/> [consulté le 08/03/2021]
- Center for Civilians in Conflict (CIVIC), *Official Launch of the Civilian Casualties Identification, Tracking and Analysis Cell for G5 Sahel Joint Force Operations*, 08/03/2021, <https://civiliansinconflict.org/blog/sahel-misad-launch/> [consulté le 09/03/2021]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) (Le Roux P.), 12/2019, *Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel*, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2020/01/ASB36FR-Repondre-a-l%E2%80%99essor-de-l%E2%80%99extremisme-violent.pdf> [consulté le 07/07/2020]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) (Le Roux P.), *Ansaroul Islam : l'essor et le déclin d'un groupe islamiste militant au Sahel*, 13/08/2019, <https://africacenter.org/fr/spotlight/ansaroul-islam-lessor-et-le-declin-dun-groupe-islamiste-militant-a-sahel/> [consulté le 22/01/2020]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Au Sahel, la menace de l'État islamique au Grand Sahara grandit et s'étend*, 21/12/2021, <https://africacenter.org/fr/spotlight/au-sahel-la-menace-de-letat-islamique-au-grand-sahara-grandit-et-setend> [consulté le 08/03/2021]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Comprendre les perspectives peules sur la crise au Sahel*, 24/04/2020, https://africacenter.org/fr/spotlight/comprendre-perspectives-peules-crise-sahel/?utm_source=Revue+de+presse+du+27+avril+2020&utm_campaign=Revue+de+presse++27+avril+2020&utm_medium=email [consulté le 01/07/2020]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Le puzzle formé par le JNIM et les groupes islamistes militants au Sahel*, 12/2020, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/ASB-38-FR.pdf> [consulté le 25/02/2021]

- Centre national de coopération au développement (CNCD), *Burkina Faso : vers une crise humanitaire ?*, 28/05/2019, <https://www.cncd.be/Burkina-Faso-vers-une-crise#.XO4vCfKQ9GZ.twitter> [consulté le 29/05/2019]
- Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), *La détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso*, 03/2019, https://dandurand.ugam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2019/04/Bulletin-FrancoPaix-vol-4_no-3_EN.pdf [consulté le 08/04/2019]
- Clingendael - Netherlands Institute of International Relations (Bisson L., et al.), *Between hope and despair. Pastoralist adaptation in Burkina Faso*, 02/2021, <https://www.clingendael.org/sites/default/files/2021-02/between-hope-and-despair.pdf> [consulté le 17/03/2021]
- Clingendael - Netherlands Institute of International Relations (van der Meulen A.), *The 'fight against terrorism' in the Sahel revisited*, 26/10/2021, <https://www.clingendael.org/publication/fight-against-terrorism-sahel-revisited> [consulté le 15/03/2021]
- Clingendael - Netherlands Institute of International Relations (Schmauder A., Gorman Z., Berger F.), *Takuba: a new coalition for the Sahel?*, 30/06/2020, <https://spectator.clingendael.org/nl/publicatie/takuba-new-coalition-sahel> [consulté le 01/07/2020]
- Clingendael - Netherlands Institute of International Relations (Wendyam H. L.), *CRU Policy Brief. Burkina Faso: Casting a shadow over the polls? The role of vigilante groups in the 2020 elections*, 05/2020, https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-05/Policy_Brief_Burkina_Faso_casting_shadow_over_polls_May_2020.pdf [consulté le 18/06/2020]
- Combating Terrorism Center (CTC) (Nsaibia H., Weiss C.), *Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso*, 03/2018, <https://ctc.usma.edu/ansaroul-islam-growing-terrorist-insurgency-burkina-faso/> [consulté le 20/05/2019]
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR) via Burkina 24, *Burkina Faso : "Toute personne arrêtée doit être traitée avec humanité et dignité"*, 02/07/2020, <https://www.burkina24.com/2020/07/02/burkina-faso-toute-personne-arretee-doit-etre-traitee-avec-humanite-et-dignite> [consulté le 02/07/2020]
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR), *Burkina Faso : la population civile et la mission médicale doivent être protégées contre tout acte de violence*, 05/03/2021, <https://www.icrc.org/fr/document/burkina-faso-la-population-civile-et-la-mission-medicale-doivent-etre-protégees> [consulté le 12/03/2021]
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *COI Focus Burkina Faso. Recours aux autorités*, 07/11/2018
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *Nota. ACLED: méthodologie*, 21/05/2019, https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf [consulté le 21/05/2019]
- Committee to Protect Journalists (CPJ), *Burkina Faso parliament passes legal revisions criminalizing false news, reporting on terrorism*, 03/06/2020, <https://cpj.org/2019/07/burkina-faso-parliament-passes-legal-revisions-criminalizing-false-news-reporting-on-terrorism> [consulté le 24/06/2020]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Rapport du Secrétaire général*, 28/12/2018, https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/n1846131_0.pdf [consulté le 15/05/2019]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel*, 30/12/2019, <https://unowas.unmissions.org/fr/file/3501/download?token=O2LzTVrC> [consulté le 07/01/2020]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Rapport du Secrétaire général*, 24/06/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/585> [consulté le 03/07/2020]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Rapport du Secrétaire général*, 24/12/2020, https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/s_2020_1293_f.pdf [consulté le 25/02/2021]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 06/05/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/371> [consulté le 17/05/2019]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 08/05/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/373> [consulté le 22/06/2020]

- Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel - Rapport du Secrétaire général (S/2020/1074)*, 02/11/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/1074> [consulté le 24/03/2021]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2018/541*, 06/06/2018, <http://undocs.org/fr/S/2018/541> [consulté le 08/05/2019]
- Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR), *Enregistrement des personnes déplacées internes du Burkina Faso*, 28/02/2021, <https://conasur.us17.list-manage.com/track/click?u=20cd04cea20ffa7c925dadfbc&id=35df521cc6&e=57041a79db> [consulté le 30/03/2021]
- Council on Foreign Relations (CFR) (Campbell J., Quinn N.), *Multiple Jihadi Insurgencies, Cooperating With Bandits, Appear to be Converging in the Sahel*, 23/03/2021, <https://www.cfr.org/blog/multiple-jihadi-insurgencies-cooperating-bandits-appear-be-converging-sahel> [consulté le 24/03/2021]
- Counter Extremism Project, *Burkina Faso: Extremism & Counter-Extremism*, 14/12/2018, https://www.counterextremism.com/sites/default/files/country_pdf/BF-12142018.pdf [consulté le 27/05/2019]
- Deutsche Welle (DW) (Gänsler K, Quenum F.), *Au Burkina Faso, la délicate question des Koglweogo*, 27/11/2020, <https://www.dw.com/fr/au-burkina-faso-la-d%C3%A9licate-question-des-koglweogo/a-55754873> [consulté le 22/03/2021]
- Deutsche Welle (DW) (Oneko S.), *Attacks in Burkina Faso — a simmering Islamist conflict*, 13/05/2019, <https://www.dw.com/en/attacks-in-burkina-faso-a-simmering-islamist-conflict/a-48721068> [consulté le 17/05/2019]
- Deutsche Welle (DW) (Quenum F.), *Première réunion de la Coalition pour le Sahel*, 12/06/2020, <https://www.dw.com/fr/premi%C3%A8re-r%C3%A9union-de-la-coalition-pour-le-sahel/a-53792195> [consulté le 30/06/2020]
- Deutsche Welle (DW) (Tiéné R.), *Burkina : des électeurs empêchés de voter*, 23/11/2020, <https://www.dw.com/fr/burkina-des-%C3%A9lecteurs-emp%C3%ACh%C3%A9s-de-voter/a-55697350> [consulté le 04/03/2021]
- Devex (Mednick S.), *In Burkina Faso, access to gender data is complicated by conflict*, 03/06/2020, <https://www.devex.com/news/in-burkina-faso-access-to-gender-data-is-complicated-by-conflict-97360> [consulté le 08/06/2020]
- Duhamel J., *Aperçu de l'opération Barkhane au Sahel*, 09/02/2021, <https://julesduhamel.files.wordpress.com/2021/02/operation-barkhane-animated-fr.gif> [consulté le 26/02/2021]
- Duhamel J., *Map of security incidents in Burkina Faso, February 2021*, 12/03/2021, https://julesduhamel.files.wordpress.com/2021/03/burkinafaso_february2021.jpg [consulté le 24/03/2021]
- Duhamel J., *Maps of Security incidents in Burkina Faso. December 2020*, 01/2021, <https://julesduhamel.files.wordpress.com/2021/01/report-burkinafaso-december2020.pdf> [consulté le 26/02/2021]
- Duhamel J., *Maps of Security incidents in Burkina Faso. February 2021*, 03/2021, <https://julesduhamel.files.wordpress.com/2021/03/report-burkinafaso-february2021.pdf> [consulté le 24/03/2021]
- Duhamel J., *Maps of Security incidents in Burkina Faso. January 2021*, 02/2021, <https://julesduhamel.files.wordpress.com/2021/02/report-burkinafaso-january2021-1.pdf> [consulté le 26/02/2021]
- Duhamel J., *Security incidents in Burkina Faso, December 2020*, 01/2021, <https://julesduhamel.files.wordpress.com/2021/01/burkina-december2020.jpg> [consulté le 26/02/2021]
- Duhamel J., *Security incidents in Burkina Faso, January 2021*, 02/2021, <https://julesduhamel.files.wordpress.com/2021/02/bf-january2021-fr.jpg> [consulté le 26/02/2021]
- Duhamel J., *Violent activity of jihadist groups in Burkina Faso*, 2020, 09/03/2021, <https://julesduhamel.wordpress.com/2021/03/09/violent-activity-of-jihadist-groups-in-burkina-faso-2020/> [consulté le 10/03/2021]

- European Commission Disaster Risk Management Knowledge Centre (DRMKC), *Index for Risk Management (INFORM) – Sahel 2020*, 15/10/2020, https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/Portals/0/InfoRM/2020/Subnational/SAHEL/INFORM_SAHEL%202020_v1.1.xlsx [consulté le 30/03/2021]
- European Council on Foreign Relations (ECFR) (Lebovich A.), *Mapping armed groups in Mali and the Sahel*, 05/2019, https://www.ecfr.eu/mena/sahel_mapping#introduction [consulté le 27/05/2019]
- Fondation pour la recherche stratégique (FRS) (Sangare B.), *Peuls et djihadisme dans les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest*, 08/02/2019, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/fulani-people-and-jihadism-sahel-and-west-african-countries-2019> [consulté le 04/03/2019]
- Fonds des Nations unies pour la population (United Nations Population Fund, UNFPA), *Étude Monographique sur la Démographie, la Paix et la Sécurité au Sahel : Cas du Burkina Faso*, 13/11/2020, https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/fr_-_etude_monographique_sur_la_demographie_la_paix_et_la_securite_au_sahel_-_cas_du_burkina_faso.pdf [consulté le 26/02/2021]
- Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations International Children's Emergency Fund, UNICEF), *Enquête Nutritionnelle Nationale, SMART - Décembre 2020*, 23/02/2021, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa_rapport_smart_2020_vf.pdf [consulté le 12/03/2021]
- Foreign Policy via Courrier international, *Au Burkina Faso, la contagion terroriste*, 04/04/2019, <https://www.courrierinternational.com/article/analyse-au-burkina-faso-la-contagion-terroriste> [consulté le 08/05/2019]
- France 24, *Attentats de Ouagadougou : le point sur l'enquête*, 18/01/2016, <https://www.france24.com/fr/20150118-burkina-faso-attentats-ouagadougou-enquete-assaillants-agmivictimes-forces-securite> [consulté le 08/04/2019]
- France 24, *Au Burkina Faso, des heurts intercommunautaires avec des Peuls font plusieurs morts*, 02/04/2019, <https://www.france24.com/fr/20190402-burkina-faso-heurts-intercommunautaires-peuls-morts> [consulté le 08/04/2019]
- France 24, *Au Burkina Faso, les civils dans la mire des jihadistes*, 26/12/2019, <https://www.france24.com/fr/20191226-au-burkina-faso-les-civils-dans-la-mire-des-jihadistes?ref=tw> [consulté le 27/01/2020]
- France 24, *Les soldats suédois rejoignent la force européenne Takuba au Mali*, 05/02/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20210205-les-soldats-su%C3%A9dois-rejoignent-la-force-europ%C3%A9enne-takuba-au-mali> [consulté le 05/03/2021]
- France 24, *Roch Marc Christian Kaboré : "Je ne refuse pas la main tendue de Blaise Compaoré"*, 15/10/2020, <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/l-entretien/20201015-roch-marc-christian-kabor%C3%A9-je-ne-refuse-pas-la-main-tendue-par-blaise-compaor%C3%A9> [consulté le 26/03/2021]
- France 24, *Burkina Faso : le groupe État islamique revendique l'une des plus graves attaques contre l'armée*, 14/11/2020, <https://www.france24.com/fr/afrique/20201114-burkina-faso-l-organisation-%C3%A9tat-islamique-revendique-l-une-des-plus-graves-attaques-contre-l-arm%C3%A9e> [consulté le 26/03/2021]
- France Culture, *Du grain à moudre. Y a-t-il un projet djihadiste en Afrique de l'Ouest ?*, 09/05/2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/du-grain-a-moudre/du-grain-a-moudre-emission-du-jeudi-09-mai-2019> [consulté le 20/05/2019]
- France Culture, *Grand Reportage. Les Peuls : des pions sur l'échiquier djihadiste ?*, 27/03/2020, <https://www.franceculture.fr/emissions/grand-reportage/les-peuls-des-pions-sur-lechiquier-djihadiste-0> [consulté le 30/06/2020]
- France Culture, *Les enjeux internationaux. Afrique de l'Ouest : les djihadistes tentent-ils une "course à la mer"?*, 13/05/2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/les-enjeux-internationaux-emission-du-lundi-13-mai-2019> [consulté le 20/05/2019]

- Franceinfo, *Burkina Faso : qui sont les "Volontaires pour la défense de la patrie" ?*, 20/05/2020, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/burkina-faso-qui-sont-les-volontaires-pour-la-defense-de-la-patrie_3973071.html [consulté le 02/06/2020]
- Franceinfo, *Islamisme : le Burkina Faso au bord de la guerre civile*, 30/06/2020, https://mobile.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/islamisme-le-burkina-faso-au-bord-de-la-guerre-civile_4029079.html#xtor=CS2-765-%5Bautres%5D-&xtref=http://m.facebook.com/&xtref=https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/islamisme-le-burkina-faso-au-bord-de-la-guerre-civile_4029079.html [consulté le 30/06/2020]
- Friedrich Ebert Stiftung (FES) (Tisseron A.), *Une boîte de Pandore. Le Burkina Faso, les milices d'autodéfense et la loi sur les VDP dans la lutte contre le jihadisme*, 03/02/2021, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/17591.pdf> [consulté le 26/03/2021]
- Friedrich Ebert Stiftung (FES), *Sécurité et droits humains en Afrique de l'Ouest et au Sahel : défis et perspectives. Cas du Mali, du Burkina-Faso et du Niger*, 2020, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/17368.pdf> [consulté le 26/03/2021]
- G5 Sahel, *Cadre d'actions prioritaires intégré du G5 Sahel (CAPI)*, 02/2020, https://admin.g5sahel.org/wp-content/uploads/2020/11/CAPI_VF.pdf [consulté le 05/03/2021]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Achik S.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – juillet à septembre 2019, Note d'Analyse du GRIP*, 11/10/2019, <https://www.grip.org/fr/node/2836> [consulté le 20/01/2020]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Achik S.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – octobre à décembre 2019, Note d'Analyse du GRIP*, 16/01/2020, <https://www.grip.org/fr/node/2894> [consulté le 20/01/2020]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Dusoulier A.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – janvier à mars 2020, Note d'Analyse du GRIP*, 07/04/2020, <https://www.grip.org/fr/node/2946> [consulté le 30/06/2020]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Liégeois M., Strandt J.), *Dépasser les frontières ? Limites de l'approche stato-centrée de la MINUSMA face à la violence transnationale dans le Sahel*, 26/06/2020, https://www.observatoire-boutros-ghali.org/sites/default/files/Note_OBG_Dimension_r%C3%A9gionale.pdf [consulté le 29/06/2020]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Dusoulier A.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – avril à juin 2020, Note d'Analyse du GRIP*, 07/07/2020, <https://www.grip.org/monitoring-afrique-avril-juin-2020> [consulté le 08/07/2020]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Ledure N.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – janvier à mars 2019, Note d'Analyse du GRIP*, 17/04/2019, <https://www.grip.org/fr/node/2766> [consulté le 15/05/2019]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Zutterling C.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – octobre à décembre 2020, Note d'Analyse du GRIP*, 14/01/2021, <https://www.grip.org/monitoring-afrique-octobre-decembre-2021> [consulté le 26/03/2021]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Guebs A.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – juillet à septembre 2020, Note d'Analyse du GRIP*, 13/10/2020, <https://grip.org/monitoring-afrique-juillet-sept-2020/> [consulté le 26/03/2021]
- Guichaoua Y. via Thread Reader, *Yvan Guichaoua Follow @YGuichaoua, Jun 5th 2020, 35 tweets, 9 min read*, 05/06/2020, <https://threadreaderapp.com/thread/1268838273859956736.html> [consulté le 30/06/2020]
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (Mahoney K.), *Le chef du HCR décrit une « violence sans précédent » au Burkina Faso et appelle à un soutien urgent*, 05/02/2020, <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/2/5e3ab15da/chef-hcr-decrit-violence-precedent-burkina-faso-appelle-soutien-urgent.html> [consulté le 24/06/2020]
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Burkina Faso: UNHCR condemns violence against Malian refugees*, 04/05/2020, <https://www.unhcr.org/news/press/2020/5/5eafedba4/burkina-faso-unhcr-condemns-violence-against-malian-refugees.html> [consulté le 24/06/2020]

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Burkina Faso: Cartographie des Contraintes d'Accessibilité (A la date du 31 déc. 2021)*, 02/02/2021, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20210202_cluster_abris_bfa_carte_daccessibilite.pdf

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ICAHD International, *Rapport mensuel de monitoring de protection Janvier 2021 - Centre Nord*, 03/03/2021, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/85218> [consulté le 12/03/2021]

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), INTERSOS, *Rapport mensuel de monitoring de protection Janvier 2021 - Région de l'Est*, 03/03/2021, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/85213> [consulté le 12/03/2021]

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), INTERSOS, *Rapport mensuel de protection février 2021 - Région de l'Est*, 03/03/2021, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/85583> [consulté le 30/03/2021]

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), INTERSOS, *Rapport mensuel de monitoring de protection Janvier 2021 - Nord*, 02/03/2021, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/85190> [consulté le 12/03/2021]

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), INTERSOS, *Rapport mensuel de monitoring de protection Janvier 2021 - Boucle du Mouhoun*, 02/03/2021, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/85193> [consulté le 12/03/2021]

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *L'insécurité au Burkina Faso force des milliers de réfugiés maliens à quitter un camp*, 03/04/2020, <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/4/5e870db5a/linsecurite-burkina-faso-force-milliers-refugies-maliens-quitter-camp.html> [consulté le 24/06/2020]

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Le HCR condamne le meurtre de 25 personnes déplacées internes au Burkina Faso*, 07/10/2020, <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/10/5f7d758da/hcr-condamne-meurtre-25-personnes-deplacees-internes-burkina-faso.html> [consulté le 15/03/2021]

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Mouvement burkinabé pour la défense des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), *Rapport mensuel de monitoring de protection Janvier 2021 -Sahel*, 15/02/2021, <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/84938> [consulté le 12/03/2021]

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Operational Portal Refugee Situations*, 31/01/2021, <https://data2.unhcr.org/en/country/bfa> [consulté le 10/03/2021]

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Plus de deux millions de déplacés internes au Sahel alors que les violences augmentent*, 22/01/2021, <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2021/1/600af161a/millions-deplaces-internes-sahel-violences-augmentent.html> [consulté le 25/03/2021]

Human Rights Watch (HRW), « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* ». *Abus commis par des islamistes armés et par des membres des forces de sécurité au Burkina Faso*, 05/2018, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0518fr_web3.pdf [consulté le 27/05/2019]

Human Rights Watch (HRW), « *Leur combat contre l'éducation* ». *Attaques commises par des groupes armés contre des enseignants, des élèves et des écoles au Burkina Faso*, 26/05/2020, https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2020/05/burkinafaso0520fr_web.pdf [consulté le 17/06/2020]

Human Rights Watch (HRW), « *Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là* ». *Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso*, 22/03/2019, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0319fr_web2.pdf [consulté le 08/05/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Des témoignages d'habitants indiquent des exécutions de masse*, 08/07/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/07/08/burkina-faso-des-temoignages-dhabitants-indiquent-des-executions-de-masse> [consulté le 08/07/2020]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Flambée d'atrocités commises par des islamistes armés*, 06/01/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/01/06/burkina-faso-flambee-datrocites-commises-par-des-islamistes-armes> [consulté le 07/01/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Les forces de sécurité auraient exécuté 31 détenus*, 20/04/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/04/20/burkina-faso-les-forces-de-securite-auraient-execute-31-detenus> [consulté le 24/06/2020]

Human Rights Watch (HRW), *Les attaques contre les élèves, les enseignants et les écoles se multiplient dans le Sahel africain*, 08/09/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/09/08/les-attaques-contre-les-eleves-les-enseignants-et-les-ecoles-se-multiplient-dans-le> [consulté le 04/03/2021]

Human Rights Watch (HRW), *Sahel : Mettre fin aux abus commis lors des opérations de lutte contre le terrorisme*, 13/02/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/13/sahel-mettre-fin-aux-abus-commis-lors-des-operations-de-lutte-contre-le-terrorisme> [consulté le 04/03/2021]

IBurkina, *Conseil des ministres du 29 avril 2020 : création de la Brigade spéciale des investigations anti-terroristes (BSIAT)*, 01/05/2020, <https://www.iburkina.com/2020/05/conseil-des-ministres-du-29-avril-2020-creation-de-la-brigade-speciale-des-investigations-anti-terroristes-bsiat/> [consulté le 01/07/2020]

ID4D (Padonou O.) [blog], *Des armées sahéennes face au défi de la transparence et de la corruption*, 05/10/2021, <https://ideas4development.org/transparence-corruption-defi-sahel/> [consulté le 15/03/2021]

Insecurity Insight via Reliefweb, *Burkina Faso: Threats and Violence Against Civilians and Vital Civilian Facilities Bulletin 2: April-October 2020*, 11/11/2020, <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-threats-and-violence-against-civilians-and-vital-civilian-0> [consulté le 26/02/2021]

Insecurity Insight, *Burkina Faso Threats and Violence Against Civilians and Vital Civilian Facilities Bulletin 2: April- October 2020*, 11/11/2020, <http://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2020/11/April-October-2020-Burkina-Faso-Violence-Against-Civilians-and-Vital-Civilian-Facilities-v1.pdf> [consulté le 08/03/2021]

Institut Thomas More (Tisseron A.), *Menace jihadiste. Les États du golfe de Guinée au pied du mur*, 03/2019, https://web.archive.org/web/20190404155047/http://institut-thomas-more.org/2019/03/04/menace-jihadiste-%E2%80%A2-les-etats-du-golfe-de-guinee-au-pied-du-mur/#_ftn2 [consulté le 20/05/2019]

Institute for Security Studies (ISS) (Maïga I.), *Le coût des mesures de lutte contre le terrorisme pour les populations civiles dans la région du Liptako-Gourma*, 21/02/2019, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-cout-des-mesures-de-lutte-contre-le-terrorisme-pour-les-populations-civiles-dans-la-region-du-liptako-gourma> [consulté le 09/05/2019]

Institute for Security Studies (ISS) (Sigsworth R.), *Counter-terrorism, human rights and the rule of law in West Africa*, 04/2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-24.pdf> [consulté le 27/05/2019]

International Criminal Police Organization (INTERPOL), *G5 Sahel*, s.d., <https://www.interpol.int/en/Crimes/Terrorism/Counter-terrorism-projects/G5-Sahel> [consulté le 04/03/2021]

International Crisis Group (ICG), *Burkina Faso : sortir de la spirale des violences*, 24/02/2020, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences.pdf> [consulté le 22/06/2020]

International Crisis Group (ICG), *Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ?*, 24/04/2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/b154-le-sahel-central-theatre-des-nouvelles-querres-climatiques> [consulté le 24/06/2020]

International Crisis Group (ICG), *Lutter contre les insurrections et l'instabilité au Burkina Faso*, 28/01/2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/28jan19-Lutter%20contre%20les%20insurrections.pdf> [consulté le 29/05/2019]

International Crisis Group (ICG), *Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, 12/10/2017, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/254-nord-du-burkina-faso-ce-que-cache-le-jihad.pdf> [consulté le 06/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Watch List 2020*, 29/01/2020, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/watch-list-2020-1.pdf> [consulté le 30/01/2020]

International Institute For Counter-Terrorism (ICT), *Burkina Faso Security: Threats, Challenges, & Response*, 02/2020, <http://www.ict.org.il/images/Burkina%20Faso%20Security.pdf> [consulté le 22/06/2020]

International Institute for Strategic Studies (IISS), *Stability in the time of COVID-19: implications for the Sahel*, 29/06/2020, <https://www.iiss.org/-/media/files/research-papers/iiss---stability-in-the-time-of-covid-19--->

[implications-for-the-sahel.pdf?la=en&hash=D0EA03CFBCA9C3C51528427DE56593B470B37176](#) [consulté le 30/06/2020]

International Security Sector Advisory Team (ISSAT), Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), *Analyse des secteurs de la sécurité et de la justice au Sahel. Rapport Pays Burkina Faso*, 13/08/2018

International Security Sector Advisory Team (ISSAT), *Burkina Faso. Current Critical Security Issues*, 15/02/2020, <https://issat.dcaf.ch/fre/download/151664/3141418/Final%20ISSAT%20Burkina%20Faso%20Critical%20Challenges%20Summary.pdf> [consulté le 22/06/2020]

Italian Institute for International Political Studies (ISPI) (Baldaro E.), *Violence, Dysfunctional States, and the Rise of Jihadi Governance in the Sahel*, 03/03/2021, <https://www.ispionline.it/it/pubblicazione/violence-dysfunctional-states-and-rise-jihadi-governance-sahel-29301> [consulté le 05/03/2021]

Italian Institute for International Political Studies (ISPI) (Nsaibia H.), *The Conflict Between Al-Qaeda and the Islamic State in the Sahel, A Year On*, 03/03/2021, <https://www.ispionline.it/it/pubblicazione/conflict-between-al-qaeda-and-islamic-state-sahel-year-29305> [consulté le 05/03/2021]

Italian Institute for International Political Studies (ISPI), *G5 Sahel: The Joint Struggle for Regional Stability*, 09/09/2019, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/g5-sahel-joint-struggle-regional-stability-23858> [consulté le 04/03/2021]

Jeune Afrique (JA) (Coulibaly N.), *Burkina Faso : « Une attaque de cette ampleur, qui cible délibérément les civils, c'est un phénomène nouveau »*, 08/11/2019, <https://www.jeuneafrique.com/853527/politique/burkina-faso-une-attaque-de-cette-ampleur-qui-cible-deliberement-les-civils-cest-un-phenomene-nouveau/> [consulté le 28/01/2020]

Jeune Afrique (JA) (D'Herbès P.), *[Tribune] La coalition pour le Sahel : une réussite franco-africaine*, 28/06/2020, https://www.jeuneafrique.com/1007297/politique/la-coalition-pour-le-sahel-une-reussite-franco-africaine/?fbclid=IwAR3EYP1yvfcL2RWKpqqLHN2WYRQKsPYXA0xoXYUAHW_AIDrq9DIGZSbkE0 [consulté le 30/06/2020]

Jeune Afrique (JA) (Diallo A.), *Burkina Faso : « Face à la menace terroriste, nous ne faisons que colmater les brèches »*, 02/02/2021, <https://www.jeuneafrique.com/1114980/politique/burkina-faso-face-a-la-menace-terroriste-nous-ne-faisons-que-colmater-les-breches/?fbclid=IwAR0FUS5tjXEsloLxHGMRrSZCcsW7ngCdPxs4z6tI8-Ga4VLwn5GOu4M-J8U> [consulté le 08/03/2021]

Jeune Afrique (JA) (Duhem V.), *Terrorisme : l'attaque de Kafolo, un tournant pour la Côte d'Ivoire ?*, 15/06/2020, https://www.jeuneafrique.com/1000865/politique/terrorisme-lattaque-de-kafolo-un-tournant-pour-la-cote-divoire/?utm_source=jeuneafrique&utm_medium=flux-rss&utm_campaign=flux-rss-jeune-afrique-15-05-2018 [consulté le 30/06/2020]

Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *Menace jihadiste : l'Afrique de l'Ouest en état d'urgence*, 20/05/2019, https://www.jeuneafrique.com/maq/776655/politique/menace-jihadiste-lafrique-de-louest-en-etat-durgence/?utm_source=facebook.com&utm_medium=social&utm_content=jeune%20afrique&utm_campaign=post%20articles%20facebook%2005%202019 [consulté le 22/05/2019]

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : cinq militaires tués dans l'explosion d'engins artisanaux*, 18/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/750686/politique/burkina-faso-cinq-militaires-tues-dans-lexplosion-dengins-artisanaux/> [consulté le 08/04/2019]

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : les autorités dépassées face aux attaques jihadistes ?*, 23/10/2018, https://www.jeuneafrique.com/651476/politique/burkina-faso-les-autorites-depassees-face-aux-attaques-jihadistes/?fbclid=IwAR2Dlnq4_T6idip77F5Bq7tixN65hm7x9w5Hubz3Df2kLCKQih3IFOP0Mc [consulté le 09/11/2018]

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : quatre morts dans une nouvelle attaque contre une église*, 26/05/2019, <https://www.jeuneafrique.com/780222/politique/burkina-quatres-morts-dans-une-nouvelle-attaque-contre-une-eglise/> [consulté le 27/05/2019]

- Jeune Afrique (JA), *Peuls et jihadisme au Sahel : le grand malentendu*, 07/07/2020, <https://www.jeuneafrique.com/maq/1007217/politique/sahel-peuls-le-grand-malentendu/> [consulté le 04/03/2021]
- Journal Officiel du Burkina Faso, *Décret N°2020-0115/PRES/PM/MDNAC/MATDC/MSECU/MINEFID portant statut du Volontaire pour la Défense de la Patrie*, 12/03/2020, <http://ekladata.com/Va7Pci2rclq53C7yjYwf4tPLIPA.pdf> [consulté le 19/03/2021]
- Koaci.com, *Burkina Faso : Le couvre-feu prolongé de 45 jours dans le sahel*, 28/02/2021, https://www.koaci.com/article/2021/02/28/burkina-faso/politique/burkina-faso-le-couvre-feu-prolonge-de-45-jours-dans-le-sahel_149211.html
- L'Express du Faso, *Drame de Yirgou : Plus de 200 morts, selon le Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés*, 04/02/2019, http://www.lexpressdufaso-bf.com/index.php?l_nr=index.php&l_nr_c=aeb764a6a854dd20beb97ec048c4ac14&l_idpa=9148 [consulté le 08/04/2019]
- L'Expression, *Dans le nord du Burkina Faso Les prémices d'un dialogue avec les jihadistes*, 06/03/2021, <https://www.l'expression.dz/internationale/dans-le-nord-du-burkina-faso-les-premices-d-un-dialogue-avec-les-jihadistes-341621> [consulté le 10/03/2021]
- La Croix (Réaux A.), *La Côte d'Ivoire ciblée par les terroristes*, 16/06/2020, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Cote-dIvoire-ciblee-terroristes-2020-06-16-1201100174> [consulté le 30/06/2020]
- La Croix (Sarr L.), *Dans le nord du Burkina Faso, forte émotion après l'attaque d'une église catholique par des terroristes*, 13/05/2019, <https://africa.la-croix.com/dans-le-nord-du-burkina-faso-forte-emotion-apres-lattaque-dune-eglise-catholique-par-des-terroristes/> [consulté le 27/05/2019]
- La Libre Belgique (LLB) (Van Vyve V.), *Koglweogo. Miroir d'une faillite d'Etat*, 05/05/2018, <http://dossiers.lalibre.be/koglweogo/index.php> [consulté le 23/03/2021]
- La Revue internationale, *Au Burkina Faso, le Président Roch Kaboré peine à lutter contre le terrorisme*, 06/01/2020, <https://www.revue-internationale.com/2020/01/burkina-faso-terrorisme-roch-kabore/> [consulté le 27/01/2020]
- Le Figaro, *Burkina : le dialogue avec les groupes armés, une «nécessité humanitaire», selon le CICR*, 14/09/2020, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/burkina-le-dialogue-avec-les-groupes-armes-une-necessite-humanitaire-selon-le-cicr-20200914> [consulté le 15/03/2021]
- Le Monde (Bensimon C.), *Le Sahel, nouveau champ de bataille de la guerre entre Al-Qaida et l'organisation Etat islamique*, 29/06/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/28/le-sahel-nouveau-champ-de-bataille-de-la-guerre-entre-al-qaida-et-l-organisation-etat-islamique_6044481_3212.html?fbclid=IwAR3OEIkh1UHaMFyij-sqLwnntQXxXoBI-uduHLActLdIqOQTy-S4j_J7yVM [consulté le 30/06/2020]
- Le Monde (Caramel L.), *Changement climatique et pression démographique, terreau de la violence au Sahel*, 11/04/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/11/changement-climatique-et-pression-demographique-terreau-de-la-violence-au-sahel_5448954_3212.html [consulté le 08/05/2019]
- Le Monde (Châtelot C.), *« Le Burkina Faso est devenu partie intégrante de la crise au Sahel »*, 05/11/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/05/le-burkina-faso-est-devenu-partie-integrante-de-la-crise-au-sahel_6018055_3212.html [consulté le 29/01/2020]
- Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, « les Peuls sont victimes d'un délit de faciès »*, 17/04/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/17/au-burkina-faso-les-peuls-sont-victimes-d-un-delit-de-facies_5451716_3212.html [consulté le 08/05/2019]
- Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, l'essor périlleux des milices villageoises face aux djihadistes*, 12/11/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/12/au-burkina-faso-l-essor-perilleux-des-milices-villageoises-face-aux-djihadistes_6059406_3212.html [consulté le 26/02/2021]
- Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, les forces de sécurité démunies face aux djihadistes*, 04/12/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/04/au-burkina-faso-les-forces-de-securite-demunies-face-aux-djihadistes_5392399_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1543922488 [consulté le 05/12/2018]

- Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, les Peuls victimes d'une stigmatisation meurtrière*, 04/02/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/04/au-burkina-faso-les-peuls-victimes-d-une-stigmatisation-meurtriere_5418966_3212.html
- Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, soigner les blessures invisibles des victimes des violences*, 23/02/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/02/23/au-burkina-faso-soigner-les-blessures-invisibles-des-victimes-des-violences_6070969_3212.html [consulté le 12/03/2021]
- Le Monde (Douce S.), *Dans l'est du Burkina Faso, des villages « assiégés » par les terroristes*, 28/05/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/28/dans-l-est-du-burkina-faso-des-villages-assieges-par-les-terroristes_6041076_3212.html [consulté le 24/06/2020]
- Le Monde (Douce S.), *Le Burkina Faso désormais sur la carte du djihadisme*, 18/10/2018, https://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2018/10/18/le-burkina-faso-desormais-sur-la-carte-du-djihadisme_5371448_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1539882151 [consulté le 09/11/2018]
- Le Monde (Douce S.), *Négociateur avec les djihadistes ? Au Burkina Faso, une option de moins en moins taboue*, 10/02/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/02/10/negociateur-avec-les-djihadistes-au-burkina-faso-une-option-de-moins-en-moins-taboue_6069462_3212.html [consulté le 04/03/2021]
- Le Monde (Douce S.), *Présidentielle au Burkina Faso : la lutte contre le terrorisme au cœur des débats*, 20/11/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/20/presidentielle-au-burkina-faso-la-lutte-contre-le-terrorisme-au-c-ur-des-debats_6060571_3212.html [consulté le 04/03/2021]
- Le Monde (Douce S.), *Rinaldo Depagne : « Au Burkina Faso, les groupes armés ont trouvé un "maillon faible" »*, 22/02/2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/22/rinaldo-depagne-au-burkina-faso-les-groupes-armes-ont-trouve-un-maillon-faible_5426785_3210.html [consulté le 09/05/2019]
- Le Monde (Guibert N.), *Sahel : l'opération « Barkhane » contrainte de s'adapter*, 04/12/2018, https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/04/sahel-l-operation-barkhane-contrainte-de-s-adapter_5392282_3210.html [consulté le 06/12/2018]
- Le Monde (Le Cam M.), *Attentat de Ouagadougou : « C'était un carnage »*, 14/08/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/14/attentat-a-ouagadougou-c-etait-un-carnage_5172354_3212.html [consulté le 09/05/2019]
- Le Monde diplomatique (Carayol R.), *Les milices prolifèrent au Burkina Faso*, 05/2020, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/05/CARAYOL/61740> [consulté le 05/06/2020]
- Le Monde, *A l'ONU, le Burkina demande « une coalition internationale » antiterroriste pour le Sahel*, 17/05/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/17/a-l-onu-le-burkina-demande-une-coalition-internationale-antiterroriste-pour-le-sahel_5463256_3212.html?fbclid=IwAR1ZRrLJ7sdSk51ZFcxI-KbaJ3J3ZLkUQt2YJtm2HtkPRsXfPBXsmW3RA8 [consulté le 17/05/2019]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, « légaliser l'autodéfense, une bonne idée ? Vraiment ? »*, 17/03/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/17/au-burkina-faso-legaliser-l-autodefense-une-bonne-idee-vraiment_6033443_3212.html [consulté le 05/06/2020]
- Le Monde, *Burkina Faso : le groupe djihadiste GSIM revendique les attaques de Ouagadougou*, 03/03/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/03/burkina-faso-le-groupe-djihadiste-gsim-revendique-les-attaques-de-ouagadougou_5265358_3212.html [consulté le 17/05/2019]
- Le Monde, *L'état d'urgence décrété dans plusieurs provinces du Burkina Faso*, 31/12/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/31/l-etat-d-urgence-decrete-dans-plusieurs-provinces-du-burkina-faso_5403966_3212.html [consulté le 15/05/2019]
- Le Monde, *Sahel : « Les atrocités commises par des militaires favorisent le recrutement par les groupes armés »*, 29/06/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/29/sahel-les-atrocites-commises-par-des-militaires-favorisent-le-recrutement-par-les-groupes-armes_6044601_3212.html [consulté le 30/06/2020]
- Le Pays via Courrier international, *Opinion. Face aux attaques terroristes, le Burkina Faso doit préserver le vivre-ensemble*, 14/05/2019, <https://www.courrierinternational.com/article/opinion-face-aux-attaques-terroristes-le-burkina-faso-doit-preserver-le-vivre-ensemble> [consulté le 15/05/2019]

- Le Point (Dubois O.), *Barkhane : « Il y a une tolérance zéro à toute déviance »*, 28/01/2021, https://www.lepoint.fr/afrique/barkhane-il-y-a-une-tolerance-zero-a-toute-deviance-26-01-2021-2411171_3826.php [consulté le 05/03/2021]
- Lefaso.net (Sidibé A. L. G.), *Attaque meurtrière sur l'axe Tin-Akoff - Beldiabé : Des partis politiques sursoient à leur campagne pour honorer la mémoire des 14 soldats tués*, 13/11/2020, [Attaque meurtrière sur l'axe Tin-Akoff - Beldiabé : Des partis politiques sursoient à leur campagne pour honorer la mémoire des 14 soldats tués - Lefaso.net](https://www.lepoint.fr/afrique/barkhane-il-y-a-une-tolerance-zero-a-toute-deviance-26-01-2021-2411171_3826.php) [consulté le 26/03/2021]
- Lefaso.net, *Banwa : Une école incendiée, des vivres emportés à Sanaba*, 21/06/2020, <https://Lefaso.net/spip.php?article97585> [consulté le 01/07/2020]
- Lefaso.net, *Burkina : « Le gouvernement n'est pas en train de négocier avec des terroristes », déclare le porte-parole Ousseni Tamboura*, 03/03/2021, <https://Lefaso.net/spip.php?article103064> [consulté le 04/03/2021]
- Lefaso.net, *Burkina : 4 militaires tués et 3 blessés sur l'axe Gaskindé-Djibo*, 11/09/2020, <https://Lefaso.net/spip.php?article99242> [consulté le 26/03/2021]
- Lefaso.net, *Burkina : Des organisations de défense de droits humains interpellent le gouvernement sur des dérives des volontaires pour la défense de la patrie*, 28/10/2020, <https://Lefaso.net/spip.php?article100270> [consulté le 26/03/2021]
- Lefaso.net, *Burkina Faso : L'état d'urgence prorogé jusqu'au 12 janvier 2020*, 11/07/2019, <https://Lefaso.net/spip.php?article90714> [consulté le 18/12/2019]
- Lefaso.net, *Djihadisme au Sahel : Propagation ou repli ?*, 15/02/2021, <https://Lefaso.net/spip.php?article102685> [consulté le 10/03/2021]
- Lefaso.net, *Insécurité : Le terrorisme pousse deux millions de Sahéliens à l'exil*, 16/03/2021, <https://Lefaso.net/spip.php?article103360> [consulté le 17/03/2021]
- Lefaso.net, *Lutte contre le terrorisme : Les modalités de la prise en charge des volontaires fixées*, 09/04/2020, <https://Lefaso.net/spip.php?article96070> [consulté le 01/07/2020]
- Lefaso.net, *Opérations de sécurisation des forces armées nationales : Huit opérations aériennes et 271 patrouilles menées du 13 au 19 juillet 2020*, 20/07/2020, <https://Lefaso.net/spip.php?article98215> [consulté le 26/03/2021]
- Libération (Gouvy C.), *Au Burkina Faso, le dialogue avec les jihadistes n'est plus tabou*, 25/03/2021, https://www.liberation.fr/international/afrique/au-burkina-faso-le-dialogue-avec-les-jihadistes-nest-plus-tabou-20210325_6ETDSSJ7PZAUFCOJP2HKOBQRWU?redirected=1 [consulté le 26/03/2021]
- Libération (Macé C.), *Au Sahel, l'amer bilan de dix ans de lutte antiterroriste*, 12/05/2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/05/12/au-sahel-l-amer-bilan-de-dix-ans-de-lutte-antiterroriste_1726419 [consulté le 13/05/2019]
- Libération (Macé C.), *Dans l'est du Burkina Faso, un nouveau foyer pour le jihad ?*, 03/12/2018, https://www.liberation.fr/planete/2018/12/03/dans-l-est-du-burkina-faso-un-nouveau-foyer-pour-le-jihad_1695777 [consulté le 05/12/2018]
- Libération (Malagardis M.), *Le Burkina Faso, peu touché par le Covid-19, succombe au virus de l'insécurité*, 05/06/2020, https://www.liberation.fr/planete/2020/06/05/le-burkina-faso-peu-touche-par-le-covid-19-succombe-au-virus-de-l-insecurite_1790335 [consulté le 24/06/2020]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Burkina Faso: armed violence & internally displaced persons (IDPs)* [Twitter post], 29/03/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1376512707780874243 [consulté le 17/03/2021]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Burkina Faso: armed violence & food insecurity*, 24/03/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1374763495900741636 [consulté le 25/03/2021]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Burkina Faso: civilian fatalities by attributed perpetrator* [Twitter post], 26/01/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1354139188254429186 [consulté le 17/03/2021]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Burkina Faso: reported fatalities* [Twitter Post], 14/01/2020, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1217215487974760448/photo/1 [consulté le 20/01/2020]

- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Burkina Faso: reported fatalities* [Twitter post], 19/01/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1351601090534498306/photo/1 [consulté le 17/03/2021]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Eastern Burkina Faso: deadly jihadi attacks, population density & road network* [Twitter post], 17/02/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1362140214270001152/photo/1 [consulté le 17/03/2021]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Liptako-Gourma: deadly armed violence & livelihood zones by main economic activity* [Twitter post], 21/03/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1373714852099862530 [consulté le 23/03/2021]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Mali, Burkina Faso & Niger: reported civilian fatalities from armed violence* [Twitter post], 24/03/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1374790857707155465/photo/1 [consulté le 30/03/2021]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Mali, Burkina Faso & Niger: annual reported fatalities from armed violence* [Twitter post], 13/03/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1370856640937922561 [consulté le 17/03/2021]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Northern Burkina Faso: deadly jihadi attacks, population density & road network* [Twitter post], 17/02/2021, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1362125163215482882/photo/1 [consulté le 17/03/2021]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Western Sahel : reported fatalities by type of violence* [Twitter Post], 28/01/2020, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1222203967385624576/photo/1 [consulté le 29/01/2020]
- Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), *Western Sahel: civilian fatalities, first half of each year (H1)* [Twitter post], 01/07/2020, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1278314028444651521 [consulté le 01/07/2020]
- Luengo-Cabrera J., (@J_LuengoCabrera), *Violence against civilians in Burkina Faso since January 2018: - Attacks attributed to jihadist groups 3x those attributed to state security forces but latter have been 3x as deadly as former. - 70% of civilian deaths concentrated in the Sahel (46%) and Nord (24%) regions.* [Twitter post], 22/03/2019, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1109137675775287296 [consulté le 29/05/2019]
- LVSL (Bihan T.), *Sur quoi prospère le « djihadisme » au Burkina Faso*, 23/09/2020, <https://lvsl.fr/sur-quoi-prospere-le-djihadisme-au-burkina-faso/> [consulté le 17/03/2021]
- Mediapart (Brabant J.), *Présence française au Sahel: au-delà de l'échec militaire*, 31/01/2021, https://www.mediapart.fr/journal/international/310121/presence-francaise-au-sahel-au-dela-de-l-echec-militaire#at_medium=custom7&at_campaign=1047 [consulté le 05/03/2021]
- Mediapart (Carayol R.), *Au Sahel, les civils payent le prix du « sursaut » militaire*, 11/03/2020, https://www.mediapart.fr/journal/international/110320/au-sahel-les-civils-payent-le-prix-du-sursaut-militaire?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xor=CS3-67 [consulté le 24/06/2020]
- Mediapart (Hume F., Macadré O.), *Au Burkina Faso, les jeunes Peuls pris entre deux feux*, 02/12/2019, <https://www.mediapart.fr/journal/international/021219/au-burkina-faso-les-jeunes-peuls-pris-entre-deux-feux> [consulté le 30/01/2020]
- Mediapart (Hume-Ferkatadji F., Macadré O.), *L'EI et Al-Qaïda s'affrontent désormais en Afrique de l'Ouest*, 02/06/2020, https://www.mediapart.fr/journal/international/020620/l-ei-et-al-qaida-s-affrontent-desormais-en-afrique-de-l-ouest?page_article=2 [consulté le 30/06/2020]
- Menastream (@MENASTREAM), *A visualization of @ACLEINFO data portrays the focal points, locations, and trends of the #JNIM and #ISGS fighting throughout 2020.* [Twitter post], 04/03/2021, <https://twitter.com/MENASTREAM/status/1367355321363087360> [consulté le 04/03/2021]
- Middle East Eye (MEE) (Allouche Y.), *Al-Qaeda's Maghreb branch has revealed its weakness with new leadership*, 02/12/2020, <https://www.middleeasteye.net/news/al-qaeda-maghreb-new-leadership-decline> [consulté le 10/03/2021]

- Middle East Institute (MEI) (Ghanem D., Lounnas D.), *The last emir?: AQIM's decline in the Sahel*, 07/12/2020, <https://www.mei.edu/publications/last-emir-aqims-decline-sahel> [consulté le 10/03/2021]
- Ministère de la Santé, *Burkina Faso : Rapport de situation sur l'épidémie à Coronavirus*, 23/06/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep_covid-19_ndeg112.pdf [consulté le 24/06/2020]
- Ministère des Affaires étrangères de Norvège, *Stratégie norvégienne pour le Sahel 2018-2020*, 10/2018, https://www.regjeringen.no/globalassets/departementene/ud/dokumenter/sikpol/strategie_sahel_mbilder.pdf [consulté le 04/03/2019]
- Ministère des Armées de la République française, *Barkhane : Entretien avec une figure emblématique de la reconquête malienne*, 23/03/2021, <https://www.defense.gouv.fr/operations/actualites2/barkhane-entretien-avec-une-figure-emblematisque-de-la-reconquete-malienne> [consulté le 24/03/2021]
- Ministère des Armées de la République française, *BARKHANE : Rencontre avec Corentin, transmetteur au sein de la task force TAKUBA*, 02/03/2021, <https://www.defense.gouv.fr/actualites/operations/barkhane-rencontre-avec-corentin-transmetteur-au-sein-de-la-task-force-takuba> [consulté le 05/03/2021]
- Ministère des Armées de la République française, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 17/02/2020, https://www.defense.gouv.fr/content/download/575054/9847285/20200116_NP_EMA%20CABCOM_Dossier%20de%20presse%20BARKHANE_FR.pdf [consulté le 30/06/2020]
- Ministère des Armées de la République française, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 02/2019, https://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20190215_NP_EMA%20CABCOM_DP%20BARKHANE_V0.pdf [consulté le 22/05/2019]
- Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Cérémonie de lancement officiel du MISAD*, 28/01/2021, <https://minusma.unmissions.org/c%C3%A9r%C3%A9monie-de-lancement-officiel-du-misad> [consulté le 04/03/2021]
- Modern Ghana (Baily A., Hauchard A.), *Burkina Faso makes tentative steps towards dialogue with jihadists*, 10/03/2021, <https://www.modernghana.com/news/1066783/burkina-faso-makes-tentative-steps-towards-dialogu.html> [consulté le 10/03/2021]
- Mondafrique, *Sommet de N'Djaména (1er volet), le « djihad défensif » des groupes armés*, 09/02/2021, <https://mondafrique.com/sommet-de-ndjamena-1er-volet-le-djihad-defensif-des-groupes-armes/> [consulté le 08/03/2021]
- Nations unies, ONU Info, *Burkina Faso : l'aide entravée par une insécurité persistante au nord du pays*, 12/03/2019, <https://news.un.org/fr/story/2019/03/1038451> [consulté le 08/05/2019]
- Network of Researchers in International Affairs (NORIA) (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), *Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso. Diffusion et structuration des groupes Koglweogo*, 15/11/2018, <https://www.noria-research.com/fr/mouvement-dautodefense-au-burkina-faso-diffusion-et-structuration-des-groupes-koglweogo/> [consulté le 22/11/2018]
- Network of Researchers in International Affairs (NORIA) (Quidelleur T.), *The Local Roots of Violence in Eastern Burkina Faso*, 28/01/2020, https://www.noria-research.com/app/uploads/2020/01/NORIA_publication_Quidelleur_Est_01_2020_EN.pdf [consulté le 29/01/2020]
- Niagale Bagayoko (@NiagaleBagayoko), *Une avancée majeure pour la protection des civils au #Sahel: le lancement du mécanisme d'identification, de suivi et d'analyse des dommages causés aux civils/MISAD dans le cadre de la Force conjointe @force_g5 du @g5 mis en place en lien avec @UNHumanRights et @CivCenter @eu_eas* [Twitter post], 27/01/2021, <https://twitter.com/NiagaleBagayoko/status/1354440070934241287> [consulté le 04/03/2021]
- Norwegian Refugee Council (NRC), *The world's most neglected displacement crises in 2019*, 10/06/2020, <https://www.nrc.no/shorthand/fr/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-in-2019/index.html> [consulté le 30/06/2020]
- Observatoire Pharos, *La communauté peule au Sahel, nomades au cœur des amalgames*, 03/04/2019, <https://www.observatoirepharos.com/pays/burkina-faso/la-communaute-peule-au-sahel-nomades-au-coeur-des-amalgames-fr/> [consulté le 22/05/2019]

Observatoire pour la démocratie et les droits de l'homme (ODDH), *Burkina Faso, Risque d'un nouveau Rwanda?*, 22/06/2020, https://Lefaso.net/IMG/pdf/burkina_faso_risque_d_un_nouveau_rwanda.pdf [consulté le 24/06/2020]

Office des Nations unies contre la drogue et le crime (United Nations Office on Drugs and Crime, UNODC), *Le Burkina Faso crée un pôle judiciaire spécialisé contre la criminalité organisée et le terrorisme*, 01/2017, https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/2017_01_specialised_judicial_unit_burkina_faso.html [consulté le 27/05/2019]

Omega Medias, *Burkina : plus de 20 présumés terroristes libérés dans le cadre des négociations avec Iyad AG Ghali (L'évènement)*, 26/02/2021, <https://www.omegamedias.info/blog/2021/02/26/burkina-plus-de-20-presumes-terroristes-liberes-dans-le-cadre-des-negociations-avec-iyad-ag-ghali-levenement/> [consulté le 05/03/2021]

Organisation mondiale de la santé (OMS), *Bulletin n°05 du Cluster Santé - Mars - Mai 2020*, 12/06/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bulletin_sectoriel_mai.pdf [consulté le 01/07/2020]

Organisation mondiale de la santé (OMS), *Burkina Faso : Fonctionnalité des Formations sanitaires au 13 avril 2020*, 19/04/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/fonctionnalite_fs_20200413.pdf [consulté le 01/07/2020]

Organisation mondiale de la santé (OMS), *Burkina Faso : Fonctionnalité des Formations sanitaires au 13 avril 2020*, 19/04/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/fonctionnalite_fs_20200413.pdf [consulté le 01/07/2020]

Orient XXI (Carayol R.), *Au Sahel, les massacres s'amplifient malgré le Covid-19*, 28/04/2020, https://orientxxi.info/magazine/au-sahel-les-massacres-s-amplifient-malgre-le-covid-19_3830 [consulté le 24/06/2020]

Ouest-France (Douce S.), *Sahel. La faim frappe le Burkina Faso, pays plombé par l'insécurité*, 25/01/2021, <https://www.ouest-france.fr/monde/burkina-faso/sahel-le-burkina-faso-touche-par-la-faim-7129875> [consulté le 15/03/2021]

Pérouse de Montclos M.-A., *L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ?*, Paris : La Découverte, 2018

Plan International, *Investir dans l'éducation au Burkina Faso : un pays en crise*, 17/03/2021, <https://www.plan-international.fr/news/2021-03-17-investir-dans-leducation-au-burkina-faso-un-pays-en-crise> [consulté le 24/03/2021]

Portail de l'Intelligence Économique (Renault W.), *Le Burkina Faso face à la menace djihadiste*, 12/03/2019, <https://portail-ie.fr/analysis/2094/le-burkina-faso-face-a-la-menace-djihadiste> [consulté le 17/05/2019]

Radio France internationale (RFI) (Boudani Y.), *Burkina Faso : le gouvernement dément toute négociation avec des terroristes*, 04/03/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210304-burkina-faso-le-gouvernement-d%C3%A9ment-toute-n%C3%A9gociation-avec-des-terroristes> [consulté le 10/03/2021]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso : 4 morts dans l'attaque d'une procession religieuse dans le Nord*, 14/05/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190514-burkina-faso-4-morts-attaque-une-procession-religieuse-le-nord> [consulté le 17/05/2019]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: dans le Soum, des hommes armés imposent leur loi aux orpailleurs*, 09/12/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210209-burkina-faso-dans-les-mines-du-soum-la-loi-des-hommes-en-armes> [consulté le 10/03/2021]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: désolation après les affrontements intercommunautaires de Yirgou*, 06/01/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190105-burkina-faso-affrontements-intercommunautaires-yirgou-ouedraogo-depute> [consulté le 08/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: la communauté peule reçue par le ministre de la Réconciliation nationale*, 10/03/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210310-burkina-faso-la-communaut%C3%A9-peule-re%C3%A7ue-par-le-ministre-de-la-r%C3%A9conciliation-nationale> [consulté le 10/03/2021]

- Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: les autorités prêtes à négocier avec les groupes jihadistes?*, 05/02/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210205-burkina-faso-les-autorit%C3%A9s-pr%C3%AAtes-%C3%A0-n%C3%A9gocier-avec-les-groupes-jihadistes> [consulté le 04/03/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: opération anti-terroriste à la frontière ivoirienne*, 06/01/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200106-burkina-operation-anti-terroriste-frontiere-cote-ivoire-alidoukou> [consulté le 07/01/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: ouverture d'une enquête après la mort de sept civils dans l'Est*, 02/07/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200702-burkina-faso-ouverture-dune-enqu%C3%AAt-apr%C3%AAs-la-mort-sept-civils-lest> [consulté le 26/03/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: quelles sont les sources de financement du terrorisme ?*, 30/08/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200830-burkina-faso-quelles-sont-les-sources-financement-terrorisme> [consulté le 10/03/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: raid de la force Barkhane après l'attaque d'une gendarmerie*, 04/10/2018, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20181004-burkina-faso-raid-barkhane-attaque-gendarmerie> [consulté le 15/05/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: une association alerte sur les exactions dont les Peuls sont victimes*, 16/08/2020, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200816-burkina-faso-association-jeunesse-tabital-pulakuu-exactions-peuls-victimes?ref=tw_i [consulté le 09/03/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: une marche contre la stigmatisation des Peuls à Fada N'Gourma*, 14/06/2020, http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200614-burkina-faso-marche-contre-stigmatisation-peuls-fada-ngourma?utm_source=Revue+de+presse+du+15+juin+2020&utm_campaign=Revue+de+presse+-+15+juin+2020&utm_medium=email [consulté le 24/06/2020]
- Radio France Internationale (RFI), *Décryptage - Affrontements entre l'EI et Al Qaida, la fin d'une exception au Sahel*, 04/06/2020, <http://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200604-affrontements-entre-lei-et-al-qaida-la-fin-dune-exception-sahel> [consulté le 26/06/2020]
- Radio France internationale (RFI), *L'ONU donne son feu vert à un soutien de la Minusma à la force du G5 Sahel*, 25/03/2019, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190325-onu-donne-feu-vert-soutien-minusma-force-g5-sahel> [consulté le 22/05/2019]
- Radio France internationale (RFI), *Mali: le mandat de la Minusma prorogé pour un an à l'ONU*, 29/06/2020, http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200629-mali-prorogation-mandat-minusma-onu-casques-bleus-terrorisme-jihadistes-conseil-sec?utm_source=Revue+de+presse+du+29+juin+2020&utm_campaign=Revue+de+presse+-+29+juin+2020&utm_medium=email [consulté le 29/06/2020]
- Radio France internationale (RFI), *Massacre de Yirgou: des Burkinabè défilent contre les violences ethniques*, 13/01/2019, http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190113-massacre-yirgou-burkinabe-defilent-contre-violences-ethniques?ref=tw_i [consulté le 08/04/2019]
- REACH, *Burkina Faso. Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA). Résumé exécutif*, 02/2021, https://www.impact-repository.org/document/reach/ef1eea3b/REACH_BFA_MSNA_Resume_Fevrier_2021.pdf [consulté le 26/02/2021]
- Réseau ouest africain pour l'édification de la paix (West African Network for Peacebuilding, WANEP), *Burkina Faso, Rapport hebdomadaire du 12 au 18 mai 2019*, 21/05/2019
- Reuters (Peyton N.), *'Safe haven' for fleeing families hit by attacks in Burkina Faso*, 16/05/2019, <http://news.trust.org/item/20190516133925-4kl0g/> [consulté le 17/05/2019]
- Reuters via Mediapart, *L'état d'urgence prolongé de six mois dans le nord du Burkina*, 11/01/2019, <https://www.mediapart.fr/journal/international/110119/letat-durgence-prolonge-de-six-mois-dans-le-nord-du-burkina> [consulté le 15/05/2019]
- Reuters, *Africa's Sahel conflict sees surge in militia killings-group*, 28/03/2019, <http://news.trust.org/item/20190328160300-f25y0/> [consulté le 08/05/2019]

Sahel Blog (Thurston A.) [blog], *Burkina Faso: A Delicate Atmosphere Around Inter-Religious Coexistence*, 06/10/2020, <https://sahelblog.wordpress.com/2020/10/06/burkina-faso-a-delicate-atmosphere-around-inter-religious-coexistence/> [consulté le 10/03/2021]

Sahel Intelligence (Benshimon S.), *Burkina Faso: deux bases terroristes démantelées dans l'est et le nord (armée)*, 23/06/2020, <http://sahel-intelligence.com/20627-burkina-faso-deux-bases-terroristes-demantelees-dans-lest-et-le-nord-armee.html> [consulté le 01/07/2020]

Sahel Intelligence (Biedermann K.), *Burkina Faso: une vingtaine d'assaillants tués dans le nord (armée)*, 01/07/2020, <http://sahel-intelligence.com/20692-burkina-faso-une-vingtaine-dassaillants-tues-dans-le-nord-armee.html> [consulté le 01/07/2020]

Service d'Information du Gouvernement du Burkina Faso, *Conseil des ministres du vendredi 27 décembre 2019: prorogation de l'état d'urgence sur 12 mois*, 27/12/2019, https://www.sig.gov.bf/details?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=182&cHash=9c30126d4ec2f77177518a73bffa0a5a [consulté le 29/06/2020]

Sidwaya (Siribie D.), *Retour au bercail des déplacés internes du Nord « Au moins, je suis sûr de mourir chez moi »*, 02/02/2021, <https://www.sidwaya.info/blog/2021/02/02/retour-au-bercail-des-deplaces-internes-du-nord-au-moins-je-suis-sur-de-mourir-chez-moi/> [consulté le 15/03/2021]

Sidwaya, *Lutte contre le terrorisme au Nord : les volontaires, ces « héros » en première ligne*, 01/02/2021, <https://www.sidwaya.info/blog/2021/02/01/lutte-contre-le-terrorisme-au-nord-les-volontaires-ces-heros-en-premiere-ligne/> [consulté le 23/03/2021]

Sophie Douce (@Sophie_Douce), *Contrairement à son voisin le #Mali, qui assume officiellement la voie du "dialogue" avec certains groupes djihadistes, les autorités burkinabè préfèrent utiliser le lexique de la "main tendue". Mais toujours aucune précision sur les modalités de telles redditions... #BurkinaFaso* [Twitter post], 03/03/2021, https://twitter.com/Sophie_Douce/status/1367166209943363585 [consulté le 04/03/2021]

Témoin oculaire alerte (@AlerteTemoin), *#Communiqué. Le couvre prolongé dans la région de l'Est* [Twitter post], 31/03/2021, <https://twitter.com/AlerteTemoin/status/1377187338607022080> [consulté le 30/03/2021]

Témoin oculaire alerte (@AlerteTemoin), *BF /Sahel: Du 08/02- 08/03 interdiction de rouler à moto ou tricycle les communes: Deou, Markoye, Oursi, Tin akoff (Oudalan), Falagountou, Sampelga, Seytenga (Seno), Baraboule, Diguel, Koutougou, Nassoumbou (Soum)Boundore, Mansila, Tankougounadie, Titabe (Yagha)*, 07/02/2021, <https://twitter.com/AlerteTemoin/status/1356672043526291459> [consulté le 30/03/2021]

The Associated Press (AP) (Mednick S.), *Burkina Faso army blamed for extrajudicial torture, deaths*, 25/08/2021, <https://apnews.com/article/41ff8b34b2d3a761139f0c76faf2af97> [consulté le 15/03/2021]

The Associated Press (AP) (Mednick S.), *UN: Burkina Faso on brink of protracted humanitarian crisis*, 12/02/2021, <https://apnews.com/article/violence-africa-west-africa-united-nations-burkina-faso-a547073a65a191b3d452af87702a9878> [consulté le 15/03/2021]

The Associated Press (AP), *Women fleeing Burkina Faso violence face sexual assault*, 14/02/2021, <https://apnews.com/article/islamic-state-group-violence-sexual-assault-only-on-ap-burkina-faso-308f0d4856bac8d426a889bfcdb3e4a6?fbclid=IwAR3IfOzHNYm2UXD6tsry07m9oYsXLwKZqqyQ4gB93Qn7IJEimeuAkX6w2j4> [consulté le 12/03/2021]

The Conversation (Guichaoua Y., Nsaibia H.), *Comment le djihad armé se diffuse au Sahel*, 24/02/2019, https://theconversation.com/amp/comment-le-djihad-arme-se-diffuse-au-sahel-112244?_twitter_impression=true [consulté le 04/03/2019]

The Conversation (Savadogo M.), *Burkina Faso : négociateur pour éteindre les foyers insurrectionnels*, 16/03/2021, https://theconversation.com/burkina-faso-negociateur-pour-eteindre-les-foyers-insurrectionnels-156680?utm_source=twitter&utm_medium=bylinetwitterbutton [consulté le 17/03/2021]

The Defense Post, *Burkina Faso Premier Floats Idea of Talks With Jihadists*, 05/02/2021, <https://www.thedefensepost.com/2021/02/05/burkina-faso-premier-talks-jihadists/> [consulté le 08/03/2021]

The Economist, *Fighting in the Sahel has forced 1.7m people from their homes*, 20/06/2020, <https://www.economist.com/graphic-detail/2020/06/20/fighting-in-the-sahel-has-forced-1-7m-people-from-their-homes> [consulté le 24/06/2020]

- The Economist, *France's forever war in the Sahel*, 20/02/2021, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2021/02/17/frances-forever-war-in-the-sahel> [consulté le 05/03/2021]
- The Economist, *States in the Sahel have unleashed ethnic gangs with guns*, 02/05/2019, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2019/05/04/states-in-the-sahel-have-unleashed-ethnic-gangs-with-guns?frsc=dg%7Ce> [consulté le 08/05/2019]
- The Guardian (Safi M.), *Masked men, murder and mass displacement: how terror came to Burkina Faso*, 16/03/2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/mar/16/we-dont-know-whos-in-control-900000-flee-violence-in-burkina-faso> [consulté le 24/06/2020]
- The Intercept (Penney J.), *Blowback in Africa. How America's Counterterror Strategy Helped Destabilize Burkina Faso*, 22/11/2018, <https://theintercept.com/2018/11/22/burkina-faso-us-relations/> [consulté le 27/05/2019]
- The Irish Times (Coakley A.), *Self-declared hunter trades big game for jihadists in Burkina Faso*, 09/03/2021, <https://www.irishtimes.com/news/world/africa/self-declared-hunter-trades-big-game-for-jihadists-in-burkina-faso-1.4504571> [consulté le 26/02/2021]
- The New Humanitarian (TNH) (Kleinfeld Ph.), *Jihadis, vigilantes, and demoralised troops: A who's who in Burkina Faso's spiralling crisis*, 09/03/2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/03/09/who-is-who-burkina-faso-crisis> [consulté le 30/06/2020]
- The New Humanitarian (TNH) (Mednick S.), *Briefing: Burkina Faso's rapid descent catches emergency response off guard*, 20/12/2019, <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2019/12/20/Burkina-Faso-displaced-attacks-extremist> [consulté le 07/01/2020]
- The New Humanitarian (TNH) (Mednick S.), *Burkina Faso's new conflict front: Jihadists against jihadists*, 17/08/2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/2020/08/17/burkina-faso-s-new-conflict-front-jihadists-against-jihadists> [consulté le 10/03/2021]
- The New Humanitarian (TNH) (Mednick S.), *Exclusive: Burkina Faso's secret peace talks and fragile jihadist ceasefire*, 11/03/2021, <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2021/3/11/Burkina-Faso-secret-peace-talks-and-jihadist-ceasefire> [consulté le 15/03/2021]
- The New Humanitarian (TNH) (Mednick S.), *Le conflit et le coronavirus déclenchent une crise alimentaire au Burkina Faso*, 19/08/2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/2020/08/19/le-conflit-et-le-coronavirus-declenchent-une-crise-alimentaire-au-burkina-faso> [consulté le 15/03/2021]
- The New Humanitarian (TNH) (Mednick S.), *Victims or villains? The volunteer fighters on Burkina Faso's front line*, 12/10/2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/2020/10/12/victims-or-villains-volunteer-fighters-burkina-faso-s-front-line> [consulté le 23/03/2021]
- The New York Times (NYT) (Maclean R.), *Over 180 Bodies Found Dumped in Burkina Faso Town, Report Says*, 07/07/2020, <https://www.nytimes.com/2020/07/07/world/africa/burkina-faso-bodies-military.html?smid=tw-share> [consulté le 08/07/2020]
- The New York Times (NYT) (Maclean R.), *When the soldiers meant to protect you instead come to kill*, 22/06/2020, <https://www.nytimes.com/2020/06/22/world/africa/burkina-faso-terrorism.html> [consulté le 24/06/2020]
- The Washington Post (Wilkins H., Paquette D.), *Burkina Faso's wildlife reserves have become a battle zone, overrun by militants and poachers*, 13/09/2020, https://www.washingtonpost.com/world/africa/burkina-fasos-wildlife-reserves-have-become-a-battle-zone-overrun-by-militants-and-poachers/2020/09/12/dae444bc-f1c0-11ea-9279-45d6bdf145f_story.html [consulté le 08/03/2021]
- Timbuktu Institute (Sambe B.), *Les territoires insoupçonnés du djihadisme conquérant en Afrique*, 07/01/2021, <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/385-les-territoires-insoupconnes-du-djihadisme-conquerant-en-afrique-timbuktu-institute> [consulté le 26/03/2021]
- Timbuktu Institute, *Insécurité Sahel : Le Burkina, dernier verrou vers l'Afrique côtière ?*, 23/03/2019, <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/259-insecurite-sahel-le-burkina-dernier-verrou-vers-l-afrique-cotiere> [consulté le 22/05/2019]

Transparency International (TI), *The common denominator: how corruption in the security sector fuels insecurity in West Africa*, 25/02/2021, <https://ti-defence.org/publications/west-africa-security-defence-sector-corruption-insecurity-conflict/> [consulté le 10/03/2021]

TV5 Monde, *Burkina Faso: les "Koglweogo", des miliciens décriés*, 16/11/2020, <https://www.youtube.com/watch?v=3UK0cp71vJ4> [consulté le 21/03/2021]

United States Department of State (USDOS), *Country Report on Terrorism 2018 - Chapter 1 - Burkina Faso*, 01/11/2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2019252.html> [consulté le 01/07/2020]

United States Department of State (USDOS), *Country Report on Terrorism 2019*, 24/06/2020, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/06/Country-Reports-on-Terrorism-2019-2.pdf> [consulté le 01/07/2020]

United States Holocaust Memorial Museum (USHMM), *Survey Results: Burkina Faso Tops Risk List for Mass Killing in 2020*, 06/02/2020, <https://www.ushmm.org/genocide-prevention/blog/survey-results-burkina-faso-tops-risk-list-for-mass-killing-in-2020> [consulté le 24/06/2020]

Voice Of America (VOA), *Burkina Faso's IDPs Struggle to Access Aid*, 22/03/2021, <https://www.voanews.com/africa/burkina-fasos-idps-struggle-access-aid> [consulté le 24/03/2021]

Wakat Séra (Bougoum B.), *Burkina: 356 victimes des engins explosifs improvisés*, 27/10/2020, <https://www.wakatsera.com/burkina-356-victimes-des-engins-explosifs-improvises/> [consulté le 26/03/2021]

Wakat Séra, *Burkina : la réponse du ministère de la défense aux accusations de Human Rights Watch*, 21/04/2020, <http://www.wakatsera.com/burkina-la-reponse-du-ministere-de-la-defense-aux-accusations-de-human-right-watch/> [consulté le 17/06/2020]